

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
DISSOLUTION DES ASSOCIATIONS
SES EFFETS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Décembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

ROBERT BRISSET

Président : M. LARNAUDE, professeur
Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur*
 POLITIS, agrégé

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

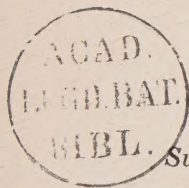
LA
DISSOLUTION DES ASSOCIATIONS
SES EFFETS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Décembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

ROBERT BRISSET



Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, professeur
(POLITIS, agrégé

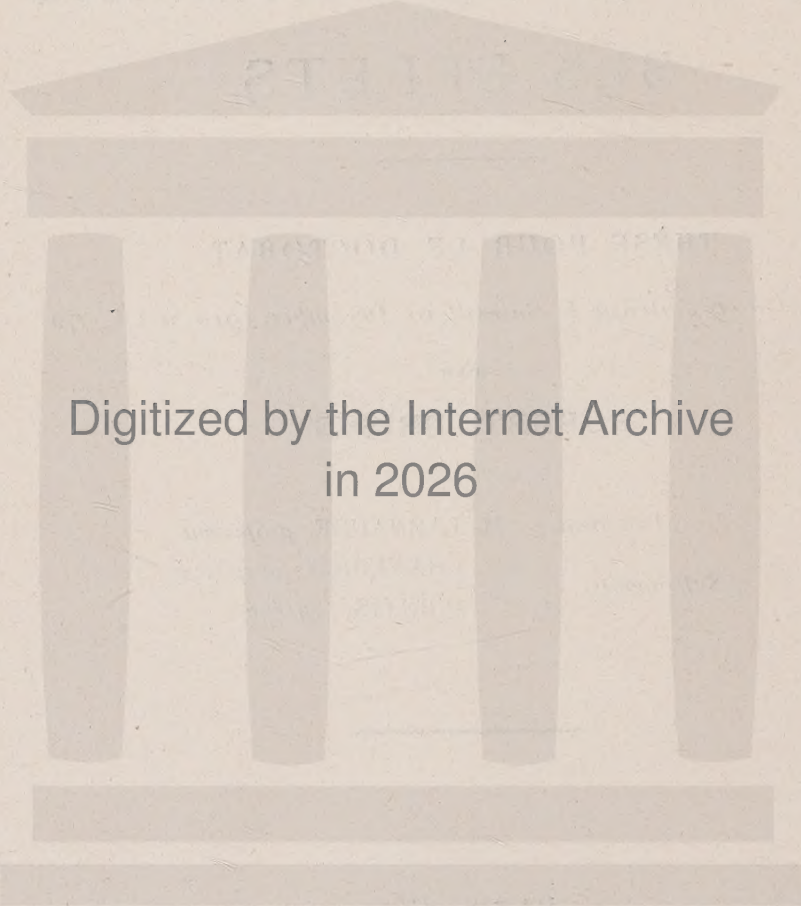
PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
DISSOLUTION DES ASSOCIATIONS
SES EFFETS

INTRODUCTION

A toutes les époques, et dans les différentes circonstances que lui offrait la vie, l'homme a senti son impuissance, soit à vaincre les difficultés qui naissaient sans cesse, soit à réaliser ce que son esprit avait conçu.

Aussi, de tout temps, les hommes eurent-ils recours à l'association pour multiplier leurs facultés, pour donner plus de développement à leur activité. Leurs efforts ainsi réunis leur permirent d'atteindre plus facilement le but qu'ils s'étaient fixé, idéal commun.

Toutes les branches de l'activité humaine peuvent amener la constitution d'associations. Il est, en effet, des œuvres que la faiblesse des efforts individuels et la courte durée de la vie humaine ne permettraient guère d'accomplir. Les associations, plus puissantes et sur-

tout plus durables que l'homme, peuvent seules les mener à bonne fin : ce sont elles qui chercheront la réalisation de conceptions sociales, politiques, philosophiques ou religieuses. Ainsi, toujours, un instinct irrésistible poussa les hommes à grouper leurs volontés et leurs intérêts pour vaincre les obstacles accumulés autour de leur faiblesse. Toujours, l'homme éprouva le besoin de s'associer avec ses semblables pour mettre ses forces à la hauteur des difficultés qu'il avait à combattre ou pour réaliser plus sûrement l'idée, le but que son intelligence lui faisait entrevoir, mais qu'il n'aurait peut-être pu atteindre. « Une des tendances les plus naturelles aux hommes est certainement de se rapprocher, de se réunir afin de se soutenir et de s'appuyer mutuellement (1). »

A toutes les époques et quelles qu'aient été les dispositions du pouvoir, l'histoire nous montre les manifestations de ce mouvement. L'énergie, la fécondité de ce moyen d'action en font une puissance d'expansion incontestable.

Aussi, le législateur n'a jamais pu s'en désintéresser.

Plus que jamais, le rôle, joué maintenant, dans la société, par l'association est prépondérant ; elle y occupe une place de la plus haute importance.

Nous ne nous occuperons dans cette étude que de l'association proprement dite, association sans but

1. Blanche, *Dictionnaire d'Administration*.

lucratif, que l'on oppose à la société, créée, celle-ci. en vue de gains, de bénéfices à réaliser. « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter (Art. 1832 du C. civ.). »

L'association, elle, au contraire, tantôt sert l'intérêt général par l'étude des sciences, des arts, des lettres, par l'institution d'établissements charitables, tantôt elle procure à ses membres, sans toutefois qu'il y ait poursuite et partage de bénéfices, des avantages personnels d'agrément, d'intérêt matériel ou moral.

Une question toutefois se pose : « Que faut-il entendre, dans la définition que l'article 1832 du Code civil donne de la société, par le mot bénéfices ? »

Le mot a des significations diverses : « C'est un bénéfice, la somme d'argent dont une heureuse opération accroît le patrimoine. Mais n'est-ce pas aussi un bénéfice, la somme qu'une prudente organisation de l'activité juridique conserve au patrimoine ? N'est-ce pas un bénéfice que l'économie procurée par le fonctionnement d'une société coopérative de consommation ? L'acquisition d'un droit, même s'il ne peut s'évaluer en francs, n'est elle pas un bénéfice ? (1) »

Selon l'avis que l'on adopte, la notion de société

1. Pichon, Thèse Paris. *Des Caractères distinctifs des Associations soumises à la loi de 1901*, p. 34.

s'étend aux associations coopératives, et à d'autres également, ou se restreint aux groupements de spéculation qui font entrer dans le patrimoine des associés une somme d'argent n'y ayant encore jamais figuré.

Un groupement, se proposant des gains pécuniaires communs, qui seront partagés entre les associés « et augmenteront d'une manière effective leurs patrimoines, est une société » (1).

« Ni la jurisprudence, ni la majorité de la doctrine ne vont plus loin dans la largeur de l'interprétation. Partout où il doit y avoir en ce sens partage de bénéfices, il y a société; mais il n'y a société que là où il y a partage de bénéfices ainsi entendus. Ni la diminution des pertes, ni les avantages autres que les pécuniaires ne seraient des bénéfices au sens de l'article 1832 du Code civil (2). »

Aussi, pouvons-nous lire dans l'ouvrage de MM. Lyon-Caen et Renault : « Il serait plus rationnel de traiter de la même manière toutes les sociétés ayant un but pécuniaire, que ce but pécuniaire consiste ou non dans la réalisation de bénéfices en argent à répartir entre les associés (3). »

Dans le droit romain, le bénéfice était un avantage

1. Pichon, *op. cit.*, p. 37.

2. Pichon, *op. cit.*, p. 37.

3. Lyon-Caen et Renault, *Traité théorique et pratique de Droit commercial*, II, § 34 bis.

de nature patrimoniale. Dans l'ancien droit français, le bénéfice était une utilité quelconque. Les travaux préparatoires du Code laissent la question entière : de leur imprécision, on pourrait plutôt conclure à leur conformité à la tradition.

Et, puisque, d'après cette tradition, on doit voir une société dans tout groupement poursuivant une utilité quelconque, on peut dire que, si la somme d'argent qui accroît le patrimoine est un bénéfice, l'économie réalisée en est aussi un.

Dans la langue du droit, d'ailleurs, le mot bénéfice est souvent pris comme synonyme du mot avantage. On parle du bénéfice d'un contrat et l'on entend par là les avantages à retirer du contrat.

« Rien dans les termes employés par la loi n'oblige à en restreindre le sens aux seuls avantages pécuniaires et à refuser le caractère de société aux individus groupés vers quelque autre utilité. »

« La loi déclare valables sociétés des groupements qui ne veulent point réaliser des bénéfices pécuniaires et se proposent seulement d'atteindre à une utilité commune (1). »

« Une société civile, écrit M. Planiol, peut avoir pour objet la simple jouissance d'un bien ou de plusieurs (2). »

1. Pichon, *op. cit.*, p. 51 et 52.

2. D. 95. 1. 217. Cass., 26 mai 1894.

Ce n'est pas à dire pourtant que la poursuite de tout bénéfice quelle que soit sa nature puisse amener la formation d'une société. Il ne faut pas oublier la présence de l'association dans la langue et dans le droit. Ne pas admettre qu'il cesse d'y avoir société là où cesse le caractère matériel et patrimonial de l'avantage poursuivi, serait méconnaître l'usage de la langue.

On ne peut appeler non plus société « la convention par laquelle plusieurs personnes s'engagent à se réunir à jour fixe chez l'une d'entre elles pour y faire de la musique. C'est à un avantage précis que tend ce groupement » (1). Mais ce n'est pas une société précisément parce que l'avantage recherché est tout intellectuel. A toute société, il faut comme but un bénéfice patrimonial : et ce bénéfice doit résulter d'opérations communes.

Le Code exige même une autre condition, pour qu'il y ait société : les bénéfices éventuels doivent être partagés et le partage doit s'opérer entre les seuls associés. « Le bénéfice nécessaire à tout effort social est constitué par tout avantage patrimonial commun et propre aux associés. Là où l'avantage poursuivi sera à la fois un avantage patrimonial, un avantage commun aux associés, un avantage qui leur reste propre, nous saurons qu'y voir une société c'est comprendre et appliquer la loi (2). »

1. Pichon, *op. cit.*, p. 57.

2. Pichon, *op. cit.*, p. 68.

Les bénéfices que l'association ne doit pas rechercher sont précisément ceux que poursuit la société.

L'association n'est pas une notion indépendante, se suffisant à elle-même; elle commence là où la société finit.

L'étendue de l'association dépend de l'étendue de la société.

D'après l'article premier de la loi de 1901, les membres de l'association ne peuvent lui apporter que leurs facultés ou leurs efforts personnels.

« L'association, disait Waldeck-Rousseau, dans l'exposé des motifs, est indépendante de toute possession de biens. On doit même dire qu'elle n'est une association pure et simple qu'autant qu'elle met seulement en commun des facultés, des efforts personnels dans un but autre que de partager des bénéfices (1). »

Nous verrons que dans les associations déclarées, l'association n'est plus la seule mise en commun des intelligences et des activités, puisqu'elle peut avoir un certain patrimoine. Mais il ne faut pas pour cela renoncer à la définition légale de l'association.

Si le législateur n'a pas vu l'antinomie possible de l'article premier et de l'article 6, cette confusion ne peut s'expliquer que par la genèse de la loi :

« A l'association peut aller un apport matériel,

1. Doc. parl., *Officiel*, 1899, p. 124.

mais il faut que cet apport se limite dans les bornes mêmes que lui pose la loi.

» C'est uniquement par l'absence de toute recherche de bénéfices que l'association se distingue de la société (1). »

Ces groupements ainsi créés vont poursuivre le but en vue duquel ils ont pris naissance.

Mais l'œuvre accomplie, que deviendra cette association ?

Ne pourra-t-il même se faire qu'avant la réalisation du but elle disparaisse ?

Ces associations d'individus n'ont jamais pu se former sans qu'il y ait constitution d'un fonds commun. « Même pour l'accomplissement d'une œuvre morale, écrit M. Clamageran, des ressources matérielles sont nécessaires ; refuser aux corporations toute espèce de propriété serait la réduire à une impuissance complète (2). » — « Il n'y a pas au monde un but qu'on puisse atteindre, fût-il le plus idéal, le plus abstrait, sans quelque moyen matériel (3). »

Si, donc, un jour, cette association doit disparaître, nous ne nous trouverons pas purement et simplement en présence d'un agrégat d'individus exposé à se disperser : ces individus avaient un fonds commun : où

1. Pichon, *op. cit.*, p. 97.

2. Clamageran, *Revue pratique de Droit*, t. III, p. 3 et suiv.

3. Van den Heuvel, *De la Situation légale des Associations sans but lucratif*, p. 23.

ira-t-il ? Quel en sera le sort ? Telle est la question qui forcément se présentera à l'esprit.

Question grave entre toutes, extrêmement délicate à résoudre, parce que liée à une question plus haute, celle de la nature juridique de ces groupements, submergée dans une question qui domine toute la matière des associations : la question de la personnalité civile.

Avant de s'éteindre, l'association a vécu ou a essayé de vivre : aussi, si nous nous proposons de rechercher les conséquences de sa disparition, devons-nous nous demander d'abord quelle conception on peut se faire sur la nature et l'existence de l'être.

Nous aurons donc à passer en revue les différentes théories qui ont été proposées, et prenant chacune d'elles, nous étudierons les conséquences auxquelles elles aboutissent quant au point qui nous occupe.

Nous serons ainsi amenés à prendre parti, nous efforçant de dégager les motifs qui nous ont fait accepter la théorie à laquelle nous nous rangeons ; de l'opinion émise, dépendront les conclusions que l'on pourra tirer en ce qui concerne le sujet même de notre étude.

Nous verrons à quelles conséquences les pouvoirs publics, obéissant à une théorie suivant nous inexacte, étaient entraînés avant la loi de 1901, quel système en l'absence de textes précis eût dû prévaloir ; et comment sont réglés, dans l'état de la législation actuelle, les effets de la dissolution des associations.

PREMIÈRE PARTIE

LES THÉORIES DE LA PERSONNALITÉ MORALE

L'association est donc un fait primordial : les hommes ont toujours été portés à se réunir pour atteindre un but commun, à grouper leurs efforts afin d'en assurer la réussite.

Mais cette réunion, rudimentaire dans son principe, eut besoin de se constituer, d'assurer son fonctionnement régulier.

Aussi, à côté de ce concept d'association, nous trouvons, dans nos sociétés actuelles, une idée dont l'importance considérable va nous apparaître, celle de la personnalité civile de ces groupements.

De ce rapprochement et de cette association sont nés des intérêts communs qui se sont vite trouvés en conflit avec les intérêts particuliers et, pour les distinguer, on a été amené à individualiser les premiers.

C'est alors qu'ont pris naissance les différentes théories que nous allons maintenant examiner.

1^o Théorie de la personnalité-fiction

C'est la théorie classique tirée du droit romain lui-même par nos anciens jurisconsultes. On l'a appelée théorie de Savigny ; lui, en effet, l'a précisée, en a déduit toutes ses conséquences. Toutefois, ainsi que le fait remarquer M. Saleilles, ses disciples ont peut-être exagéré sa pensée (1).

L'individu seul, disent les partisans de cette doctrine, est une personne, dès le moment de sa naissance, s'il est né viable (2).

Quand on dit d'un être humain qu'il est une personne, on veut dire par là que par sa seule qualité d'homme, par le seul fait de sa naissance, il s'impose au législateur, il jouit de tous les droits ; qui dit personnalité, dit capacité juridique, aptitude à tous les droits : « La capacité juridique se confond avec la personnalité (*caput*). Tout être capable de posséder des droits et d'être soumis à des obligations est une personne (3). »

« L'homme, par le seul fait de son apparition corporelle, dit Savigny, proclame son titre à la capacité du droit : ce signe visible manque pour tout autre (4). »

1. Saleilles, *De la Personnalité juridique*, p. 309.

2. Huc, *Droit civil*, I, p. 192.

3. Aubry et Rau, I, p. 179.

4. Savigny, *Traité de Droit romain*, trad. Guenoux, t. II, §§ 85 à 102.

Et cependant, nous constatons que des droits « n'ont pas pour titulaires des individus » ; c'est un fait qu'il existe des patrimoines vis-à-vis desquels on ne peut pas dire que des individus jouent le rôle de sujets de droits ; ces patrimoines, ces ensembles de droits existent sans sujet (1).

Il y a, d'après la doctrine que nous exposons, une contradiction entre un fait, l'existence d'un ensemble de droits sans sujet, et d'autre part cet axiome juridique qu'il ne peut exister de droits sans un sujet. Le rôle de la fiction est de résoudre cette contradiction entre le fait et le droit ; le patrimoine est sans maître ; grâce à la fiction, cet ensemble de droits sans sujet sera supposé en avoir un.

On fera reposer ces droits sur des êtres imaginaires que la raison a conçus et a ainsi opposés aux êtres réels en qui se personnifiaient les intérêts particuliers.

Le point de départ de cette théorie a donc été de concentrer et de résumer, dans un être fictif, les intérêts communs à de nombreux individus, souvent à plusieurs générations, et de leur assurer la stabilité malgré les changements et la disparition de ceux qui sont appelés à en profiter. Cet être a été considéré comme le

1. Voir dans Clunet, *Les Associations*, p. 293 et suiv., l'exposé des théories de la personnalité.

support de ces intérêts ; on lui a reconnu une capacité juridique comme aux êtres vivants : de là, le nom de personnes morales ou civiles données à ces créations de l'esprit.

Ainsi, le droit crée de toutes pièces un être nouveau, un sujet de droits idéal. Ce ne seront pas seulement les hommes, considérés comme individus, qui pourront être les sujets actifs ou passifs de droits. Le droit fera de certaines corporations ou associations, des êtres de raison également capables de la plupart des droits. A côté de l'homme, personne physique, il est possible de concevoir des individualités idéales, êtres de fiction, personnes métaphysiques, résumant en elles plusieurs intérêts particuliers identiques, ou personnifiant un intérêt d'une nature générale et permanente. C'est à ces êtres abstraits qu'on donne le nom de personnes civiles, morales ou juridiques.

La loi, par sa puissance d'abstraction, aura pu créer ces personnes qui matériellement n'existent pas, et la fiction consiste précisément à admettre que ces êtres pensent et veulent, bien qu'ils en soient réellement incapables. Les individus s'effacent et disparaissent devant un être imaginaire qui a une existence absolument indépendante, un patrimoine tout à fait propre et qui joue, dans la sphère du droit et suivant des règles déterminées, le même rôle que la personne humaine.

La personne morale ainsi créée diffère profondément

de l'association en ce sens que, tandis que l'association est un pur fait naturel, l'existence juridique des personnes morales est, au contraire, une création, une fiction du législateur.

L'idée de réunion d'hommes, d'existence collective n'est pas comprise dans l'idée de personnalité juridique.

Si le fait pour les citoyens de se réunir pour discuter des problèmes politiques, scientifiques, pour associer leurs forces, leurs intelligences, en vue d'un but moral, philanthropique, est une des formes les plus légitimes de la liberté, doter une collection d'individus de la personnalité civile, c'est-à-dire d'une individualité propre, capable en droit de posséder un patrimoine spécial, s'agrandissant sans cesse sans jamais se démembrer, c'est créer une situation en dehors du droit commun.

La réunion d'un certain nombre d'individus, « même formant une collectivité organisée », ne peut constituer un être nouveau [doué d'une capacité propre et d'une personnalité distincte de celle des membres qui le composent. Les personnes physiques, qui d'un commun accord se réunissent pour jeter les bases d'une association, font un acte parfaitement licite. Mais l'association, dès qu'elle sera fondée, va-t-elle, par cela seul, vivre comme personne civile distincte des associés ?—Il est impossible de l'admettre. Peut-être une idée grande ou utile serait-elle personnifiée, mais il se pourrait aussi

qu'on assurât la perpétuité à des extravagances. Qui donc sera juge de la question, sinon l'État, souverain appréciateur de ce qui intéresse la masse des citoyens ? « L'érection d'une institution au rang des personnes civiles ne peut pas être abandonnée au bon plaisir des individus (1). »

Comment ces personnes seraient-elles connues, si elles pouvaient résulter de la seule volonté de l'homme ? Nul ne soupçonnerait ces individualités particulières : de là de graves dangers. « La destinée de la personne morale est la perpétuité que son indépendance lui assure ; cette perpétuité est un danger dont l'intervention préalable de l'État atténuera les conséquences.

« Enfin, la concentration aux mains des personnes civiles de propriétés qui sortiraient immédiatement du commerce offre des inconvénients trop évidents pour qu'un individu quelconque les puisse susciter à son gré (2). »

La concession de la personnalité aura donc un caractère exceptionnel, dit M. Jozon, à l'Assemblée nationale, le 10 juin 1875 : « La personnalité civile n'appartient qu'aux êtres humains, aux individus vivant d'une vie réelle, parce que cette personnalité est attachée à leur qualité d'hommes. Au contraire, les associations ne peuvent avoir la personnalité civile qu'en

1. Piebourg, *Questions sur les Personnes civiles*, p. 145.

2. Piebourg, même ouvrage, p. 147.

vertu d'une fiction de la loi... Pour ces êtres de raison, la personnalité civile est de droit artificiel ; c'est une création arbitraire de la loi ; c'est l'intérêt général seul qui peut justifier cette dérogation au droit commun. Et l'intérêt général, qui est la raison de cette dérogation, en est en même temps la mesure, en ce sens qu'on ne peut l'accorder que dans les limites que commande l'intérêt général (1). »

Si le législateur leur accorde la capacité juridique, s'il les considère comme des personnes distinctes de la personne de leurs membres, en qui réside la propriété des biens de la société, c'est que, pouvant exercer un rôle utile, il importait d'en susciter la formation et d'en faciliter le fonctionnement.

La création d'une personne civile serait injustifiable si elle ne répondait pas à un besoin vivement senti, si elle ne servait pas de moyen pour atteindre avec plus d'efficacité un résultat d'une utilité reconnue. Que l'idée dirigeante ait été conçue par un simple particulier, ou que l'utilité de telle ou telle création ait frappé d'abord l'esprit du législateur, peu importe pourvu que la personnalité juridique soit concédée en vue d'un but précis et déterminé.

Détermination précise d'un but à atteindre et manifestation de la volonté de l'État sont les deux éléments essentiels à la création de toute personne civile.

1. *Officiel*, 1875, p. 4189 et 4190.

C'est pour donner satisfaction à des besoins impérieux que le législateur autorisera certaines associations à prendre un corps, un nom, une personnalité civile ; les forces qui n'étaient que groupées se transformeront en une réalité nouvelle ; là où il n'existait auparavant qu'une collection d'efforts convergents, nous trouverons l'action unique d'un être, qui est une abstraction pour nos sens, mais dont le droit admet désormais la vie et la capacité.

La personne morale n'est donc plus une simple association : la voilà devenue entité juridique, être abstrait créé par une fiction de la loi, et susceptible d'être le sujet de droits et d'obligations. Pothier disait : « Les corps ou communautés établies suivant les lois du royaume sont considérées dans l'Etat comme tenant lieu de personnes : *veluti personam sustinent* ; car ces corps peuvent, à l'instar des personnes, aliéner, acquérir, contracter, s'obliger, obliger les autres envers eux (1). »

L'être juridique, artificiellement créé, est par le législateur assimilé le plus possible à un être réel, l'homme. Comme un homme, il pourra activement et passivement être sujet de droits ; il pourra être propriétaire, débiteur, créancier ; il pourra mettre en œuvre ces droits en étant en justice.

L'assimilation n'est d'ailleurs pas complète (2) : le

1. Pothier, *Traité des Personnes*, n° 210, t. IX, éd. Bugnet.

2. Huc, *op. cit.*, p. 192.

législateur n'a accordé la personnalité à l'association que pour lui permettre d'accomplir plus facilement sa mission, et dans ces limites seulement.

En effet, ces êtres de raison, ces abstractions, qui, bien loin de s'imposer au législateur comme sujets actifs ou passifs de droits, ne peuvent atteindre que par une concession formelle la possibilité d'exercer certaines facultés analogues à des droits, sont des personnes en ce sens seulement qu'ils peuvent jouer dans la société un rôle juridique qui se rapproche plus ou moins de celui que jouent les individus, mais qui ne se confond jamais avec lui.

Comment se confondraient-ils, et quelle assimilation établir entre des êtres si différents? Les uns ayant une existence réelle, source de tous leurs droits, jouissant de ces droits tous au même titre, dans la même mesure et par leur seule qualité d'hommes; les autres, pures fictions, imaginés dans un but d'intérêt général, créés par le législateur qui peut les modifier et les supprimer à son gré et qui ne leur concède que les fractions de droits qu'il juge indispensables à leur fonctionnement.

« Les hommes sont des personnes, seuls ils ont des droits. Si la loi reconnaît certaines facultés aux personnes civiles, c'est parce qu'elle les assimile, par fiction, aux personnes réelles. L'assimilation est fondée sur ce que les corps et établissements publics ont une mission à accomplir, et, pour qu'ils puissent le faire, ils ont

besoin de certaines facultés que la loi leur accorde. Mais l'assimilation n'est toujours qu'une fiction et toute fiction légale est par son essence limitée à l'objet pour lequel elle est établie (1). »

Ainsi, la personnification sera l'œuvre de la puissance publique, qui seule peut donner la vie légale à des êtres dépourvus de toute existence réelle. Les individus ne pourraient créer dans la société une personne nouvelle.

Sa constitution ne peut pas être abandonnée à l'arbitraire des particuliers : l'autorisation est à un certain degré, pour la personne juridique, ce que la naissance est pour la personne individuelle ; elle révèle au monde l'existence d'un sujet nouveau, sujet artificiel dépourvu des caractères extérieurs de l'humanité, ne vivant ni ne mourant, exclu par sa nature de tous les rapports de famille, capable cependant de droits sur les biens.

Ces êtres n'existant que par la loi, la loi aura tout pouvoir quant à leur suppression.

L'État, qui leur a donné la personnalité civile, pourra la retirer : maître absolu de créer les personnes morales, il peut, par le retrait de son autorisation, enlever la vie qu'il a seul pu conférer.

« Il faut la puissance souveraine de la Nation pour appeler à l'existence un être qui, avant cette déclaration de volonté, n'existe pas. Pourquoi la loi, organe de la

1. Laurent, *Droit civil*, I, 300.

souveraineté, confère-t-elle certains droits à des corps ou à des établissements ? C'est pour un motif d'utilité publique que l'État a un domaine, que les communes sont propriétaires, que les hospices et les bureaux de bienfaisance peuvent posséder. Or, qui est le juge de l'utilité publique ? Il n'y en a d'autre que le législateur, dont la mission est de pourvoir aux intérêts généraux de la société. Partant, c'est lui, et lui seul, qui peut créer ces êtres fictifs, auxquels on donne le nom de personnes civiles. Il les établit, les modifie, les supprime, selon que le bien de la société l'exige. Ajoutez-y le danger dont la société serait menacée si des corporations pouvaient se former ou se perpétuer sans le législateur et malgré lui (1). »

Le pouvoir suprême intervient nécessairement dans ces questions intéressant au plus haut point la sécurité générale, et l'État ne peut pas être contraint de tolérer telle corporation, parce qu'il a plu aux fondateurs de la décorer du nom de personne civile. Domat s'exprime ainsi en ce sens : « Comme il est de l'ordre et de la police d'un État, que non seulement les crimes, mais tout ce qui peut troubler la tranquillité publique ou la mettre en péril, y soit réprimé, et que par cette raison toutes assemblées de plusieurs personnes en un corps y soient illicites, à cause du danger de celles qui pourraient avoir pour fin quelque entreprise contre le public ; celles

1. Laurent, *Droit civil*, I, p. 288.

mêmes qui n'ont pour fin que de justes causes ne peuvent se former sans une expresse approbation du souverain sur la connaissance de l'utilité qui peut s'y trouver. Ce qui rend nécessaire l'usage des permissions d'établir des corps et communautés ecclésiastiques ou laïques, régulières, séculières, et de toute autre sorte, chapitres, universités, collèges, monastères, hôpitaux, corps de métiers, confréries, maisons de ville ou d'autres lieux, et toutes autres qui rassemblent diverses personnes pour quelque usage que ce puisse être. Et il n'y a que le souverain qui puisse donner ces permissions, et approuver les corps et communautés à qui le droit de s'assembler puisse être accordé (1). »

« Les individus, disait Thouret, existent avant la loi, ils ont des droits qu'ils tiennent de la nature, des droits imprescriptibles ; tel est le droit de propriété. Tous les corps, au contraire, n'existent que par la loi et leurs droits dépendent de la loi ; elle peut les modifier, les détruire (2). »

Cette théorie de la fiction a pour elle une imposante tradition.

C'est dans cet esprit que sont conçues les lois romaines sur ce sujet qui nous sont parvenues.

La création des personnes morales n'avait pas lieu

1. Domat, *Droit public*, liv. I, II, XIV.

2. *Moniteur universel*, 23 octobre 1789, p. 314.

au hasard et l'on supprimait celles qui devenaient nuisibles ou dangereuses : la naissance et la mort des personnes civiles était dans la main de l'État.

Notre ancien droit a maintenu ce principe de l'autorisation de l'État. Il est posé dans l'édit de 1629, et dans celui de 1666. On le trouve encore dans celui de 1749 : « Voulons qu'il ne puisse être fait aucun nouvel établissement... si ce n'est en vertu de notre permission expresse. »

Dans la période intermédiaire, l'article 4 du décret du 3 messidor an XII est ainsi conçu : « Aucune aggrégation ou association d'hommes ou de femmes ne pourra se former à l'avenir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait été formellement autorisée par un décret impérial, sur le vu des statuts et règlements selon lesquels on se proposerait de vivre dans cette aggrégation ou association. »

Il est fait application du même principe par la loi du 24 mai 1825 : Article premier : « A l'avenir, aucune congrégation religieuse de femmes ne pourra être autorisée, et une fois autorisée, ne pourra former d'établissement... » — Art. 3 § 2 : « L'autorisation spéciale de former l'établissement sera accordée par ordonnance du roi. »

Les lois du 2 janvier 1817 et la loi du 26 juillet 1875 maintiennent le même principe et consacrent la nécessité d'une autorisation supérieure pour donner la vie juridique aux êtres fictifs. Il est donc fait, de la

volonté de l'État, la base de la création des personnes civiles. D'ailleurs, « indépendamment des considérations d'utilité publique et de sécurité générale, on arrive, par la nature même des choses, à constater l'impossibilité pour les simples particuliers de conférer l'existence juridique à des êtres de pure abstraction. Il est interdit à l'homme de faire de rien quelque chose. Comment la volonté privée, qui ne peut pas augmenter la capacité de droit d'un être déjà existant, pourrait-elle créer d'ensemble une personne avec l'aptitude aux droits ? » (1).

L'État seul peut faire de rien une personne, créer un être juridique.

Quand un groupe de particuliers soumet au contrôle de l'État les statuts d'une association, par sa toute-puissance, l'État revêt de l'aptitude aux droits un groupement qui, avant cette concession, n'était rien et ne pouvait rien être sans elle.

2° Théories de la propriété collective et de la copropriété

Les droits de la personne morale ne sont que les droits des individus modalisés. Tous les droits reposent sur la tête des associés : seuls ils sont propriétaires.

1. Piebourg, *op. cit.*, p. 148.

C'est le système de MM. Planiol, Berthélemy et de Vareilles-Sommières.

M. Berthélemy fait de la personne fictive une simple explication verbale, sans valeur juridique, et de laquelle il n'y a à déduire aucune conséquence pratique. Toutes les solutions à déduire de cette construction devront être rattachées à l'idée d'une collectivité d'individus, aux réalités individuelles que le mot de personnes recouvre, et non à l'idée de personnalité. Il n'y a aucun fonds à faire sur la prétendue existence d'une personne distincte, qui représenterait la collectivité, qui aurait des droits distincts de ceux appartenant aux individus qui la composent : ceux-ci sont les seuls bénéficiaires réels. La thèse de la personne fictive aboutit fatalement à sacrifier les individualités qui sont les bénéficiaires réels, sujets de tous les droits patrimoniaux. Le vice du système de la fiction consiste en ce qu'il suppose créé ce qui n'existe pas ; il tient uniquement compte de ce qu'il a imaginé pour négliger des réalités.

M. Berthélemy montre ce danger en ce qui concerne la conception que l'on se fait de l'État : on regarde l'État comme une personne distincte, et non comme la personnification des individus qui le constituent. L'État devient tout ; les droits de l'individu disparaissent.

Les prétendues personnes morales ne sont que des masses de biens possédés collectivement. « Nous pouvons être propriétaires de trois manières, dit M. Berthé-

lemy : individuellement, indivisément, collectivement, c'est-à-dire à nous tous envisagés comme n'étant qu'un (1). » — « Et si nous sommes cinq individus qui décidons de nous associer, nous sommes cinq et nous ne serons jamais que cinq, sans que jamais naisse une sixième personne, soit naturelle, soit fictive. Chacun de nous va retirer de son patrimoine individuel une fraction de biens. Toutes les fractions apportées par nous vont former un ensemble qui deviendra notre propriété collective. Qui la possèdera ? Nous cinq, considérés comme ne faisant qu'un (2). »

D'après M. Planiol, « la personne fictive n'est qu'un procédé de gestion ; les biens appartiennent en réalité aux individus dont elle est la formule abrégée » ; « cette notion de la personnalité est une conception simple, mais superficielle et fausse qui cache aux yeux la persistance jusqu'à nos jours de la propriété collective à côté de la propriété individuelle » ; elle mérite donc d'être abandonnée. Sous le nom de « personnes civiles, il faut entendre l'existence de biens collectifs à l'état de masses distinctes possédées par des groupes d'hommes plus ou moins nombreux, et soustraites au régime de la propriété individuelle. Par conséquent, ces prétendues personnes n'en sont pas... il est cependant nécessaire de remplacer le mythe de la personnalité par une notion

1. Berthélemy, *Droit administratif*, p. 43-44.

2. Berthélemy, même ouvrage, 515.

positive, et celle-ci ne peut être que la propriété collective » (1).

Quant à savoir ce qu'est la propriété collective, M. Planiol précise la notion de la manière suivante : La propriété collective n'est pas la copropriété. Il n'y a plus place comme dans celle-ci à l'exercice des droits individuels. Les fractions indivises disparaissent ; personne ne peut disposer de sa part. Mais cette propriété ne cesse pas pour cela d'appartenir aux associés : seules sont en jeu les personnes individuelles de chacun des intéressés. Point n'est besoin d'une fiction abstraite. Nous sommes en pleine réalité. Les droits individuels seuls subsistent, sans qu'il y ait création d'une nouvelle personnalité juridique. « La propriété collective, dit-il, ne doit pas être confondue avec la propriété individuelle dans son état de copropriété indivise. L'indivision laisse subsister l'autonomie des parts individuelles ; chacune des parts, bien que matériellement confondue avec les autres, a son propriétaire particulier, et ce propriétaire est indépendant des autres ; lui seul peut agir sur sa part. La copropriété indivise, c'est donc toujours la propriété individuelle, avec confusion matérielle des parts. En outre, cette confusion est nécessairement passagère et accidentelle ; elle n'est pas la fin et le but de cette espèce de propriété qui a pour

1. Planiol, *Droit civil*, I, 3017.

caractères propres l'isolement et l'indépendance, et c'est pour cela que l'indivision tend naturellement au partage et le provoque.

» La propriété collective n'est rien de semblable. Elle est un état particulier de la propriété, qui a en lui-même sa fin et sa raison d'être et qui repose sur le groupement nécessaire des personnes auxquelles elle appartient : il y a un grand nombre de choses qui doivent être mises sous cette forme pour rendre aux hommes tous les services dont elles sont susceptibles, et qui ne sont pas destinées à en devenir un objet de propriété privée.

» Entre ces deux régimes de propriété (copropriété indivise et propriété collective) la différence n'est pas seulement dans les mots ; ils diffèrent en ce que la propriété collective supprime l'autonomie des parts individuelles. A vrai dire, même ces parts n'existent pas ; il y a usage commun de la chose ou affectation à l'utilité générale qui, dans beaucoup de cas, peut être procurée sans amener aucun contrat entre la chose utilisée et ceux dans l'intérêt desquels cette chose existe. C'est ainsi que la nation entière profite de la puissance de ses forteresses, quoique les citoyens n'en aient individuellement ni l'usage ni la possession. » Et M. Planiol ajoute : « Si ce phénomène si ancien et si général passe pour ainsi dire inaperçu..., c'est que la persistance jusqu'à nos jours de la propriété collective est pour ainsi

dire cachée aux yeux par l'existence d'êtres fictifs, auxquels on prête, au moins dans une certaine mesure, les attributs de la personnalité, qui sont réputés propriétaires, créanciers ou débiteurs, qui font des contrats et soutiennent des procès comme de vraies personnes; ce sont les personnes fictives. Toutes les propriétés collectives qui existent sont attribuées à des personnes fictives, dont chacune est réputée propriétaire d'une masse unique de biens, et ainsi la propriété collective apparaît comme étant elle-même une propriété individuelle, conception aussi fausse qu'inutile (1). »

Telle est l'opinion du grand jurisconsulte Ihering. Il pose en principe que « le véritable destinataire de tout droit, c'est l'homme ». Il ajoute: « Il est incontestable que les droits qui sont le patrimoine de la personne juridique profitent aux membres isolés de la corporation. Ce n'est point là un effet accidentel; c'est le but même du rapport. Les membres isolés sont les véritables destinataires de la personne juridique. Des considérations pratiques veulent que les intérêts communs soient poursuivis, non point par les membres isolés, mais par l'ensemble de ces membres représentés par une unité personnelle artificielle... » — « La personne juridique, comme telle, est incapable de jouir; elle n'a ni intérêts ni buts. Elle ne peut donc avoir des droits,

1. Planiol, *Droit civil*. I, p. 3005-3007.

car les droits ne sont possibles que là où ils atteignent leur destination, c'est-à-dire, là où ils peuvent être utiles à leur ayant droit. Un droit qui ne peut jamais atteindre ce but dans la personne de l'ayant droit, est une chimère inconciliable avec l'idée fondamentale du principe du droit. Pareille anomalie ne peut exister qu'en apparence : le sujet apparent du droit cache le véritable (1). »

Pour M. de Vareilles-Sommières, il s'agira d'une copropriété ordinaire. D'après lui, il y a deux points certains dans notre droit : la capacité des individus et la liberté des conventions. Dès lors, comment empêcher des individus de former un contrat, l'association, que nos Codes ne signalent pas, mais parfaitement valable, contrat innommé. La fiction de personnalité est désormais inutile : l'association n'est pas autre chose que les associés eux-mêmes, unis par un contrat ; mais tout repose sur les individus. Ceux-ci affectent à la poursuite d'un but déterminé une partie de leur fortune. Les libéralités faites seront adressées aux associés eux-mêmes. C'est le droit commun.

L'association peut posséder : « La thèse que l'association proprement dite, les associés qui ne poursuivent pas des bénéfices, ne peuvent pas posséder comme associés, sans le secours d'une personne fictive légale est, dit

1. Ihering, *Esprit du Droit romain*. — Meulenaere, IV, 326 et 340.

M. de Vareilles-Sommières, le plus étonnant paradoxe qui ait jamais vu le jour (1). »

Ils le peuvent quand ils s'associent pour un but lucratif; on ne saurait restreindre leur capacité s'il s'agit d'une association désintéressée. Entre la société et l'association, il n'y a, suivant M. de Vareilles-Sommières, aucune différence de fond: la poursuite de bénéfices ne peut servir de base à une division générale des associations. C'est la théorie canonique.

Les associations peuvent avoir et administrer librement un actif social résultant de cotisations payées par les membres, ou de subventions accordées par les particuliers. Mais cela n'implique nullement les avantages de la personnalité juridique. Parler d'actif social, dire de l'association qu'elle s'administre, « c'est uniquement employer des expressions commodes pour désigner l'objet du contrat, l'ensemble des choses communes entre les associés » (2). Le Code civil en donne lui-même un exemple en parlant dans l'article 1869 de l'administration des biens appartenant à la société, alors qu'il s'agit des sociétés civiles auxquelles tout le monde refuse la personnalité.

L'actif social, ce sont les biens indivis entre les asso-

1. De Vareilles-Sommières, *Les Personnes morales*, 1902, p. 37.

2. Baudry-Lacantinerie, *Des Donations entre vifs et des Testaments*, I, 142.

ciés. Si ces biens forment, pendant la durée de la société, une masse soustraite à la règle de l'article 815 du Code civil, cela tient au contrat intervenu entre les associés.

3^e Théorie des patrimoines d'affectation

C'est la théorie célèbre de Brinz: elle est une négation de l'idée de personnalité. Les prétendues personnes morales ne sont qu'un patrimoine sans sujet, un patrimoine d'affectation, appartenant au but. « Les Romains, nous dit Brinz (1), ne disent point: la cité est une personne, mais seulement: la cité tient la place d'une personne, avouant par là qu'elle n'en est pas une. Dans leur division des personnes, il n'y a ni personne morale, ni personne fictive, mais uniquement des hommes, c'est seulement dans leur division des choses que nous voyons apparaître ce que nous appelons les personnes juridiques. Les Romains ne procèdent pas en créant une seconde catégorie de personnes; ils se bornent à dire que certaines choses, bien que soumises au droit, n'appartiennent cependant à personne, sont *res nullius*... Les modernes n'ont fait qu'introduire dans le langage juridique une métaphore populaire... Un bien peut, non pas seulement appartenir à quelqu'un, mais aussi appartenir à quelque chose, à un but, qui n'est pas pour

1. Brinz, *Lehrbuch der Pandekten*, I, p. XI; II, 979-1150.

cela une personne. Le patrimoine de la personne morale est en réalité le patrimoine du but (*Zweckvermögen*). »

Cette théorie s'attache uniquement aux effets de la personnalité quant aux biens. Les biens appartiennent au but et sont soustraits par ce fait à l'appropriation individuelle. Ces biens forment un tout distinct, non comme patrimoine d'une personne, mais comme servant à la réalisation d'un but déterminé ; c'est ce but qui leur donne une existence indépendante. Les biens sont affectés à une œuvre dont les bénéficiaires individuels sont indéterminés. Ne le seraient-ils pas que l'œuvre serait encore moins destinée à eux-mêmes, qu'à une idée. L'œuvre ne se confond pas avec ceux qui y coopèrent : ce qui la constitue, c'est le but qu'elle poursuit. La personnalité va juridiquement incarner cette idée, ce but, consacrer son existence distincte. La personnalité appartiendra à l'intérêt collectif, à l'œuvre d'utilité générale, et non pas à un être fictivement créé par la loi. La personne morale a des droits distincts parce qu'elle a une raison d'être propre. Cette raison d'être, c'est le but dans lequel les particuliers se sont associés ; ils se sont réunis pour atteindre un résultat, pour accomplir une œuvre. C'est cette idée abstraite qui a été revêtue de la capacité juridique, c'est elle qui a un patrimoine, des droits, une réalité civile. Sans doute, ceux qui provoquent la constitution d'une personne morale le font souvent dans leur propre intérêt ; mais

si cet intérêt personnel ne se confond pas avec un intérêt plus général, il n'y a pas lieu à la création d'une existence juridique nouvelle, l'action commune des individus suffira. Si une corporation d'artisans est personnifiée, ce n'est pas dans l'intérêt de ceux qui se réunissent aujourd'hui, c'est en vue de l'utilité qu'elle présente. La corporation est l'incarnation juridique d'une idée. Les membres n'en sont que les représentants.

4^e Théorie de la personnalité réelle

Les juristes du droit allemand indigène (Gierke notamment : *Rechtslexikon*, § 943) ont essayé d'une autre explication.

D'après les auteurs de cette construction doctrinale, les associations seraient des personnes réelles. À côté de l'être individuel, il y aurait des êtres collectifs.

Ils prétendent que les êtres moraux forment des personnes véritables aussi naturelles et aussi légitimes que les personnes physiques, qu'il ne s'agit pas ici d'une fiction, mais d'une réalité.

Suivant eux, le rôle de la fiction est sans doute considérable dans le droit, en ce sens qu'elle permet le développement des conséquences juridiques d'un principe encore insusceptible lui-même d'explication rationnelle. Grâce à la fiction de personnalité, qui donne aux biens de la corporation un sujet de droit réel, dis-

tinct des individus physiques qui composent le groupe, un patrimoine est constitué : la fiction de personnalité a ainsi permis de réaliser juridiquement un progrès souhaitable. La fiction, qui a existé de tout temps dans les législations, trouve sa justification dans ce besoin, qui est inhérent à l'esprit humain, de comprendre le pourquoi des préceptes juridiques auxquels il obéit. Mais, « toute fiction, à cause de son imperfection même, avertit la science d'avoir à rechercher le plus rapidement possible un moyen plus parfait » (1).

La théorie de la fiction part, en effet, d'une « conception irréaliste de la notion de droit » : il n'y aurait de droits que ceux qui appartiennent à un individu, être doué d'une liberté personnelle. Les droits auraient leur source dans cette liberté de l'homme.

C'est confondre l'exercice avec la jouissance du droit. « Pour exercer un droit, il faut une volonté libre. Mais s'il y a droit, ce n'est pas parce que la volonté existe. C'est ainsi que les incapables, enfants en bas âge, aliénés, ont la jouissance du droit sans en avoir l'exercice (2). »

La volonté joue évidemment un rôle dans la conception du droit. Mais il est inexact de lui accorder le rôle principal. Le droit n'est pas là pour la volonté, a dit Ihering ; c'est la volonté qui est là pour le droit.

1. Ihering, *Esprit du Droit romain*. Meulenaere, 1888, IV, 297.

2. Saleilles, *De la Personnalité juridique*, p. 371.

La volonté n'est que le moyen de réalisation du droit (1). Si, en effet, le droit subjectif s'identifiait avec la volonté, il faudrait en nier l'existence au profit de qui n'a plus de volonté. Et cependant, des individus dépourvus de volonté ont des droits. Certaines époques de l'histoire nous offrent le spectacle inverse : l'esclave, être doué de volonté, n'était qu'un objet, et non un sujet de droits.

Et si maintenant l'homme est une personne dès le moment de sa naissance, il n'y a là rien de naturel : la personnalité n'est qu'une création humaine.

« L'idée de personnalité, même dans son application aux individus, est avant tout une conception juridique. La personnalité, c'est l'ensemble des conditions sous lesquelles nous considérons qu'un être sera capable de droits. Mais ces conditions, c'est l'esprit qui les imagine. Ces relations entre nos conceptions et l'être sont une création de l'esprit dépendant de la notion que nous nous faisons du droit. La personnalité, lorsque nous parlons de personnes réelles, n'est qu'une création de l'esprit (2) ». La preuve nous en est fournie par l'histoire. « Que de luttes se sont engagées autrefois pour la détermination des individus à qui des droits seraient reconnus, ou plutôt à qui serait reconnue l'aptitude à

1. M. Larnaude, à son cours.

2. Saleilles, *op. cit.*, p. 567.

être investis de droits ! Que de combats ont dû se livrer avant que tous les hommes, avant que les enfants et les femmes aient conquis la personnalité juridique, c'est-à-dire l'aptitude à être investis de droits qui nous paraissent aujourd'hui l'apanage de tous les êtres humains, et en particulier du droit d'être propriétaire et de contracter... On oublie que chez des sociétés puissantes qui, pendant de longs siècles ont dominé politiquement et juridiquement le monde civilisé, le droit n'attachait pas la personnalité juridique à la qualité d'être humain ! La personnalité juridique de l'individu est un produit de l'histoire, ce n'est pas un attribut de la nature humaine, comme le dit Jellinek (1). »

Si aujourd'hui nous disons des individus humains que ce sont des personnes réelles, cela ne veut pas dire qu'elles tiennent de la nature elle-même leur personnalité juridique. Cela veut dire qu'ayant considéré que les hommes ne pouvaient se passer d'avoir des droits, nous avons identifié l'idée de personnalité et l'idée d'individu. Kohler (2) a fait observer que si l'on considérait certains animaux comme devant jouir de certains droits relatifs à leur conservation, et qu'on leur reconnût, sous ce rapport, un certain embryon de personnalité, ce seraient là des personnes juridiques aussi réelles

1. Larnaude, *Revue de Droit public*, 577-579.

2. Kohler, *Lehrbuch des Bürgerlichen Rechts*, I, § 131.

que l'être humain pris en soi, et considéré sous le rapport de la personnalité juridique.

Le droit n'est donc pas une émanation de la liberté : il n'est que le moyen destiné à garantir la vie de l'individu, à satisfaire l'intérêt de la personnalité humaine, qui peut être douée de liberté et de volonté.

Le droit n'est qu'un intérêt juridiquement protégé. Si le législateur a accordé des droits à l'individu c'est qu'il a des intérêts. L'intérêt seul est le fondement du droit (1). Tout être, organisé pour poursuivre un but, a des intérêts reliés à ce but; s'il est apte à réaliser cet intérêt, s'il a à son service une volonté indépendante et autonome, cet être sera une personne. La personne humaine en est le type.

Elle a des droits dès l'instant de sa naissance, car la vie physique et la vie juridique, dans notre législation, se confondent et sont le complément nécessaire l'une de l'autre. On peut dire que l'enveloppe juridique préexiste et que l'être humain est le point d'appui sur lequel l'ensemble des droits et obligations vient se poser. L'homme, en tant qu'individu humain, est le support naturel de la personnalité dont il est immédiatement investi à son entrée dans la société.

1. M. Larnaude à son cours. — *Contra* : A. Mestre, *Les Personnes morales et le Problème de leur Responsabilité pénale*. Thèse Paris, 1899, p. 137 et suiv.

Mais l'homme n'est pas le seul centre d'intérêts et, par suite, n'est pas le seul être capable de droits. Nous trouvons des collectivités, des groupements qui en possèdent eux aussi.

Le droit reconnaîtra donc leur personnalité, tout comme on la reconnaît à l'individu par le seul fait de son existence.

Si, en effet, un intérêt peut être particulier à un individu, ce peut être également un intérêt spécial que des individus groupés auront en vue. Ce groupement, cette association jouira ainsi des droits qui serviront à réaliser l'intérêt ou les intérêts communs poursuivis au profit des membres.

Quant à l'exercice, il appartiendra à la collectivité qui se sera organisée elle-même pour atteindre son but. Il est donc inutile d'imaginer un être, distinct de cette collectivité, qui serait le sujet des droits collectifs : elle n'est pas un être imaginaire ; elle ne doit pas la vie à la loi souveraine : « Elle est par elle-même ; et, dès lors, comme tout membre collectif ou individuel de la société humaine, elle est susceptible d'être sujet de droits (1). »

Ces droits appartiendront à la collectivité par le fait même que celle-ci, en vue du but à poursuivre, en vue de la fin à atteindre, s'est organisée, s'est donnée des instruments d'exécution capables de volonté. « Il n'y a

1. Édouard Clunet, *Les Associations*, t. I, p. 308.

là rien qui ressemble à un être fictif : c'est bien un être réel, créé non par la loi, mais par la réunion, la fusion des activités individuelles (1). »

M. Worms considère tout groupement organisé et hiérarchisé comme un être vivant autonome, un vaste corps organique, analogue à ce que serait le corps humain, et dont chacun des individus qui le composent serait l'analogue de ce que sont les cellules chez un être vivant.

« Presque à tous les étages de la vie organique, nous trouvons le multiple lié indissolublement à l'un, et l'un naissant à chaque pas du multiple, n'y a-t-il pas quelques raisons pour croire que cette loi continue à s'appliquer au-dessus même du monde proprement organique, et que, là encore, du concours d'éléments divers en vue de la vie commune naîtra une unité supérieure? Cette unité nous la connaissons déjà. C'est la société qu'on peut aussi nommer (dans les limites que nous avons fixées) la nation ou le peuple. Elle est multiple anatomiquement, puisqu'elle est formée d'une pluralité d'organismes. Mais elle est une physiologiquement, puisque tous ses éléments composants ont mis en commun leur activité. Pourquoi lui refuserait-on le caractère d'unité, d'individualité? Elle le possède physiologiquement, tout comme l'homme lui-même ; elle ne l'a pas

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 378.

anatomiquement, mais lui ne l'a pas davantage. Elle lui est donc comparable ; et s'il est un individu, elle doit en être un également (1). »

M. Worms, à la vérité, n'applique pas son système aux associations à cause de l'indépendance des unités qui composent une association. Mais cette objection n'est pas décisive.

Entre associés, il n'existe aucun lien matériel : le lien est purement moral. Mais il y a certaines associations où le lien est tellement étroit que l'agrégat est bien un corps unifié. De plus, il est au moins des actes de la vie de l'association qui impliquent une réunion des associés, comme l'assemblée générale ; ce lien se présente bien à l'extérieur comme un lien matériel. Il y a une unité de but, qui crée une dépendance réciproque, constitue un principe de vie commune « analogue à ce qu'est la vie d'un animal ».

Les associations sont des êtres doués d'une vie réelle : « Ce sont des êtres collectifs réels, comme les appelle Gierke. Tout groupement humain engendre nécessairement, naturellement un être réel, composé d'hommes, mais distinct d'eux et ayant tous les caractères, toutes les qualités qui déterminent l'aptitude à être sujet de droit (2). »

Le titulaire du droit est cet être, « alors même que la

1. René Worms, *Organisme et société*, p. 45.

2. Clunet, *op. cit.*, p. 308.

volonté qui le représente ne lui appartiendrait pas en propre au sens métaphysique du mot. Il suffit que cette volonté puisse lui être socialement ou pratiquement attribuée pour que la loi, sans s'écarter de son rôle qui consiste à interpréter les faits sociaux, doive la considérer comme la sienne » (1).

Si l'État reconnaît cette volonté collective, s'il lui attribue le même effet qu'à une volonté individuelle, s'il lui accorde pareillement la faculté de devenir un sujet de droit, nous sommes alors en présence d'une personne juridique. Les lois peuvent déterminer où commence et où finit cette personne, comme elles déclarent le moment précis où l'individu est censé entrer dans la vie humaine. Mais cette détermination n'est pas abandonnée à un arbitraire sans limites : dans cette matière, de même que dans les autres, le législateur ne crée pas l'ordre naturel des choses : son pouvoir se borne à le constater et à le fixer également pour tous, en tenant compte des faits, des circonstances et des mœurs.

Il y a là un phénomène juridique qui s'impose.

Il est admis que l'Etat peut toujours faire accepter son intervention comme nécessaire sur le terrain du droit public, mais il en sera ainsi seulement pour des raisons de garantie sociale ou d'ordre politique.

Dès qu'une association est licite d'après le droit public,

1. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 105.

elle doit avoir, par le fait même, la pleine personnalité. Si la loi, pour des motifs de circonstance, croit encore devoir subordonner, soit la formation de l'institution elle-même, soit son attribution de capacité, à une concession de l'État, cette dernière ne fera jamais que reconnaître une réalité de droit qui existait déjà en fait, avant d'être légalement consacrée. Cette autorisation administrative n'aura plus le caractère d'une concession de capacité, mais celui d'une reconnaissance de personnalité.

L'association, dès qu'elle est association, est une personne morale. Ayant ses racines dans la nature humaine, elle a le droit de se conserver et d'agir dans la mesure de ce qui est licite. Elle a le droit de se procurer, sans nuire à autrui, tout ce qui est nécessaire et utile à sa conservation et à son activité.

L'idée d'association devrait aller avec l'idée de personification ; l'union de ces deux éléments se produirait au même titre que la confusion de l'existence humaine avec l'existence juridique. Les individus existent à part, et à côté d'eux ont pris place d'autres sujets de droits.

De bonne heure, on fit un rapprochement entre cette personnalité collective et celle de l'être humain, mais ce fut uniquement pour exprimer l'analogie des résultats, et non pour justifier, par voie de fiction, l'attribution de personnalité.

« A toutes les époques de l'histoire, la capacité et la

personnalité des groupes collectifs organisés s'imposèrent comme un fait, que l'on se contentait de constater, et non comme une invention d'origine artificielle ou légale (1). »

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 607.

DEUXIÈME PARTIE

DES SOLUTIONS QU'ENTRAÎNENT CES THÉORIES AU CAS DE DISPARITION DE L'ASSOCIATION

PREMIÈRE SECTION

CHAPITRE PREMIER

THÉORIE DE LA PERSONNALITÉ-FICTION

§ 1

CONCESSION DE LA PERSONNALITÉ : ASSOCIATIONS RECONNUES ET ASSOCIATIONS NON-RECONNUES

Avant la loi de 1901, les associations, *stricto sensu*, ne pouvaient se former librement.

On était sous l'empire du Code pénal de 1810 et de la loi du 10 avril 1834 : était délictueuse toute association de plus de vingt personnes, constituée sans autorisation du gouvernement.

En principe, les associations sont interdites et les affiliés tombent sous le coup des articles 291 et

suivants du Code pénal : par exception, celles qui paraissent dignes d'intérêt sont autorisées.

Ainsi, on peut, par exemple, former des associations poursuivant un but charitable, scientifique, artistique ou religieux. Mais aucune loi ne sanctionne cette faculté de se réunir et de poursuivre en commun la réalisation d'une même idée ; aucune loi ne détermine quelle est la situation au point de vue du droit civil, la capacité de ces associations.

Le silence du législateur équivaut à un refus formel de la personnalité civile. Cette personnalité, en effet, constitue un ensemble de dérogations aux règles générales et ordinaires. Les dérogations ne se présument pas ; elles n'existent qu'en vertu d'une disposition expresse. Seul, le pouvoir législatif peut formuler des exceptions aux principes du Code civil. Autre chose donc est s'associer, et constituer ce que l'on appelle des êtres civils ou moraux.

S'il se forme, en dehors des patrimoines des associés, un patrimoine nouveau affecté spécialement à l'œuvre, comprenant un ensemble de droits actifs et passifs dont aucun des associés ne peut disposer comme titulaire même pour partie ; si certaines de ces associations vivent la vie juridique, comme les individus ont le droit d'acquérir des biens soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, et par suite le droit de posséder un patrimoine, le droit d'ester en justice pour défendre leurs intérêts, c'est par faveur des pouvoirs publics.

Ces institutions restent d'ailleurs en dehors de l'administration. En raison du concours indirect qu'elles prêtent à l'État par le but moral qu'elles poursuivent, elles obtiennent, avec le titre d'établissement d'utilité publique, la personnalité et la capacité qui facilitent leur développement.

La reconnaissance d'utilité publique, dit le Conseil d'Etat, est une haute faveur, qui donne en quelque sorte la sanction de l'État aux travaux de l'association et doit être envisagée comme la plus haute récompense de leurs longs et importants services. Les œuvres qui la sollicitent, devront donc accomplir un stage, témoigner d'une forte vitalité encore que non assurées de vivre.

Ces établissements, dus à l'initiative privée, sont créés pour répondre à des besoins généraux, satisfaire des intérêts auxquels la puissance publique ne pourvoirait qu'insuffisamment par elle-même. Des hommes, dévoués à une œuvre philanthropique, les fondent pour l'accomplir. Le pouvoir public ne fixe pas les règles d'organisation et d'attribution : c'est là l'objet des statuts. Il se borne à les homologuer. Il accorde, à cette fondation privée, la personnalité morale pour faciliter son fonctionnement. Il lui donne la capacité d'acquérir sous certaines conditions. En l'encourageant ainsi, l'État accomplit sa mission consistant à améliorer la condition matérielle et morale des citoyens. Ces personnes morales vont jouir d'une prérogative consi-

dérable, la perpétuité. L'idée qu'elles représentent et qui s'incarne dans leur institution, survit aux vicissitudes dont sont susceptibles les éléments physiques qui l'entourent. La personne civile est un être de raison purement artificiel, dégagé de toute entrave matérielle, et se perpétuant malgré les altérations qui atteignent la capacité et la vie des individus qui vivent dans son sein. Elle aura une vie à elle, une capacité propre pour s'administrer, acquérir, aliéner et faire tous les actes nécessaires à la fin qu'ils se proposent. Toutefois, à la différence des personnes réelles, ces personnes morales n'ont de raison d'être qu'autant qu'elles ont en vue un but spécial et déterminé. Ce but a-t-il une utilité réelle? La personne morale se présente-t-elle dans des conditions qui indiquent qu'elle est à la hauteur de sa tâche? Voilà deux questions dont l'État s'est réservé la solution ; c'est lui seul, c'est son autorisation qui donnera la vie à la personne morale.

La reconnaissance d'utilité publique et la capacité sont intimement liées : en l'absence de cet acte du pouvoir public, il n'y aura pas de personnalité, pas de capacité.

Les associations non-autorisées ne sont pas propriétaires des biens dont elles tirent cependant parti : toutes les acquisitions qu'elles feront, tous les contrats qu'elles passeront seront frappés de nullité.

Tous les droits leur seront refusés : elles ne sont pas reconnues, donc elles n'existent pas aux yeux de la loi.

Les associations reconnues seules existent et sont personnes juridiques.

§ 2

DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

A. — LES ASSOCIATIONS RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1° *Modes de dissolution*

Les personnes morales ont trouvé la source de leur existence dans la loi ; logiquement, la loi seule qui les a créées pourra les supprimer. Le pouvoir qui a le droit de fonder a le droit d'anéantir. L'État est libre de mettre fin à l'existence d'un être juridique. Nulle association, en effet, même régulière au point de vue des lois de police, ne pouvait devenir une personne morale, un être juridique qu'en vertu d'un acte de la puissance publique qui lui conférait ce caractère. L'État jugeait souverainement les services que pouvait rendre le nouvel établissement, et lui donnait, par faveur, les droits d'une personne humaine : il pourra donc le supprimer.

Le principe est absolu dans sa généralité : quelle que soit la nature de la personne morale, l'État a le droit de lui reprendre la vie qu'il lui a donnée et que son consentement renouvelé chaque jour d'une façon tacite lui a seul maintenue : « Tous les gens de mainmorte, dit Merlin, ont cela de commun qu'ils ne peuvent exister que par l'autorisation de la loi et que la loi peut, quand

il lui plaît, les anéantir, en leur retirant l'autorisation qu'elle leur avait d'abord accordée (1). »

L'État contrôle la gestion de ces établissements : et s'il juge qu'ils ont cessé d'être utiles aux intérêts publics, tels qu'il les comprend lui-même, il opère le retrait de la reconnaissance. Ce retrait a pour effet d'anéantir complètement la personnalité civile de l'association.

Non seulement ces associations, personnes civiles, meurent à la vie juridique par suite de la révocation de l'autorisation de l'État, mais par suite aussi de l'expiration du terme convenu et de la dispersion, ou de la mort de tous leurs membres. Ce peut être aussi par suite de l'achèvement de l'entreprise, par le consentement unanime de tous les associés, ou si les statuts l'ont ainsi décidé par une résolution prise à la majorité.

On a agité la question de savoir si une corporation peut se continuer par un seul de ses membres. Nous croyons que si elle ne compte plus qu'un unique représentant, elle doit être réputée éteinte. Une corporation doit se composer de plusieurs membres.

2^o *Effets de la dissolution*

Théorie des biens vacants et sans maître. — La suppression des personnes civiles est la source d'un des problèmes les plus délicats : la dévolution de leurs biens.

1. Merlin, V. *Mainmorte*.

A la différence des associations, les sociétés commerciales — dont la personnalité commence et finit à la discrétion des associés — sont constituées dans l'intérêt particulier de leurs membres; elles n'ont pas à un degré aussi tranché que les autres personnes civiles ce caractère spécial qui les sépare de l'individualité des membres qui les composent. La personnalité civile des sociétés de commerce n'a pour but que l'unité des opérations et la simplification des affaires dont le bénéfice doit profiter, en définitive, au patrimoine respectif des associés. Aussi, la dissolution de la société de commerce, qui entraîne la fin de sa personnalité civile, est elle suivie d'une liquidation et d'un partage des bénéfices et du fonds commun entre les associés.

L'association, personne morale, elle, est une pure création du législateur; elle n'existe qu'avec l'autorisation de l'État, et l'autorité qui lui a donné la vie pourra la lui retirer: elle se sépare avec netteté de ses membres. « Les corps, dit Pothier, sont des êtres intellectuels, différents et distincts des personnes qui les composent⁽¹⁾. » Ayant un patrimoine et une existence essentiellement distincts de la vie et des biens des affiliés, il en résulte que la disparition, la mort de la personne civile n'ouvrira sur son patrimoine aucun droit pécuniaire au profit des individus. « Les choses, dit Pothier,

1. Pothier. *Traité des Personnes*, t. IX, p. 78.

qui appartiennent à un corps, n'appartiennent aucunement, pour aucune part, à chacun des particuliers dont le corps est composé ; et en cela, la chose appartenante à un corps, *res universitatis*, est très différente d'une chose qui serait commune entre plusieurs particuliers, pour la part que chacun a en la communauté qui est entre eux. »

Ce sont bien des individus qui sont appelés à tirer profit de son patrimoine, mais ils n'ont aucun droit de propriété à y prétendre, et si la personne morale disparaît, ce n'est pas à eux que reviendront les biens. Il n'y a pas copropriété sur les biens de l'établissement reconnu. « Les membres de ces établissements, de ces associations, investis de la reconnaissance légale, n'ont pas plus le droit de copropriété sur les biens de l'établissement que les habitants d'une commune sur les biens communaux. L'être moral est seul propriétaire exclusif (1). » Les biens dont se sont dépouillés ceux qui ont gratifié l'établissement, sont passés entre les mains d'un propriétaire spécial sans réalité effective, en dehors des lois de la nature humaine ; ils ont consenti le détachement d'une partie de leurs biens au bénéfice d'une masse patrimoniale inorganique, vivifiée non sous l'action d'une volonté juridique fixe et persistante, mais sous la faveur d'une fiction tirée des droits de

1. Ducrocq, *Droit administratif*, II, 1337.

l'État. En conséquence, ils ont perdu toute espèce de droits personnels et s'en sont remis à la sollicitude, au contrôle des vues gouvernementales. La transmission opérée au profit de l'être moral n'a pas été faite à cet être moral en tant qu'essence juridique, doué du droit humain de propriété, mais en tant que procédé juridique doué d'une capacité relative ou fictive.

Le patrimoine d'une personne morale est attribué, pendant l'existence de cette personne morale, à l'être fictif, placé à la tête des droits dont il a été déclaré capable. Quand la personne morale meurt, l'être fictif s'évanouit et les biens perdent leur sujet.

Ce ne sont assurément ni les malades d'un hospice, ni les professeurs d'une université qui seraient admis à recueillir les biens de l'être moral. Quel droit invoqueraient-ils ? La propriété des biens de l'être juridique ne leur ayant jamais appartenu, la seule prétention concevable serait une vacation successorale aux biens de la personne civile ; mais elle est immédiatement écartée par cette raison que les êtres fictifs, n'ayant pas de famille, ne peuvent pas avoir d'héritiers légitimes. (Ils n'ont pas non plus d'héritiers testamentaires, car le droit de faire un testament ne peut pas être délégué à un représentant ; or, la personne civile est, d'autre part, incapable d'en confectionner un elle-même.) L'être fictif seul a la propriété des biens de la collectivité, à l'exclusion de tout droit individuel de ses membres. Seul il pourrait prétendre au droit d'en dis-

poser. Or, l'État ne lui a concédé la vie juridique que dans les seules limites du but qu'il se propose, de sa destination. Il n'a pas créé un être juridique complet.

Les personnes réelles, nous dit Laurent, par le fait même de leur existence physique, apparaissent comme sujets de droits : le législateur n'a donc qu'à les reconnaître, à régler l'exercice de leurs droits dans des textes précis, et à garantir le libre jeu de leur activité. « Les prétendues personnes morales, au contraire, sont du domaine de la fiction, et pour leur donner une capacité juridique, il faut, au préalable, non plus les reconnaître, mais les créer, les tirer du néant. Or, c'est ce que n'a fait aucune loi ; le livre du Code intitulé *Des Personnes* aurait consacré un chapitre aux personnes civiles si elles avaient existé (1). » Si plusieurs articles des divers Codes consacrent pour les établissements publics le droit de recevoir des dons et legs, d'avoir un usufruit, de plaider, etc., c'est avec une méthode restrictive qui indique combien peu il était dans les idées du législateur de couler tout d'une pièce la personnalité civile, et d'accorder à des êtres idéaux une entière capacité.

Le droit qu'a la personne physique de prévoir le sort de ses biens au jour de sa mort n'appartient donc pas à la personne morale.

L'association ne pouvant tester, il est impossible de

1. Piébourg, *op. cit.*, p. 156.

concevoir pour elle la possibilité de régler le sort de ses biens par une disposition statutaire, ou par décision de l'assemblée générale.

L'État, ayant toujours le droit de supprimer les personnes civiles, son droit ne peut se réduire à faire disparaître le nom d'un de ces êtres fictifs plutôt que l'être fictif lui-même. C'est, en effet, dans la perpétuité de sa propriété que se concentrent la force et le danger de la personne civile ; et si on laissait cette propriété intacte se réunir au patrimoine d'une autre personne morale, l'agglomération des biens serait rapide, et la suppression d'une personne civile irait contre le but que l'État se propose.

Par l'effet de la dissolution, l'être moral va disparaître sans laisser d'héritiers. Ses biens seront sans maître : ils appartiendront à l'État par droit de déshérence en vertu des articles 539 et 713 du Code civil.

Cette thèse, Waldeck-Rousseau la fera sienne et lui fera produire ces mêmes conséquences en 1901. M. Vallé la développera au Sénat.

M. Briand la reprendra dans la discussion de la loi du 13 avril 1908 : « Toute personne morale naît par l'État, meurt sous le contrôle de l'État, et souvent par le fait de l'État ; dès lors, à sa mort, ses biens seront vacants et sans maître. »

Théorie de l'utilité publique. — Un autre raisonnement a obtenu la faveur des partisans de la fiction.

L'État a pour mission de satisfaire à l'intérêt général.

Prenant en considération l'utilité du rôle joué par le groupement, il lui a conféré la personnalité ; il lui a fait partager ses attributions et en a fait un service public. Mais elle ne possédait qu'à ce titre. L'État « organe de la société » restait propriétaire des biens ; à la disparition du groupe, il reprend la gestion du service et rentre en possession des biens purement et simplement.

Cette théorie sera celle de la commission au cours de la discussion de la loi de 1905 relative à la séparation des Églises et de l'État : par l'arrêté consulaire de l'an XI, l'État donna des biens aux fabriques ; le domaine éminent de ces biens a toujours appartenu à l'État, qui, en l'an XI, en a abandonné la pure jouissance aux fabriques parce que, à ce moment, le culte constituait un service public ; aujourd'hui le service public disparaît ; par conséquent ces biens font retour à l'État qui en est propriétaire.

M. Allard la soutiendra également en défendant son contre-projet : « En donnant les biens des fabriques aux associations cultuelles, dit-il, on dépouille l'État. Ces biens lui appartiennent, puisqu'ils étaient affectés à un service public. »

La personne morale n'agit que par délégation de l'État : lorsqu'elle ne remplira plus les conditions nécessaires à la réalisation de son objet, lorsqu'elle n'existera plus, c'est à la puissance publique qu'il appartiendra de lui succéder. La personnalité civile n'était qu'une éma-

nation de l'Etat; l'établissement personnifié était associé à l'œuvre des pouvoirs publics; par la reconnaissance, l'État avait pris sous sa garde l'œuvre même de l'établissement. Le jour où il cesse de travailler en vue de l'intérêt général, les besoins auxquels il donnait satisfaction ne doivent pas rester en souffrance : l'État en redevient directement responsable. Il est donc juste que le patrimoine affecté à ce service rentre en ses mains. « Les biens des corporations qui ont perdu ou illégalement obtenu la personnalité civile, font retour à l'État comme biens vacants et sans maître. C'est l'utilité de la fonction qui seule motive la création de la personne morale. D'où il suit que l'établissement seul est propriétaire du patrimoine social. Les associés démissionnaires ou exclus n'ont aucune action pour réclamer une part d'un capital qui ne leur a jamais appartenu, quoiqu'ils aient contribué peut-être à sa formation. Si l'établissement lui-même vient à disparaître par l'effet d'une dissolution ou d'une suppression, le capital social, quand il n'est pas l'objet d'un droit de retour spécial, est sans maître, doit revenir à l'État (1). »

C'est ainsi que l'Assemblée Constituante a déclaré les biens de l'Eglise biens de l'État, quand elle sécularisa l'Eglise et qu'elle supprima ses établissements. « Malgré les clameurs soulevées contre ces fameux décrets, dit

1. Huc, *Droit civil*, I, n° 216.

Laurent, il faut dire qu'ils n'ont fait qu'appliquer les principes les plus élémentaires du droit. Vainement crie-t-on à la spoliation, au vol. Il n'y a personne de spolié, là où il n'y a pas de propriétaire. Or, les corps et établissements publics ne possèdent pas comme propriétaires ; ils possèdent à titre de service ou de fonction sociale ; les biens qu'ils possèdent appartiennent donc en réalité à l'État, comme organe de la société. Il peut en disposer comme il l'entend (1). »

B. — LES ASSOCIATIONS NON-RECONNUES
D'UTILITÉ PUBLIQUE

1° *L'Association est inexistante*

Les associations qui n'avaient pas sollicité, ou n'avaient pas obtenu la reconnaissance d'utilité publique, n'avaient pas la personnalité juridique.

Cette personnalité placée en dehors et au-dessus de celle des individus est l'œuvre de l'État. C'est lui qui donne la vie au groupe. Si cette collectivité n'a pas été personnifiée, aux yeux de la loi, elle est inexistante.

a) *Nullité de ses acquisitions.* — Elle voudra se créer des ressources, mais comment en serait-elle propriétaire ? Les biens qu'elle a cru acquérir ne pourront entrer dans son patrimoine, puisque celui-ci est inexis-

1. Laurent, *op. cit.*, t. I, p. 316.

tant : ils tombent dans le néant et sont sans maître. A la dissolution, les membres du groupe n'y peuvent avoir aucun droit, l'Etat en prendra possession.

Pour être capable de recevoir une libéralité, il faut exister (art. 906 du C. civ.) au moment de la donation, s'il s'agit de dispositions entre vifs ; au moment du décès du *de cuius*, s'il s'agit de disposition testamentaire. Or, une personne morale n'existe que quand elle a été reconnue par un acte du pouvoir souverain ; jusqu'à cette reconnaissance, il n'y a en droit que le néant ; en fait, il peut y avoir collectivité d'intérêts, association d'individus, il n'y a pas d'unité juridique à laquelle puisse s'adresser une disposition quelconque. C'est ce qu'a fréquemment reconnu la jurisprudence : notamment un arrêt de la Cour de cassation du 9 novembre 1859 :

Attendu que la maison religieuse du May n'étant point, à l'époque où sa directrice a stipulé pour elle, autorisée légalement, n'avait pas alors existence comme personne civile, et ne pouvait en conséquence, ni contracter, ni ester en justice... (1).

Un établissement non reconnu au décès du testateur, incapable par suite de recueillir un legs, ne pourrait même pas devenir capable par une reconnaissance ultérieure : « Comment une disposition, même seulement conditionnelle, peut-elle être faite directement et prin-

I. S. 1860. I. 37.

ciipalement au profit d'une personne qui n'existe pas du tout ? Et puisqu'on ne peut pas disposer conditionnellement au profit de l'enfant non-conçu, s'il vient à naître, ne doit-il pas aussi être vrai qu'on ne peut pas disposer conditionnellement au profit d'une communauté non-autorisée si elle vient à être autorisée (1) ».

C'est ce qu'exprime l'arrêt suivant de la Cour de cassation :

Attendu qu'il est de droit public en France qu'aucun corps moral ne peut exister qu'en vertu d'actes de l'autorité publique; — Que jusque-là un corps semblable ne constitue pas une personne civile et ne peut acquérir ni posséder légalement;

Attendu que c'est au moment du décès du testateur que se déterminent les droits de chacun à sa succession légitime ou testamentaire; — Qu'à ce moment, les héritiers du sang sont saisis de plein droit; à moins qu'ils ne se trouvent en présence d'ayants droit capables de recueillir; — Qu'une société non légalement reconnue, n'ayant pas, lors du décès, une existence légale, une personnalité juridique, est sans qualité pour recueillir le bénéfice du legs fait à son profit, et qu'un acte d'autorisation ne peut rétroagir à une époque antérieure au décès, ni priver les héritiers de droits à eux acquis par le fait même du décès... (2).

1. Demolombe, *Donations et Testaments*, I, 589.

2. S. 1864. 1. 153.

La nécessité de la reconnaissance d'utilité publique apparaît encore dans l'arrêt suivant :

Attendu que les statuts de la société demanderesse, auxquels se sont référées les conclusions prises en cause d'appel et les motifs de l'arrêt attaqué, ne présentent point la substance du contrat de société tel qu'il est défini par l'article 1832 du Code civil, ses adhérents n'étant conviés à aucun partage des bénéfices à réaliser par le résultat des opérations en vue desquelles leurs souscriptions sont recueillies; — Qu'en cet état, l'institution dont il s'agit ne pourrait être capable de recevoir des libéralités que dans le cas où elle aurait le caractère d'établissement d'utilité publique reconnu par la loi ou par un décret rendu sur avis du Conseil d'État... (1).

Si ces associations, dont la personnalité n'est pas reconnue par la loi, ne peuvent avoir aucun patrimoine personnel, les dons ou legs qui leur sont faits sont considérés comme nuls. Le donateur ou ses héritiers peuvent demander aux tribunaux la nullité de ces libéralités, et les tribunaux ne pourront que la prononcer.

En ce qui concerne les acquisitions à titre onéreux, l'acte d'aliénation n'a pas transféré la propriété; le vendeur est resté propriétaire et il pourra revendiquer.

Si ces biens, détenus par les associations non-reconnues, ne sont pas revendiqués par ceux qui ont des

1. Cass. Ch. req., 2 janvier 1894, S. 94. 1. 130.

droits sur eux, comme d'autre part ils n'ont pu devenir la propriété des individus qui les occupent, ils sont biens sans maître, et comme tels appartiennent à l'État qui est libre de s'en emparer.

C'est la théorie de Laurent : « Il n'y a pas de biens sans propriétaires dans notre droit, dit-il ; si les propriétaires des biens donnés ou légués aux communautés religieuses ne les revendiquent pas, ils les abandonnent à un non-être, c'est-à-dire que ce sont des biens abandonnés dans l'intention de ne les avoir plus. Ces biens appartiennent à l'État, en vertu de l'article 713. »

« N'ayant pas d'existence aux yeux de la loi, les congrégations ne peuvent pas contracter comme telles. Les corporations non-reconnues ne peuvent acquérir, ni posséder à aucun titre ; il y a une impossibilité juridique à ce qu'elles soient propriétaires ; la propriété, le droit le plus considérable, droit qui donne la faculté de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, ne saurait reposer sur la tête d'un non-être. A qui appartiennent les biens que les communautés non-reconnues possèdent de fait ? Ce n'est pas aux communautés, elles n'existent pas aux yeux de la loi, et le non-être ne saurait être propriétaire (1). »

Waldeck-Rousseau soutiendra la même théorie, au cours des discussions de la loi de 1901.

1. Laurent, VI, p. 166.

L'association non-reconnue juridiquement est inexistante ; si le groupement fait des acquisitions en son nom, c'est-à-dire en tant qu'être moral distinct de la personne des membres qui le composent, toutes ces acquisitions devront être déclarées nulles. L'une est faite par contrat : mais, comment serait-elle valable ? L'être moral n'a pu contracter. « En effet, la première condition, et la plus essentielle, pour qu'une convention se forme, c'est l'existence d'une personne, individu ou personne civile, ayant l'aptitude à être sujet du droit qui en résulte. Si une ou plusieurs des conditions nécessaires font défaut, il n'y a pas consentement, pas d'objet, pas de cause licite ; s'il y a incapacité, impuissance, absence des formes exigées à peine de nullité ou violation d'une règle d'ordre public, la convention ne se forme pas, elle n'existe pas aux yeux de la loi. Elle ne donnera lieu à aucune action (1). »

Les législateurs du Code civil ont, du reste, formellement exprimé cette idée dans l'article 906 en réglant la capacité de disposer ou de recevoir par donations entre vifs ou par testament : « Pour être capable de recevoir entre vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation. Pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur.

1. Dalloz, 1880. 1. 146.

Néanmoins, la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable. »

b) *Interposition*.— S'appuyant sur l'article 911, qui déclare que « toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées, » on regarde même comme nulles les acquisitions à titre gratuit faites par un membre de l'association en son nom, alors qu'en définitive le groupe seul est le véritable bénéficiaire du contrat : on voit ici une interposition au profit d'un incapable.

Cette théorie de l'interposition se lie étroitement à celle des incapacités.

Un donateur doit avoir l'intention de gratifier le donataire, l'intention de l'enrichir, de lui procurer un avantage. La libéralité faite au prête-nom manque de cette intention qu'elle aurait dû contenir. Le prête-nom n'entend pas profiter personnellement de la libéralité, pas plus que le donateur ne dispose en faveur de cet intermédiaire. Les véritables intentions des parties sont étrangères à l'acte qui s'accomplit : elles le contredisent. Les effets de cet acte sont donc atteints dès le principe d'un vice irrémédiable. « Si le prête-nom est devenu détenteur du bien destiné à l'association, la délivrance de la chose, ne se justifiant par aucun motif juridique valable, doit être considérée comme ayant été faite sans

cause. Le titre en vertu duquel le membre de l'association a pris possession de la chose étant nul, cette chose n'a jamais cessé d'appartenir à son propriétaire. Ce dernier ou ses ayants droit pourront la revendiquer : le titre d'acquisition est nul d'une nullité absolue, il est un acte inexistant. Si le prête-nom n'a pas encore reçu la chose, s'il y a, par exemple, clause testamentaire, celle-ci ne pourra être exécutée ; elle doit être considérée, non pas comme entachée d'une condition impossible ou illicite, mais comme n'existant pas (1). »

Si l'associé est personne interposée au profit de l'être fictif, dans un contrat à titre onéreux, c'est également la nullité qui doit être prononcée. Le prête-nom n'ayant pas l'*animus domini*, n'est pas effectivement propriétaire. Le titre, d'où procède la propriété des associés, sera inefficace parce qu'il est sans valeur juridique.

« Lorsqu'un associé agit avec un tiers dans un acte quelconque inspiré par l'intérêt de l'association, de deux choses l'une : ou l'associé contracte en son nom personnel et dans ce cas l'acte est nul, parce qu'il n'a pas l'intention de contracter pour lui, il n'a pas l'*animus* ; ou l'associé contracte au nom de l'association, et dans ce cas l'acte est encore nul, car un mandataire ne peut rien faire de valable qu'à la condition d'avoir derrière

1. Vauthier, *Études sur les Personnes morales*, p. 363.

lui un mandant qui existe réellement ; ici, le mandant devrait être l'association » (1), mais celle-ci n'est pas reconnue personne civile, elle ne peut donc donner un mandat valable.

L'associé n'est qu'une personne interposée dont les efforts tendent à éluder la loi. Aussi, les actes qu'il passera devront être annulés.

Si un associé fait une acquisition quelconque, acquisition par exemple du local où l'on se réunit, on dira que cet associé n'a pas l'intention de devenir réellement propriétaire, qu'il ne fait que représenter l'association, c'est-à-dire un non-être, que par conséquent l'acquisition est radicalement nulle.

« Les moines qui détiennent les biens, ou les prête-noms qui les possèdent pour les corporations illégales en sont-ils propriétaires ? Cela est juridiquement impossible. Alors même que les moines figurent dans les actes comme donateurs ou acheteurs, il ne s'opère pas de transmission de propriété ; la communauté ne peut pas acquérir, et les religieux ne veulent pas acquérir en ce sens qu'ils entendent acquérir au nom de la communauté considérée comme corps moral, c'est-à-dire pour un non-être ; il n'entendent pas acquérir en leur nom personnel ; il n'y a donc pas de contrat translatif de propriété (2). »

1. Vanden Heuvel, *op. cit.*, p. 105.

2. Laurent, XI, p. 419.

On déduira la preuve de l'interposition de personnes de toutes les circonstances de la cause ; les juges du fait ont sur ce point un pouvoir souverain d'appréciation. « La preuve de l'interposition de personnes peut être induite de faits et circonstances autres que ceux indiqués par l'article 911 du Code civil ; les juges peuvent admettre tous les genres de preuves, même de simples présomptions (1). »

c) *Impossibilité d'acquérir par prescription.* — Les partisans de cette théorie refusent même à l'association dénuée de la personnalité la faculté de devenir, par la prescription acquisitive, propriétaire des biens dont on s'était dessaisi en sa faveur. Pour pouvoir prescrire, il lui faudrait avoir la possession ; or, un être inexistant en est incapable. Le membre de ce groupe qui dans l'achat d'un bien a servi de personne interposée à la corporation incapable, qui par cela même n'a pu en devenir propriétaire, ne pourra pas davantage l'acquérir par prescription au cas où il en serait mis en possession : il ne remplit pas les conditions prévues par l'article 2229 du Code civil : « Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non-interrompue, paisible, publique, non-équivoque et à titre de propriétaire. »

Les membres de l'association possédaient bien maté-

1. Grenoble, 29 février 1872. S. 1874. 2. 87.

riellement, mais jamais ils n'ont entendu posséder à titre de propriétaire.

d) *Délai de revendication*. — Ainsi apparaît sur tous les points l'affirmation des droits de l'État : les biens doivent être vacants et sans maître. On prétend même restreindre le droit à la revendication qu'à celui qui a aliéné un bien aux mains de la collectivité non-personnifiée. L'action en revendication sera éteinte par trente années de non-exercice. Laurent voudrait même une prescription exceptionnelle : « ... Légalement, les anciens propriétaires peuvent revendiquer pendant trente ans ; ici est la lacune, l'action devrait être bornée à un moindre délai (1). »

Sa pensée est beaucoup mieux précisée ailleurs : « A notre avis, le législateur n'a pas besoin de prononcer la confiscation des biens acquis en fraude de la loi : il n'a qu'à prescrire un délai, plus court que la prescription ordinaire, pour l'action en revendication qui appartient au propriétaire et à ses héritiers ; passé ce délai, les propriétaires seraient censés avoir abdiqué leur droit ; par suite, les biens seront sans maître et à ce titre ils appartiendront à l'État (2). »

A la Chambre, en 1901, Waldeck-Rousseau demandera que la loi n'accorde au propriétaire qu'un délai très court. Il doit être mis en demeure d'agir : s'il s'abs-

1. Laurent, *op. cit.*, VI, 166.

2. Laurent, *op. cit.*, t. XI, 185.

tient, il sera déchu de tous ses droits. Waldeck-Rousseau, à l'appui de sa thèse, invoquait l'opinion de M. Barthe et de Robert de Massy : « L'article 26 de la proposition de M. Barthe, disait-il, réservait à celui qui a donné, ou à ses héritiers, le droit de revendication, et prévoyant que ce droit pourrait ne pas être exercé dans un délai de six mois, il disposait : « Ce délai écoulé sans que les héritiers aient fait une demande en revendication, lesdits biens appartiendront à l'État. » Suivant l'avis de M. de Massy : « Passé le délai de deux ans à partir du jugement qui annule l'acquisition, aucune demande en revendication ne peut plus être admise et les biens seront dévolus à l'État en vertu de l'article 713 du Code civil (1). »

La Cour de cassation, dans un arrêt demeuré célèbre, s'est prononcée pour le refus après trente ans de l'action en revendication : le 10 septembre 1845, le sieur Ovize vendait un domaine à deux prêtres et à deux frères, ces deux derniers membres de la Congrégation de Saint-Viateur, qui, n'ayant point été reconnue par une loi spéciale aux termes de la loi du 2 janvier 1817, n'avait point d'existence civile. Le 2 septembre 1875, les héritiers du sieur Ovize assignèrent la congrégation en déclaration de nullité de l'acte de vente comme constituant une donation déguisée, faite par personne inter-

1. Chambre, *Officiel*, 1901, p. 1007.

posée, et en restitution de l'immeuble. L'assignation du 2 décembre fut annulée, l'affaire ne se trouva valablement engagée que le 2 décembre suivant, deux ans après l'expiration des trente ans.

Un des demandeurs était mineur ; à son égard la prescription ayant été suspendue, la nullité de l'acte fut prononcée. Contre les autres le tribunal et la Cour d'appel déclarèrent la prescription acquise ; la Cour de cassation rejeta le pourvoi par les motifs suivants :

Attendu qu'aux termes de l'article 2262 du Code civil, toutes les actions tant réelles que personnelles sont prescrites par trente ans ; — Que cette disposition est générale et s'applique particulièrement au cas où il s'agit de nullités radicales et d'ordre public ; que la prescription ainsi établie n'a pas pour effet de donner à la convention prohibée une existence légale, mais qu'elle anéantit toutes les actions tendant à en faire prononcer l'annulation ;

Attendu que la demande des consorts Ovize envisagée, soit dans ses termes, soit dans son objet essentiel, avait pour but de faire décider préalablement à toute revendication que le contrat de vente du 10 septembre 1845 était nul comme contenant une donation, sous le nom de personnes interposées au profit de la Congrégation des frères de Saint-Viateur ; — Qu'en déclarant cette action éteinte par la prescription trentenaire, et en rejetant par suite les conclusions qui s'y attachaient, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions légales invoquées à l'appui du pourvoi... (1).

1. 5 mai 1879. S. 1879. I. 318.

2° Critique de cette doctrine

1° LES BIENS NE SONT PAS A L'ABANDON. — Tels sont les arguments sur lesquels on s'appuie pour déclarer sans maître les biens de l'association dépourvue de la personnalité morale.

Les partisans de cette théorie n'ont pas manqué d'adversaires : et nombreuses sont les critiques qui lui furent faites.

On a fait remarquer tout d'abord que la situation de ces biens, soi-disant vacants et sans maître, ne répondait nullement à celle des choses que les jurisconsultes déclarent telles et qui tombent sous le coup des articles 539 et 713.

Que faut-il entendre, en effet, par biens vacants et sans maître ?

Les articles 539 et 713 du Code civil nous fixent sur leur sort. Mais nous ne savons pas quels ils sont. Force nous est donc de faire appel aux jurisconsultes :

Voici la définition que nous donnent MM. Aubry et Rau : « On entend par biens vacants et sans maître ceux dont les anciens propriétaires sont décédés ou ont disparu, et dont personne n'est admis à réclamer la propriété (1). »

D'après Demolombe : « Les biens vacants et sans

1. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. II, p. 43.

maître, c'est-à-dire les biens dont le propriétaire est ignoré et qui sont réputés n'appartenir à personne (1). »

Suivant Laurent enfin : « Pour qu'il y ait lieu à l'application du principe, il faut supposer qu'un propriétaire abandonne un immeuble dans l'intention de ne l'avoir plus. »

En somme, le droit de l'État ne naît que lorsqu'il est certain que le bien n'est plus possédé par personne. Il y a occupation par l'État d'un bien inoccupé, et non pas translation de propriété d'une personne à l'État.

Il n'en est pas ainsi dans le cas qui nous occupe, ces biens en effet ne sont pas laissés à l'abandon : ils sont occupés d'une façon régulière, continue, livrés même à l'exploitation. Quand il s'agit enfin d'en régler la dévolution, ils sont l'objet de multiples revendications.

« Le droit de l'Etat, dira M. de l'Estourbeillon à la Chambre (2), ne naît que lorsqu'il est certain que le bien n'est plus possédé par personne. »

Le groupement non-reconnu ne constitue pas un être moral capable, mais néanmoins, les biens dont il use sont possédés, administrés en vertu de titres authentiques. « Ces titres sont irréguliers, dit-on ; il faudrait le prouver, et jusque-là une présomption de propriété existe. Si d'ailleurs ils étaient irréguliers, ce serait aux anciens propriétaires à les faire déclarer nuls. Mais il ne

1. Demolombe, *op. cit.*, t. IX, p. 342.

2. Chambre, *Officiel*, 1901, p. 1002.

peut y avoir là de biens vacants, et par conséquent aucune possibilité d'un droit d'occupation sur eux (1). »

Cette question s'est déjà présentée devant les tribunaux. En 1845, un vol avait été commis à Paris au détriment des jésuites, formant une congrégation non-reconnue ; l'accusé, pour sa défense, alléguait que les biens soustraits n'appartenaient à personne, ni aux religieux faute de l'*animus*, ni à l'association faute de capacité. Il invoquait donc pour son compte personnel le droit d'occupation et la thèse des biens vacants et sans maître. Ses prétentions n'en furent pas moins rejetées par la Cour de cassation (2).

Les biens ne peuvent être déclarés vacants et sans maître pendant la durée de l'association : « Le raisonnement qu'on fait est toujours le même, dit Barboux dans sa consultation : l'association n'étant point autorisée est incapable d'acquérir, le religieux possède pour elle, donc il ne possède pas pour lui-même, et comme celle pour qui il possède ne peut pas posséder, il s'en suit qu'il n'y a aucun possesseur. Comment des hommes sensés peuvent-ils se laisser prendre au piège d'un tel sophisme ? Je vais le retourner tout de suite contre ceux qui le proposent : la communauté est incapable de posséder, puisqu'elle n'existe pas ; donc le

1. Hébrard. Thèse Paris, 1902, p. 42.

2. 6 juin 1845. S. 45. 1. 478.

religieux ne possède pas pour elle, donc il possède pour lui-même. »

Cette rhétorique est d'ailleurs inutile, continue-t-il, la possession est un fait matériel, tangible; qu'elle soit précaire, ou accompagnée de l'*animus domini*, elle est toujours la possession et cela suffit pour arrêter les prétentions de l'État.

a) *Théorie de la société de fait*. — Les associations n'ont pas d'existence légale. Elles n'existent pas en droit, la loi « les ignore ». Toutefois, les associés n'ont pas cessé de poursuivre le but en vue duquel ils s'étaient unis; pour sa réalisation ils ont mis en commun des biens qui leur étaient propres; ils ont pris des engagements avec les tiers. Bien que l'acte soit nul en la forme, ils n'en ont pas moins apporté une partie de leur fortune; la nullité de forme ne peut empêcher qu'ils aient contracté.

« Si ces congrégations n'existent pas en droit, on ne peut méconnaître que leurs membres existent en fait, vivant les uns à côté des autres, prenant contact avec la société, prétendant des droits, contractant des obligations. Des nécessités de la pratique journalière sont nées des rapports de droit sur lesquels il a fallu prononcer, des différends qu'il a fallu trancher. La loi ne veut pas les connaître; ignorant les congrégations, elle ignore les différends. Mais ces différends ne pouvant en fait demeurer sans solution, les tribunaux s'en sont occu-

pés. » Ainsi s'exprimera M. Vallé au Sénat, en 1901 (1).

La jurisprudence, en effet, en toute équité n'avait pu ne pas tenir compte de la réalité des faits.

Attendu qu'une communauté religieuse non-autorisée, si elle n'a pas d'existence légale et si elle ne présente aucun des caractères d'une véritable personne civile, constitue cependant entre ceux qui ont concouru à sa formation, une société de fait... (2).

La jurisprudence prise entre les faits et le droit, entre l'équité et les théories négatives de la loi, mise en présence de biens dont elle doit attribuer la propriété, vit, dans les associations non-autorisées « des sociétés de fait non-illicites, qui se sont formées par la volonté libre des individus réunis, qui subsistent jusqu'à ce que ceux-ci se séparent ou soient dispersés. Quoique dépourvues de toute individualité corporative, ces sociétés de fait ont comme telles des droits qui sont la conséquence et la condition de leur existence même, du but auquel elles tendent ; les tiers sont tenus de respecter l'état de fait qui en résulte » (3).

Ainsi, les actes faits par elles sont valables quand les associés y ont figuré en leur nom personnel, ou quand

1. Sénat, *Officiel*, 1901, p. 1051.

2. Cass., 30 décembre 1857. S. 58. 1. 229.

3. Dalloz, P. 66. 1. 193.

l'un d'eux est intervenu individuellement, auquel cas les autres peuvent en réclamer les effets.

Elles peuvent être représentées en justice, soit par celui ou ceux de leurs membres qui ont figuré à l'acte litigieux, soit par un mandataire ayant procuration de tous.

Des arrêts ont reconnu à la société de fait un patrimoine indépendant des associés : la Cour d'Alger a ainsi décidé, le 27 mai 1868, dans l'affaire Parabère, que l'immeuble n'a jamais fait partie du patrimoine du père de ce nom, et par suite que les héritiers de celui-ci n'y ont aucun droit.

Attendu qu'à côté de la non-existence légale des congrégations dépourvues d'autorisation, il y a leur existence de fait... ; — Que les tribunaux ne sauraient admettre qu'une association religieuse non-reconnue, mais existant au grand jour et avec la tolérance de l'État, puisse être dépossédée par tout venant des biens qu'elle détient...

En réalité, on avait beau affirmer qu'un être moral capable n'existait pas : les faits étaient cependant évidents, indéniables. L'État lui-même contractait avec ces associations non-reconnues, louait par exemple des immeubles du domaine à la Grande-Chartreuse, ou encore passait des traités avec les trappistes pour l'entretien de détenus. On ne pouvait ignorer que ces associations non-reconnues possédaient, puisque leurs biens étaient imposés.

La jurisprudence le comprit parfaitement : elle a considéré ce qui se passait dans la réalité des choses.

C'est cet échec, fait par la jurisprudence, à la théorie des biens vacants et sans maître, que M. de l'Estourbeillon rappellera en 1904 :.

« Lorsqu'une communauté non-autorisée est dissoute, ses membres sont fondés à réclamer, à titre individuel, non seulement les droits que l'article 48 veut bien reconnaître sur les biens qu'ils avaient au moment de leur entrée dans l'association et sur les biens qui leur seraient advenus par succession, mais encore tous les droits qui leur appartiennent personnellement à un titre quelconque. Ils peuvent même, en tant qu'anciens membres de l'association dissoute, prétendre à une part dans les biens formant son actif.

« On le conteste en disant que, l'association étant nulle comme non-autorisée, aucun lien n'a pu exister soit entre cette association et ses membres, soit entre les membres eux-mêmes. Entendons-nous. Il est parfaitement exact que les associations non-autorisées ne sont pas des personnes morales, qu'elles ne peuvent avoir la capacité civile. Il est vrai aussi que la société est nulle entre les associés, qui, même après s'être engagés à en faire partie, peuvent se refuser à donner suite au contrat. Mais ce qui n'est pas moins certain, c'est que lorsqu'une association de cette nature a fonctionné, elle a, par la force des choses, accompli certaines opérations et fait certains actes que nécessite sa

mise en œuvre. Elle est devenue une société de fait, et comme dans toute société de fait, il est né forcément des rapports juridiques, soit entre ces membres, soit entre eux et les tiers, et ces rapports peuvent être le fondement de droits que les tribunaux sont appelés à reconnaître et à sanctionner (1). »

C'est bien en effet comme société de fait que le groupement se présentait, puisqu'il existait entre les membres une communauté d'intérêts.

Le jour où il s'agissait de régler la dévolution de son patrimoine, on devait donc suivre les règles ordinairement suivies pour la liquidation des sociétés de fait : on devait partager l'actif entre les membres. Il ne pouvait y avoir dévolution à l'État.

La société eût-elle été annulée parce que fondée en vue d'un objet illicite, les associés auraient pu reprendre leurs apports sans qu'aucun délai leur soit imparti pour agir. Nombreuses en ce sens sont les décisions de la jurisprudence.

En ce qui concerne les gains éventuels, c'est une solution toute particulière qui avait été adoptée : des associés ont fait les opérations d'où ils découlent, ont passé des contrats, traité pour la société : c'est à eux-mêmes que ces bénéfices seront attribués.

b) *Critique de la théorie de la jurisprudence.* — Tels sont les principes qu'inspiraient les décisions de la jurisprudence.

1. *Officiel*, Chambre, 1901, p. 1003.

L'association est inexistante, mais il y a tout au moins une société de fait entre les individus qui se sont groupés. « Cette situation de fait doit être réglée suivant les principes du droit commun. La société de fait se survit pour sa liquidation, et cela parce qu'il y a un principe qui domine tout notre droit : à savoir, toutes les fois qu'une difficulté s'élève en matière de droit de propriété ou de possession, même si elle s'élève entre le gouvernement et les tiers, il n'appartient pas au pouvoir législatif de trancher cette question de droit, cela est du ressort exclusif des tribunaux (1). »

Cette théorie imaginée par la jurisprudence est très contestable.

M. Vallé, au Sénat, en 1901, la qualifia de « droit prétorien introduit dans notre législation à côté du droit civil » (2).

On reproche à ces groupements d'avoir commis une usurpation sur les attributions du pouvoir, en s'efforçant par une voie détournée de former des personnes morales, alors que ce caractère ne leur a été accordé *par aucune loi*, et qu'il relève uniquement de la puissance publique. Et on dit que dans ces collectivités la personnalité civile n'existe pas en droit, mais qu'elle existe en fait, que la mainmorte est reconstituée en violation de la loi et de l'ordre public.

1. Guérin, Sénat, *Officiel*, 1901, p. 1060.

2. Vallé, Sénat, *Officiel*, 1901, p. 1051.

Mais quelle est cette personnalité civile qui existe seulement en fait ?

M. Clamageran (1) — soutenant que toute association, par cela seul qu'elle existe en fait, constitue inévitablement un être juridique, puisque la personnalité de ses membres s'efface, absorbée dans l'œuvre collective poursuivie — conclut que si elle ne peut pas exister officiellement sans autorisation, elle ne peut pas davantage exister en fait.

« La jurisprudence, écrit Ch. Beudant, par l'ensemble et la suite de ses décisions est arrivée à créer pour les congrégations non-reconnues une situation intermédiaire entre celle des particuliers et celle des personnes civiles ; elle s'est par là placée en dehors de la loi ; car, l'article 537 du Code civil n'admet pas d'autres sujets possibles de droits que les particuliers et les personnes civiles proprement dites. Dans l'affaire Parabère, par exemple, si l'on admet, sous prétexte de société de fait, que l'abbé Parabère n'est devenu ni propriétaire ni copropriétaire des biens acquis par lui, quoiqu'il les ait acquis en son nom personnel, et que par suite ses héritiers n'y ont eu aucun droit à sa mort, on décidera de même à l'égard des autres membres de l'ordre, à plus forte raison puisqu'il n'auront pas figuré individuellement dans l'acte d'acquisition ; qui donc alors est propriétaire ? Ce n'est pas la société de fait, puisqu'elle

1. *Revue pratique*, III, 5.

n'est pas une personne civile. Il y a donc là des droits sans sujet, des biens qui échappent aux particuliers pour former un patrimoine indépendant qui survivra aux individus et se perpétuera.

» Il y a évidemment un vice dans la conception de la jurisprudence. Ce qu'on a pris l'habitude d'appeler société de fait, ce sont des sociétés formées par le consentement tacite ou supposé des parties, ou même exprès, mais sans les formalités nécessaires ; il en résulte que la société de fait n'est possible que là où une société formelle pourrait être légalement établie. Or, il paraît certain qu'aucune association visant un but d'utilité publique ne peut valablement se constituer en société, soit civile, soit commerciale. En effet, le contrat de société, dans l'ordre des combinaisons juridiques, ne se comprend que comme se rapportant à la préoccupation de besoins matériels (1). »

En plus des individus, personnes physiques, et des collectivités auxquelles la loi permet de remplir un but déterminé, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation spéciale, la jurisprudence faisait ainsi vivre la vie juridique à des êtres qui cependant étaient tenus pour inexistants par le législateur d'alors. Des associations se trouvaient assimilées à des sociétés civiles ou commerciales : et cependant elles n'en présentaient nullement les caractères. L'esprit d'initiative des membres

1. Ch. Beudant, 1879. D. P. 2. 225.

du groupe n'avait pas été stimulé par une idée de lucre : leur activité ne s'exerçait pas en vue de gains à réaliser.

c) *Capacité des associés.* — Toutefois, si ces associations non-autorisées n'étaient pas des personnes civiles, elles ne faisaient pas fraude à la loi en existant. En fait, le gouvernement n'accorde la personnalité juridique qu'aux associations qui ont déjà donné des preuves de vitalité, pendant une période préparatoire. Les associés doivent donc être autorisés à faire pendant ce temps d'épreuve toutes les conventions qui assurent le développement de leur œuvre, pourvu qu'elles ne soient pas faites au nom de l'être moral. La loi du 12 juillet 1875, articles 6 et 11, subordonnait la reconnaissance des établissements libres d'enseignement supérieur comme établissements d'utilité publique à ce qu'ils possédassent les immeubles et les ressources nécessaires à leur fonctionnement. Avant le décret, ces biens n'appartiennent pas à l'établissement même, puisqu'il n'existe pas comme personne civile, mais aux particuliers qui les ont acquis.

Dans l'association, on pouvait donc voir les associés, c'est-à-dire des individus reliés entre eux par certaines obligations réciproques et qui sont parfaitement capables de recevoir une libéralité affectée à la poursuite de leur entreprise.

On pouvait lui reconnaître les droits qui appartiennent légitimement à ses membres : là où il n'y a pas une personne civile, il y a des particuliers, mais il ne peut

y avoir que des particuliers : c'est ce qui condamne le système de la jurisprudence.

« Les associations non-autorisées ne doivent pas être admises comme sociétés de fait : mais on ne peut aller plus loin et leur refuser le droit d'exister comme simple association de particuliers, dans les termes du droit commun, sans méconnaître les principes essentiels du droit public moderne. Si on conteste à des personnes que rapprochent des idées et des aspirations communes l'usage qu'elles font de leur vie, que devient la liberté individuelle ?

« Si on conteste à des citoyens l'usage qu'ils font de leurs biens en les affectant au service de telle œuvre ou entreprise qui leur plaît, que devient la liberté de la propriété ? (1) »

Si les biens acquis par les membres n'ont pu devenir la propriété d'une société qui serait née du seul fait de leur entente, du seul fait d'avoir mis des biens en commun, ils appartiennent aux associés eux-mêmes. Les associés possèdent toute leur capacité juridique. Ils ne la perdent pas par le seul fait d'être membres d'une association non-reconnue.

Quand une acquisition sera faite, elle l'aura été par eux : on devra donc la tenir pour valable, puisqu'elle sera l'œuvre de personnes habiles à acquérir.

Rien ne s'oppose à ce que les individus soient proprié-

1. Ch. Beudant, 1879. D. P. 2. 225 et s.

taires en commun, à ce que la collectivité possède, d'après certaines règles admises entre eux et inscrites dans les statuts.

Ce procédé est parfaitement régulier. Le législateur sans doute n'a pas donné l'existence à l'association : mais il ne lui interdit pas de vivre.

Certains auteurs et de nombreux arrêts reconnaissent la validité de ce procédé. « C'est ce qui explique de nos jours la situation faite aux nombreuses associations scientifiques, littéraires, artistiques ou autres non-reconnues comme établissements d'utilité publique, dit Ch. Beudant. Elles n'ont pas d'existence légale ; par suite, elles ne peuvent faire en leur propre nom aucun acte de la vie civile ; ce sont leurs membres *ut singuli* ; un ou plusieurs collectivement qui passent avec les tiers les contrats que nécessite la poursuite de l'œuvre commune (1). »

Le 6 mars 1877, la Cour de cassation rendit un arrêt dans ce sens :

Attendu d'une part qu'il est constant, en fait, que le comice agricole de Sainte-Menehould avait, dans le but de propager les bonnes races d'animaux reproducteurs, acheté en Suisse, au nom et des deniers des membres de l'association, un certain nombre d'animaux, lesquels étaient ainsi devenus la propriété commune des personnes constituées en comice agricole ; —

1. Ch. Beudant, D. P. 1879. 2. 225 et s.

Qu'à ce titre de copropriétaires ils ont pu adopter... la forme de la vente aux enchères (1).

Nous trouvons également cet arrêt de 1879.

Considérant... qu'en effet la congrégation religieuse dont il s'agit, à défaut d'une autorisation régulière, n'a aucune existence légale, ne constitue point une personne juridique et est incapable d'acquérir, comme d'ester en justice, en son propre nom ; — Que, dès lors, la propriété des immeubles et les actions qui les concernent ne pouvant légalement résider sur sa tête, reposent nécessairement en droit comme en fait sur la tête des six personnes qu'un acte régulier d'acquisition en a investies conjointement et indivisément ; — Que pour être supposés tous membres d'une congrégation religieuse, ils n'en ont pas moins conservé la jouissance et l'exercice de leurs droits civils pour en user avec la libre faculté qui appartient à tous, et dans toute l'étendue de leur capacité personnelle qui est restée entière ; — Que c'est ainsi qu'en leur nom particulier, ils ont acheté, qu'ils possèdent, qu'ils administrent, qu'ils supportent et acquittent toutes les charges de leur propriété, qu'aujourd'hui même ils agissent en justice ; — Qu'en un mot ils se comportent en tout comme personnellement, exclusivement seuls propriétaires, en conformité de leur titre, sans que la congrégation dont ils seraient les prête-noms, par cela même qu'elle ne forme aucune personnalité juridique, ait à exercer aucun

1. S. 1877. I. 292.

droit ni aucune action qui soient distincts et indépendants de ceux que les actes publics leur confèrent (1).

Si ceux qui achètent se présentent comme les mandataires de cette collectivité, l'acquisition sera parfaitement valable. Si le mandat est indéniable, la propriété passe directement sur la tête des associés. Dans le cas contraire, le mandataire sera seul devenu propriétaire.

Ce qui est capital, c'est que le mandataire ait contracté avec la ferme intention de devenir propriétaire. Or, cette volonté, nous la trouvons constatée par la forme même du contrat qu'il a choisi. S'il n'avait pas désiré s'obliger et devenir acquéreur, il eût traité, non pas en son nom propre, mais directement au nom de la personne pour laquelle il agissait.

« Ceux qui se présentent comme mandataires d'un cercle, d'une société, n'ont pas l'intention d'agir comme les mandataires d'une personne civile qui n'existe pas, mais comme les délégués d'autres associés, tous parfaitement réels et capables. Au lieu de dire qu'ils signent l'acte pour les associés, ils disent qu'ils contractent pour la société (2). »

D'après l'article 1158 du Code civil, lorsque les termes d'une convention sont susceptibles de deux sens, il

1. C. de Paris, 21 février 1879. D. P. 1879. 2. 236.

2. Van den Heuvel, *op. cit.*, p. 151.

faut les prendre dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat; et, on doit plutôt les entendre dans celui avec lequel ils peuvent avoir quelque effet que dans le sens où ils n'en pourraient produire aucun.

On doit reconnaître que celui qui déclare représenter une association entend agir au lieu et place des associés qui existent *hic et nunc* dans la société.

C'est dans la pensée d'acquérir pour les autres sociétaires ou de les obliger, que contractent tous ceux qui prennent la qualité de mandataire d'un groupement. Personne ne songe à revendiquer le titre de délégué d'un être moral inexistant. Dans l'intention de celui qui représente une société, toutes les conséquences de l'acte posé doivent retomber sur les individus engagés dans l'association.

Attendu que cette association n'avait pas qualité pour posséder et qu'en conséquence, elle était incapable d'acquérir par l'intermédiaire des personnes qui ont figuré à l'acte du 30 juin 1865; — Qu'en présence de cette incapacité incontestable, les comparants ont manifestement voulu, non pas stipuler pour une personne civile légalement inexistante un droit de propriété qu'elles savaient ne pouvoir lui être attribué, mais acquérir collectivement un immeuble... (1)

Attendu que jusqu'à l'autorisation du gouvernement, seul capable de donner à l'association l'être moral constitutif de la

1. Poitiers, 1876. S. 1878. 2. 89.

congrégation, les individus qui composent l'association sont restés dans le droit commun, possédant par eux-mêmes les biens qui leur appartiennent, et pouvant, en brisant ce lien d'association, emporter avec eux toutes les propriétés, les partager entre eux, ce que ne pourraient faire les membres des corporations autorisées, car ce ne sont pas alors les individus qui possèdent, mais bien la corporation (1).

Devront-ils figurer tous dans les actes en question? Il semble qu'on doive décider le contraire et en reconnaître la validité bien que tous les associés n'y aient pas été parties. Tous sont intéressés dans l'opération que quelques-uns d'entre eux seulement ont faite : il est donc à présumer qu'ils leur avaient donné mandat d'agir pour le mieux des intérêts de la collectivité. La négociation serait même valable au cas où elle serait l'œuvre d'un seul d'entre eux (2).

2° LES ASSOCIÉS NE SONT PAS PERSONNES INTERPOSÉES. — On ne saurait donc ici parler d'interposition. L'article 911 du Code civil n'est pas applicable. Il déclare que « toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées ». Mais l'associé n'est, dans le cas présent, que le

1. Grenoble, 1841. S. 1841. 2. 87.

2. Dans ce sens : Pérouse, *Les Biens des Associations et Congrégations dissoutes sont-ils sans maîtres?* p. 60.

représentant d'êtres parfaitement capables, aptes à acquérir : il n'y a pas interposition.

A ceux qui prétendent que l'associé a acquis pour l'association, on peut répondre que l'association non-autorisée ne constitue pas un être incapable. Les incapables en effet sont doués d'une existence réelle : une association non-autorisée n'existe pas.

L'existence lui étant refusée, cet être n'est ni capable, ni incapable ; il n'est plus rien, il est semblable au néant. « Il y aurait interposition de personnes, au sens propre du terme, si le membre d'une association reconnue et jouissant à ce titre d'existence légale, recevait quelque chose par la communauté (1). »

« Il ne peut être question d'interposition qu'à propos des incapacités relatives, c'est-à-dire privant quelqu'un du droit d'acquérir non d'une manière générale, et de qui que ce soit, mais de telle ou telle personne déterminée et non des autres. L'interposition en effet est un procédé employé pour éluder une incapacité par un détour, notamment en matière de dons et de legs ; on l'emploierait en vain, et on ne peut dès lors la supposer, s'il s'agit d'une incapacité absolue, puisque celui auquel la chose donnée est destinée, ne pourrait pas plus la recevoir de l'intermédiaire que du disposant lui-même. Et alors que parle-t-on d'interposition à propos des communautés non-autorisées, qui n'existent pas, qui

1. Ducroq, *Droit administratif*, 1543.

n'ont pas plus de droits que l'enfant non conçu ou l'homme mort d'hier (1). »

Contrairement à la doctrine et à la jurisprudence qui frappent de nullité, les libéralités faites à une association licite, mais non-reconnue d'utilité publique, sous prétexte qu'elles s'adressent à une association qui n'a pas de capacité, parce qu'elle n'a pas été érigée en personne morale, nous déclarerons donc valables les acquisitions ainsi faites par l'association.

Et pourquoi d'avance les déclarerait-on atteintes de nullité ? Voici un individu qui désire contracter avec une association non-reconnue. Il est à présumer que son intention était de faire un acte valable, dont il tirera profit, ainsi que la partie avec laquelle il a traité. C'est donc aux membres du groupe, personnes physiques douées de capacité, qu'il aura par exemple acheté ou vendu sa chose.

Si, en effet, il avait vendu ou acheté à l'association, l'acte eût été nul, puisqu'elle est inexistante.

Si cette présomption doit être admise, au cas d'aliénation ou d'acquisition à titre onéreux, à plus forte raison, devra-t-il en être de même, lorsque nous serons en face d'une disposition à titre gratuit. Comment supposer qu'un bienfaiteur adresse sa libéralité à l'État ? Et cependant, c'est ce qui arriverait si le donateur ou le

1. Ch. Beudant, 1879. D. P. 2 225.

testateur se dessaisissait de sa chose pour l'attribuer à l'association elle-même. Les biens seraient déclarés vacants et sans maître, et revendiqués par l'État.

3^o *Dissolution*

a) *Droits des associés.* — Nous sommes donc en présence de biens appartenant aux membres de l'association. Puisqu'il en est ainsi, puisque les biens, soi-disant acquis par ou pour l'association, l'ont en réalité été par les associés, lors de la dissolution, comment devons-nous régler la dévolution du patrimoine ?

L'État ne pouvant invoquer que le titre et les droits de successeur irrégulier, ne les fera valoir qu'autant qu'une personne cessera d'être sans laisser de successeurs (C. civ., art. 767-768). Or, l'arrêt qui frappe l'association non-reconnue n'anéantit pas une personne juridique, il disperse des individus dont l'agrégation n'était que tolérée.

Le patrimoine commun composé et augmenté par la coopération des personnes physiques qui se sont réunies, leur appartenait par indivis. « Il se partagera donc entre ses véritables et seuls propriétaires ; il ne s'ouvre aucun droit de succession, puisque personne ne meurt ; il s'opère une liquidation, puisqu'une collection de propriétaires par indivis se sépare (1). »

1. Piébourg, *op. cit.*, p. 162.

Bien loin d'être sans maîtres, les biens appartenait aux associés : la disparition du groupe ne les rendra donc pas vacants. Il sera procédé au partage entre les sociétaires.

Leur droit au partage s'étend-il sur tous les biens ?

Ils reprendront, tout d'abord, les apports qu'ils ont fait en entrant dans l'association, ainsi que toutes les choses qu'ils ont pu acquérir en leur nom et pour leur propre compte. Ces biens n'ont jamais été abandonnés à l'être moral inexistant ; ils appartenait personnellement aux associés, qui n'ont jamais voulu s'en dessaisir ; il est impossible de les considérer comme vacants et sans maître. Ils reviennent à leurs propriétaires dès l'instant où ils ne servent plus à l'avantage commun.

Certains auteurs ont critiqué cette solution : les associés ont sans doute acquis pour eux-mêmes, disent-ils, mais non dans l'intention de rester propriétaires. Ils mettent immédiatement les biens à la disposition de l'association, les affectent au but qu'elle se propose de poursuivre : ils abandonnent ainsi leur propriété au profit du groupe.

Il y a, dans ce raisonnement, une grande part d'exagération. Un individu peut donner à son patrimoine tel emploi qui lui convient. L'article 544 du Code civil lui reconnaît ce droit d'une façon formelle : « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »

Il consacrerait par exemple une partie de sa fortune à satisfaire ses goûts pour les sports, pour les sciences, pour la littérature. Comment soutenir qu'il a abdiqué sa propriété au profit des sciences, des lettres ? Ce n'était là, pour lui, qu'une façon particulière de jouir de sa fortune. Or, si cela est vrai d'un individu, cela le sera aussi de plusieurs : « Ce qu'il serait insensé de dire d'un individu qui consacre une part de sa fortune à des usages non lucratifs, est-il raisonnable de le dire de plusieurs individus qui consacrent à ces mêmes usages une part de leur patrimoine (1) ? »

Ces mêmes auteurs répondront que la situation n'est pas tout à fait la même : elle offrirait une différence entre, d'une part des biens que l'associé a consacrés à la poursuite d'une œuvre, et d'autre part, la part de sa fortune que le propriétaire emploie à la satisfaction de ses goûts personnels. L'associé n'aurait plus la liberté de disposer à son gré de son bien ; s'il était désireux de reprendre sa chose pour l'affecter à son seul service personnel, il n'aurait plus cette faculté, il ne pourrait la reprendre. On en conclut qu'alors il n'en est pas véritablement propriétaire.

Mais c'est ici faire une grave confusion : autre chose est consentir une diminution de ses droits et perdre sa propriété. Chaque jour nous voyons un propriétaire donner

1. De Vareilles-Sommières, *Personnes morales*, 661.

à bail un immeuble : il passe une convention. Mais celle-ci va l'engager ; il ne pourra pas reprendre l'immeuble en question. Il a pu également consentir sur son fonds une servitude : il sera alors obligé de se conformer aux conventions arrêtées.

Dira-t-on qu'il n'est plus propriétaire ? Et cependant, lié par la convention qu'il a passée, par le démembrement de sa propriété qu'il a consenti, il n'a plus la libre disposition de sa chose, il ne peut la reprendre.

Si, maintenant, comme exemple, nous prenons une société civile ou commerciale, c'est la même fixité dans les conventions que nous apercevons. Les sociétaires ont mis des biens en commun, ils ont constitué un patrimoine qui va assurer le fonctionnement de la société. Mais pour que celle-ci serve utilement aux fins que lui ont données les fondateurs, elle doit pouvoir compter sur le fonds social, l'employer au fur et à mesure des besoins. Aussi, un sociétaire ne pourra-t-il, au gré de sa fantaisie, reprendre son apport pour l'affecter à son usage personnel.

Toutefois, son droit de propriété ne peut être mis en doute.

Quant aux biens qui ont été acquis par l'association par la réunion des associés, ils ne sont pas davantage sans maître à la dissolution du groupement.

D'après les partisans de la théorie de Laurent, cette collectivité ne peut se prétendre propriétaire des biens qui lui adviennent, et il lui est impossible de le devenir

par la prescription acquisitive, un être inexistant ne pouvant avoir la possession, condition essentielle de la prescription.

Ils poussent même la rigueur de leurs principes jusqu'à refuser cette faculté aux membres du groupement, s'appuyant sur l'article 2229 qui exige la possession à titre de propriétaire et sur l'article 2236 qui dispose que « ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais par quelque laps de temps que ce soit ».

Sur ce point, incontestablement, nous devons nous séparer d'eux. Les associés ont certainement exercé la possession et ils peuvent la transformer en propriété par la prescription acquisitive, car ils possédaient pour eux-mêmes. Comment présumer que devant l'inexistence juridique de l'être collectif, ils aient abdiqué *l'animus domini* ?

Leur cas ne rentre pas davantage dans ceux prévus à l'article 2236. Il mentionne, au nombre des causes qui empêchent la prescription, la possession pour autrui, mais il est dit dans un second alinéa : « Ainsi le fermier, le dépositaire, l'usufruitier et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire ne peuvent la prescrire. »

Le possesseur « pour autrui », dont l'article 2236 veut parler, est donc un individu qui détient la chose d'un propriétaire précairement, avec charge de restitution : aussi est-il naturel que ce détenteur précaire ne puisse acquérir.

Cette situation n'a jamais été celle des associés : ils sont devenus ou deviendront propriétaires, et à ce titre auront droit au partage des biens.

b) *Droit des vendeurs et donateurs.* — Même si l'on ne devait tenir aucun compte de cette possession, les biens acquis par contrat ne tomberaient pas sous le coup des articles 539 et 713.

Le contrat étant inexistant, le vendeur ou le donateur n'ont pas perdu leur droit sur la chose dont ils se sont dessaisis. Resté propriétaire, il peut revendiquer, quand même trente ans se seraient écoulés depuis l'aliénation. La prescription purement extinctive n'atteint pas l'action en revendication.

Quelques auteurs (Laurent, VI, 166 et XXVI, 207. — Ch. Beudant, D. 1880.1.145) ont soutenu la thèse contraire. Ils se sont appuyés sur l'article 2262 du Code civil, aux termes duquel « toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans ».

Mais, nous pensons que si le législateur avait admis la perte, par le seul non-usage, de l'action en revendication ou du droit de propriété, il l'eût expressément déclaré, comme il l'a fait pour les droits d'usufruit et de servitude.

La tradition est en faveur de l'imprescriptibilité de l'action en revendication. « Si nous supposons qu'un propriétaire d'un immeuble laisse son bien aux mains d'une autre personne pendant de longues années, il pourra sans doute perdre sa propriété par l'effet d'une

prescription acquisitive, si le possesseur de sa chose remplit les conditions voulues pour l'usucapion et s'il a possédé pendant le temps nécessaire. Mais si ce possesseur, pour une cause quelconque, n'a pas pu acquérir la propriété, il n'y a pas de raison pour faire échouer la revendication dirigée contre lui. Le fait que le propriétaire est resté plus de trente ans sans se servir de la chose, est par lui-même incapable de lui faire perdre son droit, tant qu'il n'y a pas eu usucapion accomplie par un tiers. La propriété peut donc être déplacée par l'effet de la prescription; elle ne peut pas être perdue purement et simplement. On exprime ce résultat en disant que la propriété, à la différence des autres droits réels, ne se perd pas par le non-usage. Par conséquent, la revendication doit triompher, même après plus de trente ans d'abandon, tant que l'adversaire n'a pas lui-même acquis la propriété (1) »

« Renonçant à s'appuyer sur l'article 2262 pour établir que les vendeurs et donateurs ont perdu le droit de revendiquer, on a recours à d'autres arguments. On prétend que celui qui a traité avec un être moral inexistant a fait abandon de sa chose, que celle-ci est *res derelicta*. Mais la *derelictio* c'est l'abandon que fait un individu, quant à son bien, du *corpus* et de l'*animus* sans l'intention d'en faire bénéficier une personne déterminée.

1. Planiol, *Droit civil*, I, 2446.

» Or, un donateur a la ferme volonté que sa chose profite à l'être déterminé qu'il en gratifie (1). »

S'il entend consacrer son bien à telle œuvre, c'est parce que cette œuvre est aux mains d'un groupe déterminé de personnes. Du jour où les biens donnés ne peuvent plus être mis en œuvre par ceux que le donateur avait choisis pour exécuter ses intentions de bienfaisance, les droits de l'auteur de la libéralité doivent réapparaître.

I. Pérouse, *op. cit.*, p. 75.

CHAPITRE II

THÉORIES DE LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE ET DE LA COPROPRIÉTÉ

Pouvoirs des statuts et de l'assemblée générale

Les théories de la copropriété et de la propriété collective n'admettent pas, avons-nous vu, ce que l'on a appelé la personnalité des associations : elles ne voient dans les droits de celle-ci que les droits individuels des associés.

Les droits reposent sur la tête des membres : les biens sont leur propriété : rien donc ne leur interdit d'en disposer dans les statuts, ou en vertu d'une décision prise en assemblée générale.

Ces droits individuels, par leur seule réunion, forment une unité juridique. Mais cette cohésion ne crée pas un nouveau sujet de droits.

« Les parts restent confondues, mais les associés sont seuls titulaires des droits collectifs (1). »

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 393.

Les prétendues personnes morales ne constituent en aucune façon des personnes ni réelles, ni fictives. Il n'y a en elles d'autres personnes que les personnes individuelles des membres réunis en collectivité par un contrat.

Quant à la théorie de la personnalité civile, ce n'est qu'une modalité de la théorie de l'association pour les uns, ou de la théorie de la copropriété pour les autres.

Qu'il y ait ou non personnification civile, les associés sont toujours les véritables propriétaires des meubles et des immeubles communs. Leurs droits ne changent point de caractère lorsque la société dont ils font partie devient un « être moral », c'est-à-dire une société privilégiée ou lorsqu'elle cesse de l'être.

La personnification n'a pas pu modifier les caractères essentiels de l'association ; les droits des associés n'ont pas été atteints, ils sont toujours restés les véritables propriétaires de l'actif commun.

Au jour de la dissolution, le but que les fondateurs s'étaient proposé cessant d'être poursuivi, le sort des biens, qui ont jusqu'alors été considérés comme constituant le patrimoine de la personne morale, devra être réglé en faisant abstraction de la personnalité disparue. C'est par les conventions des parties constatées aux statuts qu'il faudra régler le sort des biens.

L'association ne peut devenir véritablement un être juridique qu'on puisse mettre en parallèle avec les êtres

physiques. Et cette personnalité qu'on lui reconnaîtra ne sera pas le signe d'un sujet de droits, indépendant des divers individus qui composent l'association ; elle n'est en vérité qu'une manière d'être des droits individuels, qu'un manteau destiné à couvrir non pas une existence abstraite et fictive, mais des individus réels, qu'une forme particulière de la société ordinaire.

Une société civile, dit-on, pour être conforme aux articles 1832 et suivants du Code civil, ne peut avoir qu'un seul but, qu'un seul fondement, l'intérêt pécuniaire.

« Mais de ce que le contrat d'association ne rentre pas dans la forme déterminée par le Code pour les sociétés civiles, il s'ensuit tout simplement que les associations ne constituent pas des sociétés civiles (1). » Le législateur n'a pas fixé à l'avance les seules formes dans lesquelles la liberté des conventions pourrait se manifester. Il n'a fait que réglementer certains types particuliers ; à côté de conventions ayant une qualification spéciale, « qui sont des contrats nommés », les parties peuvent faire toutes conventions, conclure tous les contrats « innommés » qui leur semblent appropriés à leur situation. Ceci résulte de l'article 1107 : « Les contrats, soient qu'ils aient une dénomination propre, soient qu'ils n'en aient pas, sont

1. Van den Heuvel, *op. cit.*, p. 139.

soumis à des règles générales, qui sont l'objet du présent titre. »

Si le contrat d'association ne forme pas une société civile, il constitue tout au moins un contrat innommé, parfaitement valable à ce titre, et qui doit être observé par tous ceux qui l'ont souscrit.

Cette idée est exprimée par Laurent lui-même : « Pour qu'il y ait contrat, dit-il, il faut que les parties qui consentent aient l'intention de stipuler et de s'obliger ; si cette intention existe, ainsi que les autres conditions générales, il naîtra une action du contrat comme de toute convention. On objecte que ces cercles ne constituent pas une société dans le sens de l'article 1832, et l'on en conclut que l'association ne crée au profit de ses membres ou à leur charge ni droits ni obligations civils susceptibles d'actions judiciaires. La conséquence ne nous paraît pas juridique ; tout ce que l'on peut induire de la nature de ces associations, c'est que n'étant pas des sociétés civiles, elles ne sont pas régies par les principes qui gouvernent la société (1). »

A défaut d'une décision des statuts ou de l'assemblée générale, en cas de dissolution, les membres étant copropriétaires du patrimoine social, il s'opérera une répartition entre eux. « Quand cent personnes s'associent dans

1. Laurent, XXVI, p. 197, *op. cit.*

un but charitable ou religieux et forment une personne civile, y a-t-il désormais cent une personnes ? Cette cent unième personne, purement immatérielle et morale, qui absorbe la vie et l'action des autres vit-elle et meurt-elle complètement en dehors d'elles ? Non. Il n'y a aucun nouvel être abstrait ni concret qui vienne s'ajouter aux personnes morales réellement existantes. Quand on dit que cent individus forment à eux tous une seule personne morale, c'est une manière de parler purement juridique, ayant pour but d'expliquer qu'ils possèdent collectivement, au nombre de cent, comme une personne unique, tout en restant en définitive plusieurs, tout en gardant chacun leur droit individuel sur l'objet qu'ils ont mis en commun en vue du but à poursuivre en collectivité. On se trouve en présence d'un mode particulier de posséder, d'être propriétaire, rien de plus.

» Il y a en effet trois manières d'être propriétaire : ou bien individuellement, lorsqu'on est à soi seul propriétaire et possesseur d'un objet ; ou bien indivisément quand on est plusieurs à posséder un seul objet en attendant la spécialisation du droit de chacun ; ou bien collectivement, quand on est associé, réuni pour ne posséder qu'en commun, en tant qu'un.

» Lorsque, pour un fait quelconque, cette unité, cette collectivité disparaît, qu'arrive-t-il ? Les droits individuels renaissent avec toute leur force sur la chose commune et réclament leur pleine et entière efficacité sans que

rien, en dehors d'une véritable usurpation d'Etat, puisse faire obstacle à leur exercice. Les droits individuels reparaissent tous pour réclamer encore leur plein et entier exercice sur la chose qui n'a cessé de leur appartenir et sur laquelle ne s'est étendu le droit collectif que parce qu'il avait comme substratum le droit individuel de chacun des membres de la congrégation (1). »

Comme l'a dit Ihering, il y a une exagération à se représenter ici une abstraction spécifiée, ayant ses intérêts bien séparés et son activité propre. Au fond, la personnification des sociétés n'est qu'une forte concentration des intérêts individuels ; il n'y a pas, à proprement parler, création d'un être spécial et distinct. La personnification des sociétés n'est en quelque sorte qu'un instrument technique destiné à remédier aux difficultés que créerait, pour les rapports avec les tiers, la participation directe des nombreux intéressés à l'exercice des droits et des obligations qui leur sont communes. Pour arriver à cette simplification, on met à part le côté interne du rapport, c'est-à-dire les relations entre les associés, pour s'en tenir au côté extérieur, aux rapports de la société et des tiers.

Cette séparation est effectuée théoriquement par la création d'un être imaginaire qui figure extérieurement

1. De Castelnau, *Chambre, Officiel*, 1904, p. 931.

comme sujet. Mais il n'est en réalité qu'un masque, qu'un mécanisme artificiel qui sert de véhicule aux relations de la société avec le dehors, et ce n'est pas lui qui est l'ayant droit : les ayants droit sont ceux qui sont intéressés dans la société, qui se meuvent derrière l'être fictif et dont il n'est que le porte-voix ; extérieurement cependant, il remplit le rôle des véritables intéressés, il conclut les actes juridiques et les exécute ; il exerce les droits des associés de façon à les laisser eux-mêmes dans l'ombre.

L'expression personne morale ne sert donc qu'à désigner les intéressés sans autrement les faire connaître, mais ils sont toujours présents. Ainsi, cette personne n'est autre chose que la forme spéciale dans laquelle les membres d'une société manifestent leurs rapports juridiques avec le monde extérieur, elle n'est que le sujet apparent des droits et du patrimoine, mais ce sont eux qui en sont les véritables titulaires et qui en ont, en même temps que le profit, la propriété.

Dès que la société est dissoute, les droits des associés, momentanément isolés et tenus en suspens, retombent sur les biens qui sont dans l'actif social.

CHAPITRE III

THÉORIE DES PATRIMOINES D'AFFECTATION

Le système des patrimoines d'affectation conduit, par une voie détournée, au même résultat que la doctrine de la personnalité-fiction. « Les associés ne peuvent pas, en cas de dissolution, se considérer comme des propriétaires de l'avoir social et se le partager.

» Les précédents associés et les donateurs n'ont consenti à l'accroissement ou aux libéralités qu'à la condition que les biens apportés ou donnés par eux à l'association seraient indéfiniment affectés à l'œuvre (1). »

Apports et donations sont grevés d'une charge perpétuelle que les associés après la dissolution ne peuvent plus remplir personnellement.

Malouet, combattant les conclusions de la doctrine de Thouret, disait déjà : « Sans doute les biens ne sont pas au clergé, car les biens d'un corps ne sauraient appartenir à ses membres, mais ils ne sont pas davantage à l'État ; ils appartiennent collectivement à l'entre-

1. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, 942.

tien du culte ou aux pauvres dont les ecclésiastiques ne sont que les administrateurs (1). »

C'était la future théorie de Brinz.

Dans son ouvrage sur la séparation des Églises et de l'État, M. Grünebaum-Ballin nous dit également : « Entre ces deux théories extrêmes dont l'une donne tout à l'État sans conditions ni restrictions (théorie de la fiction), et dont l'autre veut tout lui enlever (théorie de la propriété collective), il y a une théorie intermédiaire, mieux faite pour attribuer équitablement les biens des personnes morales. C'est celle qui admet que les biens des personnes morales disparues ne sont pas biens absolument libres et vacants, mais biens grevés d'une affectation.

Les biens sont affectés non à procurer des avantages à telles personnes déterminées, mais à une œuvre, à un but dont les bénéficiaires individuels sont indéterminés. La personne morale disparaît : il n'y a plus de membres ; le patrimoine subsiste avec son affectation. »

Mais nous lisons ensuite : « Personne autre que la Nation, que l'État gardien naturel des intérêts généraux, n'a qualité pour intervenir à l'effet de régler l'attribution du patrimoine en tenant compte des affectations à des buts. La Nation ne doit modifier l'affectation, elle ne doit déposséder le but de ce qui lui a été attribué

1. Séance du 13 octobre 1789. *Mon. universel*, p. 300.

que quand il y a une évidente utilité publique, ou quand elle reconnaît qu'une partie du patrimoine suffit à assurer l'affectation du but, parce que ce but est un besoin social qui a diminué d'importance. » Et plus loin : « L'État peut disposer des biens des personnes morales disparues. Il doit le faire en conciliant l'affectation primitive de leurs patrimoines avec l'intérêt public (1). »

Ainsi, l'État va « régler l'attribution du patrimoine en tenant compte de l'affectation » ; mais il peut « déposséder le but, si l'intérêt public l'exige » : cela revient à dire que l'État a la pleine disposition des biens de l'association disparue.

Telle est bien la solution à laquelle aboutissent MM. Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade : « L'œuvre atteinte dans son existence, personne ne saurait être appelé en principe à recueillir le patrimoine. A quel titre cette prétention pourrait-elle être élevée, puisque les individus par l'organe desquels la personne civile agissait, ne composaient pas cette personne et qu'ils ne faisaient que collaborer à l'œuvre qui lui servait seule de substratum ? Partant, les biens de celle-ci, devenus vacants et sans maître, appartiennent à l'Etat (2). »

1. Grünebaum-Ballin, *Séparation*, p. 110 et s.

2. *Des Personnes*, I, p. 213.

SECTION II

CRITIQUE DE CES THÉORIES

CHAPITRE PREMIER

DOCTRINE DES DROITS INDIVIDUELS

1^o Contradiction qu'elle présente

La doctrine des droits individuels avec idée de copropriété chez M. de Vareilles-Sommières, de propriété collective avec M. Planiol, met ses défenseurs en contradiction avec eux-mêmes.

Ses partisans sont obligés de s'éloigner de leurs principes. C'est ainsi que M. de Vareilles-Sommières refuse aux membres d'une association à durée indéfinie, le droit de se partager l'actif social au jour de la dissolution (1).

De même, M. Planiol, après avoir posé en principe la dévolution à l'Etat des biens des établissements publics,

1. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, 941.

admet pour les statuts le droit d'en disposer, sauf à se conformer à la volonté des donateurs et testateurs.

Nous sommes ainsi entraînés fort loin de l'idée de partage.

2° Dangers d'un partage toujours possible

M. de Vareilles-Sommières part de l'idée de contrat pour aboutir à l'idée de personnalité, il fait dériver la séparation des patrimoines du contrat d'association.

Mais cette théorie ne reproduit rien qui ne ressemble au droit commun : il n'y a aucune modification d'apportée à la nature de la copropriété : nous sommes en présence d'un patrimoine indivis.

Ne reconnaissant dans l'association que des droits individuels, cet auteur devrait admettre qu'à tout instant, un membre quelconque pourra réclamer la liquidation de ses droits, entravant ainsi le fonctionnement de la société.

La théorie de la propriété collective présente le même inconvénient : tant que les biens demeurent en indivision, une demande en partage est toujours possible, entraînant avec elle un manque de stabilité.

Les associés sont seuls propriétaires : ils pourront toujours prononcer la dissolution de l'association et s'en partager les biens, sans tenir compte de la destination voulue par les associés antérieurs, qui avaient fait des

apports en vue du but et non pour le profit personnel de leurs successeurs.

3° Les Associés ne sont pas copropriétaires

Et cependant, même réunis en assemblée générale, ils ne peuvent employer les biens qui appartiennent à l'association, à une destination autre que celle fixée par les statuts, et, par exemple, à leur profit personnel.

Dans les associations à but désintéressé, les associés n'ont pas le droit, une fois le passif liquidé, de se partager ce qui reste de l'actif. Il doit être dévolu à une œuvre similaire. C'est l'affectation qui subsiste, et qui se maintient, même au delà de la durée de l'association. Comment alors prétendre que les associés sont les propriétaires du patrimoine social? A la disparition de l'être moral, les membres se trouvent en face, d'une part, d'un patrimoine formé par les apports des précédents associés et qui doit conserver son affectation primitive, d'autre part, des conditions mises à leurs libéralités par les donateurs.

Si les associés ne sont pas maîtres de changer l'affectation de ces biens, s'ils ne peuvent se les partager, comment prétendre qu'ils en sont copropriétaires?

*4° L'Association ne pourrait agir en justice pour
défendre un intérêt collectif*

Cette doctrine peut présenter un autre inconvénient. Les associés sont seuls sujets des droits. Et la collectivité ne peut avoir de droits distincts de ceux des associés, puisqu'elle ne constitue pas une personne nouvelle douée de capacité propre.

Les droits qui appartiennent ainsi aux associés ne peuvent être que des droits patrimoniaux. Il n'existe pas de droits correspondant à des intérêts collectifs.

Chaque associé ne pourra agir en justice que pour défendre son intérêt personnel ; aucun n'a qualité pour défendre celui des autres.

Prenons par exemple les syndicats professionnels : le syndicat n'est que la réunion collective des syndiqués, il ne représente que des intérêts individuels ; en vertu de quelle prétention pourrait-il défendre les intérêts généraux de la profession ? Le syndicat ne pourra, exerçant une action unique, défendre son intérêt propre : il ne dispose que des actions individuelles de chaque syndiqué, actions tendant à la réparation de dommages personnels.

Cette seule solution découle logiquement de la théorie de la propriété collective : pour qu'il en fût autrement, il faudrait que le syndicat possédât des droits

propres, garantis par des actions correspondantes, qu'en un mot il constituât une personnalité juridique distincte de la personne de ses membres » (1).

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 447.

CHAPITRE II

THÉORIE DU PATRIMOINE D'AFFECTATION

1° Cette conception est exclusivement patrimoniale

Cette théorie a l'inconvénient de faire de la personnalité — et elle a cela de commun avec la théorie de la propriété collective — une conception purement patrimoniale, incapable d'expliquer les relations personnelles des associés, ainsi que l'activité de l'association, pour ce qui n'est pas gestion de son patrimoine.

Et cependant, dans l'association, l'intérêt patrimonial n'est que secondaire: les biens ne sont qu'un moyen pour atteindre le but. Si même il n'y avait pas de patrimoine, l'association n'en serait pas moins une personne juridique. Il y a personne juridique lorsqu'il y a réunion d'activités individuelles en vue d'un certain but création d'un organisme juridique pour en poursuivre la réalisation. La mise en commun des fonds n'est qu'accessoire.

La théorie du patrimoine d'affectation néglige précisé-

ment ce qui est essentiel : la mise en commun des activités personnelles.

1° Elle permet la mainmise de l'État sur les biens

Cette théorie présente un danger réel. Comme la doctrine de la personne fictive, et plus encore qu'elle, parce qu'elle écarte le voile qui masquait les conséquences du système, elle laisse les droits dont il s'agit dans une situation précaire. S'il n'y a pas de sujet, d'ayant droit, qui donc l'État trouvera-t-il en face de lui pour les défendre ?

Evidemment, il y a le but ; l'État ne pourra s'emparer des biens qu'à la condition de conserver leur affectation. Mais, du moment que lui seul a qualité pour atteindre le but, qui l'empêchera d'y renoncer et d'employer les biens à un autre objet ?

Il reste dans ce système le maître souverain de l'affectation ; les personnes physiques qui ont créé le patrimoine de la personne morale, qui l'ont développé, qui ont proposé ce but à son activité, sont évincées, mises de côté comme si elles n'existaient pas.

Outre qu'une pareille doctrine ne fait que remplacer une fiction par une autre fiction, il y a une considération péremptoire qui doit la faire repousser : on a fait observer qu'un but est toujours quelque chose d'objectif, quelque chose à poursuivre, à atteindre et qu'il

n'est pas possible de le considérer comme étant à la fois sujet, et objet, puisqu'un but ne se poursuit pas, ne s'atteint pas lui-même.

CHAPITRE III

THÉORIE DE LA PERSONNALITÉ FICTIVE

1° Associations reconnues

Quant à la théorie de la fiction, elle conduit à des résultats singulièrement choquants.

Prenons les associations reconnues. L'État leur a donné la personnalité civile : il en résulte qu'il peut la retirer. Comme c'est en vertu de cette personnalité, reçue de l'État, que l'association possède, à sa dissolution les biens possédés par elle ne reposent plus sur la tête de personne : il est naturel qu'ils tombent entre les mains de l'État.

Il suffira alors, à l'État, de retirer cette personnalité civile pour devenir par là même héritier de l'association, pour recueillir les biens possédés en vertu d'un droit qu'il avait concédé.

L'État aura ainsi toute facilité pour se substituer à l'association et s'emparer de son patrimoine.

C'est là une puissance excessive : l'existence de certaines personnes corporatives aura souvent plus d'un

point de contact avec la politique, et il est permis de craindre que la passion inséparable de celle-ci ne réagisse sur celles-là.

Des influences fâcheuses sont à redouter. On a bien dit que le pouvoir de l'État était modéré par l'idée de l'utilité générale, que celle-ci apporterait un correctif à sa souveraineté absolue.

Mais peut-être sera-t-il permis d'accueillir ces protestations avec quelque septicisme.

Le danger est sérieux, puisque « l'État se trouve juge et partie dans une question où se feront sentir des influences et des courants d'idées divers. Les craintes sont légitimes en présence d'une situation qui donne à l'État le double droit d'anéantir les associations et de recueillir les biens de celles qu'il a détruites » (1).

L'Assemblée constituante fit, en 1789, une application de cette théorie, en supprimant les congrégations religieuses dont les domaines furent mis à la disposition de la Nation (décrets des 5, 13 février, 2 novembre 1789). Il n'y eut donc point, selon les principes et dans le sens rigoureux des termes, de confiscation ; mais au fond des choses, n'est-ce pas confisquer que supprimer une personne pour en recueillir les biens ?

Devant cette omnipotence, Treilhard dit que la Nation seule est propriétaire des biens affectés au service des

1. Piébourg, *op. cit.*, p. 158.

établissements publics : « Si un établissement public est supprimé, à qui passe la disposition des biens ? A la Nation. Elle est donc propriétaire de ces biens, puisqu'elle est libre de les prendre quand elle veut. Il est plus simple et plus loyal de déclarer, dès à présent, la Nation propriétaire, que de reconnaître dans les hospices un droit de propriété dérisoire ; car celui-là seul est véritablement propriétaire qui peut user, abuser et disposer (1). »

Cette manière de voir est étrange. Tant qu'ils existent les établissements publics peuvent user, abuser et disposer de leurs biens, donc ils en sont propriétaires. Quant à la Nation, elle ne peut les prendre qu'après avoir supprimé la personne civile, et non pas directement ; ce n'est donc pas comme propriétaire qu'elle les recueille, mais par suite de déshérence.

Et cette déshérence c'est l'Etat qui la provoque : rien, enfin, ne s'oppose à la suppression de cette personne par l'Etat.

Un groupement d'individus s'est constitué : le pouvoir souverain lui a donné la capacité : un patrimoine se forme grâce à l'activité des associés, et il suffit que le pouvoir fasse disparaître le propriétaire pour s'emparer des biens.

1. Locré, *Législation civile*, art. 516

La doctrine de la fiction a d'ailleurs reculé elle-même devant ces résultats ; les décrets ou les lois d'autorisation ont souvent prévu la dévolution des biens.

Nous apercevons un second recul dans le droit accordé à certaines associations de régler dans leurs statuts ou dans une assemblée générale le sort des biens à la dissolution.

2º Associations non-reconnues d'utilité publique

En ce qui les concerne, cette théorie ne reçoit son application qu'à la dissolution de l'association, lorsqu'il s'agit de régler la dévolution de son patrimoine. Pour être logique, il eût fallu en admettre les conséquences au cours même de la vie du groupement non-autorisé. On admettrait ainsi que l'association, étant inexistante, peut invoquer la nullité de tous les engagements qu'elle a pu contracter avec des tiers, comme de tous les actes qu'elle a été amenée à faire.

Il eût fallu également ne pas imposer leurs biens : sans quoi le fait d'être susceptible d'avoir ce que l'on a appelé la « personnalité fiscale » doit leur faire reconnaître la personnalité civile.

C'est là une première inconséquence de cette théorie : on peut en découvrir une autre :

Pourquoi voudrait-on appliquer à la dissolution des biens de cette association les règles instituées par le

Code civil ? La collectivité non-reconnue n'est pas une personne morale, la loi veut ignorer son existence : elle devrait de même, à sa disparition, ne pas se préoccuper du sort de son patrimoine (1).

3° Cette théorie est insuffisante

Comme l'a dit M. Michoud, « ce système est impuissant à donner la clef du problème posé. Le fait à interpréter juridiquement, c'est le fait de biens n'appartenant pas à des individus, fait que l'on constate à toutes les époques de l'histoire, et dont aujourd'hui encore, notre état social ne peut se passer » (2).

On déclare certaines associations inexistantes, et on leur refuse le droit d'avoir des biens ; si d'autres sont propriétaires, on dit qu'ils appartiennent à une personne fictive ; mais c'est déclarer qu'ils n'appartiennent à personne. « Si l'existence d'un droit ne se comprend pas sans un sujet qui en soit le titulaire, on n'explique pas cette existence en l'attribuant à un sujet fictif ; au contraire, on avoue par là même qu'il n'a pas de sujet réel. La fiction peut servir en droit à simplifier, à faciliter l'explication de certaines théories juridiques ; par

1. Pérouse, *Les Biens des Associations et Congrégations dissoutes sont-ils sans maître ?* p. 50.

2. Michoud, *Théorie de la Personnalité*, p. 18.

elle-même, elle ne résout rien, et là où manque une condition essentielle, elle est impuissante à la compléter » (1).

1. Michoud, ouvrage cité, p. 18.

SECTION III

THÉORIE DE LA RÉALITÉ

Dans le système de la fiction, la personne morale, unité idéale, est absolument indépendante des personnes physiques qui la manifestent à l'extérieur. Non seulement elle est quelque chose de plus que la collection de ces personnes, elle est même placée en quelque sorte en dehors d'elles, et celles-ci sont regardées comme lui étant tout à fait étrangères. Dans les rapports juridiques qu'ils peuvent avoir avec elle, ses membres sont des tiers.

Ces conséquences sont cependant si contraires à la réalité, que sur beaucoup de points la pratique a dû les abandonner.

On ne peut concevoir la personne morale sans les membres physiques qui forment en quelque sorte son corps.

On ne peut dire davantage avec les partisans de la théorie de la propriété collective, ou de la doctrine des patrimoines d'affectation, qu'il y a seulement là une

masse de biens, que les « prétendues personnes morales n'en sont pas, même fictivement, et ne sont que des choses ».

Il semble cependant qu'il y a autre chose.

Des individus se sont réunis dans un but déterminé, sous l'impulsion d'une idée : il n'y a pas là qu'un agrégat de personnes physiques. Cette société qui s'est formée a son activité propre, elle joue un rôle particulier : elle ne s'éteindra pas par la disparition des fondateurs. Un être nouveau s'est créé.

Cette association constitue une entité morale sans autorisation préalable.

« Les droits d'acquérir et de posséder sont des droits naturels », a dit M. Belcastel à la tribune ; et partant de ce point de vue, il donne à toute association la personnalité civile. Dans le même sens, M. Bertauld, rapporteur d'un projet de loi sur la liberté des associations, revendique pour elles en ces termes la capacité juridique : « le droit de s'associer, dont notre loi proclame l'existence, serait un droit vain, presque dérisoire, s'il n'entraînait pas pour les associations le droit de faire certains contrats sans lesquels elles ne pourraient se maintenir ni se développer. A quoi bon le droit de naître, s'il n'implique pas le droit de vivre et de prospérer (1) ? »

1. Rapport du 14 décembre 1871. *Rapports et discours parlementaires*, recueillis par H. Berthélemy, t. 1, p. 83.

§ 1

POUVOIRS DES STATUTS

Quant à l'extinction de ces associations, elle ne peut pas donner lieu à l'ouverture de ce droit successoral exorbitant qu'on a voulu attribuer à l'État. Il est absurde de dire que l'être juridique disparaissant, il existe des biens vacants et sans maître.

La personne morale constitue un sujet de droits distinct des membres qui la composent, ayant des droits et des obligations propres. Mais cette unité juridique recouvre un groupe d'individus. Et, si la dissolution de l'association fait disparaître ce « centre de vie juridique », les personnes physiques qui en étaient les éléments subsistent. Ces personnes pourront être rattachées à un autre centre juridique, auquel cas celui-ci serait le successeur de l'association disparue.

Peut-être aussi se trouveront-elles dispersées : leurs droits reparaîtront, elles en reprendront l'exercice au lieu et place de l'association. « La disparition de la personne morale signifie seulement la disparition d'un centre de vie ; mais les forces organiques qui gouvernent ce centre vital subsistent et se placent au service d'autres centres vitaux. Le corps social, dépouillé de son existence autonome et unifiée, ne tombe pas dans le néant ; il est absorbé par d'autres corps sociaux,

ou, en cas de disparition complète, par des individus lesquels reprennent leur part de responsabilité, qui, jusque-là s'absorbait dans la personnalité collective. Si le droit veut se conformer aux rapports sociaux, tels qu'ils lui sont fournis par les faits, il doit admettre l'idée d'une succession à la personnalité juridique supprimée, idée d'où résulte comme conséquence immédiate, et seulement comme conséquence, celle de la succession aux biens. On peut donc dire que le patrimoine de la personne morale va où va cette personne morale elle-même, et que la question de savoir où elle est allée doit se résoudre d'après les rapports de droit personnel qui relient la vie de la personne collective disparue avec celle d'autres personnes naissant ou continuant d'exister (1). »

La personne morale, suivant l'expression de Gierke, est un « être collectif réel ». Ce n'est pas une pure création du législateur. La fusion des volontés des associés a donné naissance à un être nouveau, qu'il ne dépend pas du législateur d'admettre ou de rejeter. Il a son existence par lui-même, par lui seul : ses droits, ses obligations ne sont pas ceux de ses membres.

Du moment que l'association peut se former, se constituer par elle-même, elle doit jouir de tous les

1. Gierke, *Genossenschaftstheorie*, 864-865.

droits de la personne physique qui ne lui sont pas expressément enlevés.

Dès lors, les statuts pourront, au cas de dissolution, fixer le sort du patrimoine.

C'est l'idée consacrée par l'article 12 de la loi du 12 juillet 1875, relative à la liberté de l'enseignement supérieur : « Les biens acquis à titre onéreux feront retour à l'État, si les statuts ne contiennent à cet égard aucune disposition. »

La volonté commune des associés a déterminé les règles qu'a dû suivre l'association pendant son existence. Elle peut aussi déterminer les règles qui président à sa dissolution.

Les statuts fixeront le sort du patrimoine. L'association dissoute, il n'y a plus que des droits qui cherchent un propriétaire et dont l'agrégation d'individus qui les possède règle souverainement le sort.

L'être moral est libre de disposer de son avoir avant de disparaître : les biens sont à lui et il en est le maître.

Cette opinion cependant souleva des objections. La clause des statuts, disaient les uns, contenant l'indication future des biens de la personne civile ne saurait être admise ; car ce serait un testament collectif.

Cette assertion n'est pas fondée. L'être moral ne peut faire de testament : le droit de tester est un de ceux dont l'exercice et la jouissance son intimement

liés l'un à l'autre ; on ne peut tester pour autrui.

« Les fondateurs qui règlent dans les statuts la succession de la personne civile ne testent donc pas, puisqu'ils assignent une destination à des biens dont ils ne sont pas propriétaires.

« Si on soutenait que les représentants de l'être moral ont qualité pour le représenter, même dans l'exercice du droit de tester, alors on se trouverait en face d'un testament, mais non d'un testament collectif ; car les représentants de l'être moral sont envisagés en ce cas comme l'être juridique lui-même.

» En résumé, ou les fondateurs testent au nom de la personne civile et le testament n'est pas collectif, ou bien ils agissent en leur propre nom et il n'y a pas de testament (1). »

Une autre objection est tirée de la théorie des substitutions.

La clause des statuts, dit-on, serait un retour au régime des substitutions prohibé par le Code civil.

Il n'y a nullement substitution : les statuts n'imposent nullement à la personne civile la charge de conserver ses biens donnés pour les remettre à sa mort à une autre personne juridique. Or, la charge de conserver pour rendre est un des signes caractéristiques de la substitution. D'autre part, les biens qui existent

1. Piébourg, *op. cit.*, p. 63.

dans le patrimoine passeront, quelle que soit leur origine, sur la tête de l'être moral désigné dans les statuts comme successeur. Il n'y a donc rien qui ressemble à une substitution.

La personne civile, une fois créée, a un droit acquis à la vie. Elle doit être libre et avoir toute latitude pour user de ses statuts. Ce serait une confiscation que de supprimer une personne civile et de s'emparer de ses biens, au mépris des droits des fondateurs qui l'ont enrichie par leur travail.

Une clause des statuts peut permettre en quelque sorte à l'établissement de mourir en ayant marqué la destination de ses biens. Des clauses assez fréquentes insérées dans les statuts des établissements d'utilité publique autorisent ceux-ci, en cas de dissolution, à demander au gouvernement la transmission de leurs immeubles, meubles et capitaux à d'autres établissements d'utilité publique.

C'est dans ce sens qu'était conçu l'article 2 de la loi du 12 juillet 1875 : les biens acquis à titre onéreux après l'extinction recevront la destination prescrite par les statuts.

§ 2

POUVOIR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les mêmes déductions, auxquelles on aboutit quant au pouvoir des statuts concerneront également les pou-

voirs des organes de la personne morale, de son assemblée générale par exemple.

La même volonté préside à la dévolution du patrimoine, qu'elle s'opère soit d'après les conditions prévues aux statuts, soit après délibération des associés réunis en assemblée générale : reconnaissant le pouvoir des statuts on ne peut qu'admettre celui de cette dernière.

§ 3

LEUR POUVOIR EST-IL SANS LIMITE ?

Est-ce à dire que le pouvoir d'attribution des biens, exercé soit d'après les statuts, soit après délibération en assemblée générale, soit illimité ?

Les associés pourront-ils se partager tout le patrimoine de l'association ?

Tout d'abord, de quoi se compose ce patrimoine ? Cet actif social a été constitué par les cotisations des membres, et aussi par des libéralités.

A. — DONS ET LEGS. — POUVOIRS DES DONATEURS ET TESTATEURS

Ces dernières vont-elles tomber dans le patrimoine personnel des individus qui composaient le groupe ?

1^o Stipulation d'un droit de retour

Il est une première hypothèse qui échappe à toute discussion :

Dans l'acte de donation, s'il s'agit d'une libéralité entre vifs, ou dans le testament s'il s'agit d'une libéralité à cause de mort, le bienfaiteur a stipulé un droit de retour à son profit, ou au profit de ses héritiers, au cas de dissolution ou d'extinction de l'être moral. Personne ne conteste qu'alors les biens donnés ou légués doivent faire retour aux donateurs (ou à leurs ayants cause) ou aux héritiers des testateurs. La clause de retour est parfaitement licite. En vertu de cette clause exprimée au moment de la libéralité, le bienfaiteur ou ses héritiers auront le droit d'exiger le retour des choses données ou léguées. Les biens ne sont entrés dans le patrimoine de l'être moral qu'à cette condition : et le donataire ne peut s'emparer de l'objet de la donation que sous cette réserve imposée par le donateur.

2^o Aucune stipulation

Que décider au cas où, d'après une seconde hypothèse, il n'y aurait pas eu de stipulation de la part du bienfaiteur ?

a) Droit de retour tiré de l'inexécution des conventions

Certains prétendent que le droit de retour, sans avoir fait l'objet d'une clause formellement explicite de la part du donateur ou du testateur, peut cependant être invoqué par eux ou leurs ayants cause.

Ceux qui soutiennent cette opinion disent : les bien-faiteurs avaient donné à l'association afin de l'aider à mener à bonne fin l'œuvre entreprise ; l'être moral étant anéanti, la libéralité n'a plus d'objet, les articles 954 et 1046 du Code civil doivent recevoir leur application : les conventions étant inexécutées il y a révocation de la donation au profit du donateur ou de ses ayants cause.

C'est un principe général de notre droit que toutes les fois que des obligations ou des prestations réciproques même d'inégale valeur sont imposées aux deux parties en présence, chacune peut si l'autre manque à ses engagements, se dégager elle-même et reprendre ce qu'elle a donné. L'article 1184 pose le principe pour les contrats synallagmatiques, et on admet généralement qu'il est permis d'en tirer une règle générale applicable aux contrats même unilatéraux, pourvu que d'autre part un équivalent juridique ait été fourni par la partie qui dans le contrat reçoit sans donner. Ce que dit l'article 1184 pour les contrats à titres onéreux, les

articles 954 et 1046 le disent pour les actes à titre gratuit ou le donataire et le légataire sont, en retour de la liberté qu'ils recoivent, grevés de certaines charges.

« On peut soutenir en effet que les donateurs et testateurs n'ont fait leurs libéralités que sous la condition qu'elles seraient destinées à l'œuvre entreprise par l'association. Or l'être fictif étant anéanti, leurs libéralités n'ont plus d'objet, il y a inexécution des conditions et par suite révocation des donations et legs au profit des bienfaiteurs ou de leurs ayants cause, par application des articles 954 et 1046 du Code civil (1). »

C'est l'opinion que soutiendra, au Sénat, M. de Castelnau au cours de la discussion de la loi de 1905, sur la Séparation des Églises et de l'État. « Le droit commun, c'est l'article 953 du Code civil qui ouvre le droit de retour quand la condition de la donation ou du legs n'a pas été exécutée. Le Code civil prononce alors l'annulation de la disposition; il n'est pas besoin que la clause de retour figure dans le contrat pour que le droit de reprise soit ouvert, ce droit résulte encore une fois des articles 953 et 1046 (2). »

1. Trouillot et Chapsal, *Commentaire de la loi du 1^{er} juillet 1901. Lois nouvelles*, 1902, p. 20.

2. Sénat, *Officiel*, 1905, p. 1496.

b) De l'intention des parties

Quoiqu'il en soit de cette opinion, pour décider du sort de la disposition, c'est l'intention des parties que l'on doit s'efforcer de pénétrer.

Le fondement du droit de retour réside uniquement dans l'intention du bienfaiteur, la question est donc de savoir d'abord si cette intention a existé, et ensuite comment elle doit influencer sur la dévolution des biens.

Nombreuses sont les lois qui ont admis ce droit de retour : le paragraphe 1 de l'article 7 de la loi du 24 mai 1825 sur les congrégations religieuses de femmes porte : « En cas d'extinction d'une congrégation ou maison religieuse de femmes, ou de révocation de l'autorisation qui lui aurait été accordée, les biens acquis par donations entre vifs ou par disposition à cause de mort, feront retour aux donateurs ou à leurs parents au degré successible, ainsi qu'à ceux des testateurs au même degré. » (Cette loi a anéanti dans le cas spécial dont elle s'occupe le droit de succession irrégulière de l'État.)

Les biens provenant de donations entre vifs ou testamentaires font retour aux donateurs ou aux parents au degré successible des donateurs ou testateurs. Ce droit de retour est basé sur l'interprétation de la volonté des donateurs qui entendaient probablement ne dépouiller

leurs familles qu'au profit des congrégations religieuses et non pas de l'État.

On eût pu y voir aussi la révocation « pour inexécution des conditions, dans le cas particulier où elle aurait été accompagnée de telle ou telle charge dont le retrait d'autorisation rend l'exécution impossible » (1).

L'État n'aura même pas le droit de recevoir ces biens provenus de dons ou legs, dans le cas possible où on ne retrouverait ni le donateur ni ses parents au degré successible. L'article 7 de la loi de 1825 dispose en effet : « qu'ils seront alors attribués et répartis, moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices des départements dans lesquels seraient situés les établissements éteints ».

Le désir du disposant était sans doute avant tout de consacrer sa fortune à l'œuvre, et la suppression de la personne qu'il avait spécialement gratifiée a pour effet indirect de reporter la libéralité sur des établissements similaires ou analogues.

L'article 12 de la loi du 12 juillet 1875, en cas d'extinction d'un établissement libre d'enseignement supérieur, réservait ce droit de retour des donateurs et testateurs : « En cas d'extinction d'un établissement supérieur reconnu les biens acquis par donations entre

1. Piébourg, *op. cit.*, p. 160.

vifs et par disposition à cause de mort feront retour aux donateurs, testateurs dans l'ordre réglé par la loi... »

L'article 5-3^o de la loi scolaire du 7 juillet 1904 procède du même esprit : « Après le prélèvement des pensions prévues par la loi de 1825, le prix des biens acquis à titre onéreux, ou de ceux qui ne feraient pas retour aux donateurs ou aux héritiers ou ayants droit des testateurs ou donateurs... »

La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, modifiée par la loi du 13 avril 1908, l'a également admis dans ses articles 7 et 9 pour le cas de suppression des établissements publics du culte et de dissolution des associations cultuelles. Toutefois, la loi de séparation a arrêté le principe de la continuation de la personne du donateur ou du testateur sur ses héritiers en ligne directe.

L'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels, admet le droit de retour, mais seulement au profit de l'État, des départements et des communes qui prélèvent, sur l'actif social, à la liquidation, le montant des subventions et des secours accordés à la société depuis son origine. Quant aux autres donateurs et testateurs, ils ne jouissent du droit de retour que s'ils ont formellement exprimé leur volonté à cet égard, en prévoyant le cas de liquidation ; faute de quoi, les biens qui proviennent d'eux seront ajoutés au compte de dotation des sociétés de secours

mutuels. La loi du 1^{er} juillet 1901, dans son article 18, septième alinéa, au cas de liquidation d'une congrégation religieuse non-reconnue « donne aux donateurs, à leurs héritiers ou ayants droit, aux héritiers ou ayants droit des testateurs, quel que soit le temps écoulé depuis l'acte de donation ou le testament, le droit de reprendre les objets mobiliers ou immobiliers dont ils avaient disposé » (1).

Toute notre législation paraît donc admettre le droit de retour (2).

c) *Le droit de retour ne peut être érigé en règle générale*

Cependant, nous ne pensons pas que d'une manière générale il faille présumer que ce retour soit conforme à la volonté des parties. Un homme se dépouille d'une certaine partie de son patrimoine au profit d'une œuvre d'intérêt général. Sa fortune se trouve amoindrie d'autant. Mais en face du but à atteindre, de la haute utilité sociale de l'œuvre, il s'est décidé à accomplir ce sacrifice, repoussant loin de lui toute préoccupation égoïste.

Cet homme meurt. L'association qu'il avait gratifiée vient à disparaître ; mais cependant, il existe d'autres groupements semblables, qui se sont constitués pour

1. Trouillot et Chapsal, *op. cit.*, p. 181.

2. Michoud, *op. cit.*, p. 450.

poursuivre parallèlement la même œuvre. Disons-nous que la libéralité, adressée à cette personne morale maintenant anéantie, doive revenir aux héritiers du donateur ?

Allons-nous affirmer qu'à la disparition de l'être moral gratifié, le bienfaiteur eût voulu voir la chose donnée revenir en sa possession, bien plus rentrer dans son patrimoine pour être partagée entre ses héritiers ?

C'est volontairement qu'il s'est privé de cette fraction de sa fortune, qu'il a diminué l'héritage à venir. Son intérêt personnel, et à plus forte raison celui de ses héritiers, lui ont paru devoir céder le pas à l'intérêt général, à l'utilité publique.

L'association, qui s'est vu adresser la libéralité, a sans doute disparu, mais le but non.

Pourquoi alors attribuer aux choses données une affectation si différente de celle qui avait été prévue ? C'est l'intérêt général que le donateur ou le testateur avait en vue, et non l'intérêt de quelque membre, plus ou moins éloigné, de sa famille.

Accorder le droit de retour, ce serait enrichir un patrimoine particulier, librement appauvri, c'est-à-dire faire ce qu'il peut y avoir de plus contraire à l'intention du bienfaiteur.

M. Grönebaum-Ballin combat l'idée du droit de retour dans son ouvrage sur la Séparation des Églises et de l'État :

« Voici un homme qui, pour obéir à des instincts

moraux, diminue son patrimoine d'une portion qu'il affecte à un but d'intérêt général. Il a préféré des besoins généraux à ses besoins et à ceux de sa famille. Pourquoi la transformation ou la suppression de la personne morale, qui a reçu la libéralité, aurait-elle pour effet d'accroître le patrimoine particulier dont cette libéralité a été volontairement et irrévocablement détachée ?

» Si profonde que puisse être la modification, ordonnée par la loi, de l'affectation désirée par le bienfaiteur, si grande que soit la différence entre le but visé par celui-ci et le but nouveau, n'y a-t-il pas, entre ces deux buts idéaux une certaine affinité, qu'on ne retrouve pas entre l'affectation primitivement prévue et les emplois ordinaires du patrimoine d'un particulier (1). »

A la Chambre des députés, le 23 mai 1905, M. Lacombe défendra la même opinion : « Le deuxième paragraphe de l'article 5 stipule que les héritiers directs des donateurs ou des testateurs pourront dans un délai de six mois intenter des actions en restitution du montant de ces libéralités.

» Je propose au contraire d'insérer un paragraphe déclarant qu'aucune action en restitution ou en revendication ne sera admise à raison des dévolutions prévues par l'article 5. » — « Les biens pourvus d'une destination charitable sont les biens des pauvres. C'est

1. Grünebaum-Ballin, *op. cit.*, p. 150 et suiv.

un bien collectif, patrimoine collectif des pauvres. Nous ne devons pas permettre l'amoindrissement de ce bien collectif et permettre qu'il revienne à des familles qui les ont légués au détriment des indigents » (1).

d) *Distinction d'après la destination des libéralités*

A défaut de stipulation expresse, le droit de retour ne devrait donc pas être admis par le législateur comme principe général. Il y a là une question d'appréciation pour chaque espèce. La question devra être résolue par une distinction. Il faudra se demander si la libéralité était destinée « à l'œuvre entreprise par l'association », ou bien si elle était faite à l'association elle-même, à l'être fictif qui vient d'être anéanti.

Quel était sur ce point précis l'intention du bienfaiteur? S'il a voulu favoriser l'association elle-même, s'il a agi en considération de la personne morale seule, à la disparition de cette dernière, les choses données lui reviendront. « Cela doit être admis dans tous les cas où la pensée de ceux qui ont disposé de ces biens à son profit a été dirigée non pas seulement sur l'œuvre entreprise par elle, mais sur elle-même.

» Il est très fréquent, en effet, que la personne morale qui sert d'intermédiaire entre eux et le but poursuivi

1. Chambre. *Officiel*, 1905, p. 1842-1843.

soit dans leur esprit un intermédiaire nécessaire sans la présence duquel ils ne se seraient pas déterminés à apporter leurs biens. Dans tous les cas où il en sera ainsi, on devra tenir la clause de retour comme sous-entendue (1). »

Dans le cas contraire, c'est-à-dire si le choix de la personne morale n'a pas été « la cause impulsive et déterminante (2) » de la disposition, si la libéralité allait à l'œuvre et non à l'association elle-même, il doit s'ouvrir un droit de succession *ab intestat* au profit des associations qui poursuivent le même but. La volonté du disposant est en effet que l'œuvre entreprise ne soit pas interrompue par la disparition de l'être moral qu'il a gratifié.

Au cas seulement où elle ne pourrait être continuée, où la poursuite du même but deviendrait impossible, on devrait présumer que le retour des biens aux membres de la famille du bienfaiteur serait conforme à son intention.

3° *Objection contre le droit de retour*

Contre le droit de retour, on a invoqué l'article 951 du Code civil: le deuxième alinéa déclare que « ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur

1. Michoud, *Année administrative*, 1903, p. 38.

2. Margat (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1908). *Dévolution des biens d'une association personne morale*, p. 444.

seul ». Il s'agit ici de personnes physiques ; le disposant ne peut stipuler le droit de retour qu'à son profit, mais non au profit de ses héritiers. Toute stipulation d'un droit de retour soit au profit des héritiers, soit, *a fortiori*, au profit d'un tiers, est entaché de substitution.

D'après les auteurs dont nous rapportons en ce moment l'opinion, celui qui ayant fait une libéralité à une personne morale règle le sort de sa donation pour le cas de disparition de l'être collectif, doit être assimilé à celui qui règle la succession d'une personne physique.

Bien que cette opinion ait été confirmée par quelques arrêts, nous la croyons cependant inexacte. Les substitutions ont été interdites par le Code civil, article 896. Il s'agissait alors d'atteindre les familles aristocratiques. La perpétuité de celles-ci n'est possible qu'à une condition, c'est que chaque génération transmette à la suivante, avec le titre de noblesse, une fortune considérable.

Ce résultat était atteint, grâce aux substitutions, qui, venant rendre le patrimoine de la famille intangible, en assuraient la transmission indéfinie. C'est précisément ce que l'on voulait éviter, aussi les substitutions furent-elles prohibées.

Mais rien d'analogue n'est à redouter chez les personnes morales : ce caractère aristocratique de la substitution leur est totalement étranger.

Un autre motif a conduit le législateur à édicter l'article 896. Les substitutions présentent de grands inconvénients d'ordre économique.

Elles accumulent une grande quantité de biens entre les mains d'un petit nombre d'individus : ces biens se trouvent ainsi soustraits au commerce.

On ne saurait invoquer cette raison s'il s'agit de personnes morales ou bien de personnes physiques. Par cela même que le bien a été donné à une personne morale, il se trouve retiré du commerce pour un temps indéfini.

Comment donc une substitution viendrait-elle aggraver la condition de ce bien ?

On ne peut envisager que deux hypothèses : elle est faite ou bien au profit d'une autre personne morale, ou bien au profit d'une personne physique.

Si c'est une personne morale qui recueille le bien grevé, la situation reste la même qu'auparavant. Si c'est une personne physique qui en profite, le bien se trouve remis dans le commerce et pourra faire l'objet de multiples transactions.

On pourrait aussi produire un autre argument pour motiver ce refus de voir dans le droit de retour une substitution prohibée. Le trait caractéristique de la substitution consiste dans l'obligation de conserver le bien et de le transmettre intégralement. Cette charge

n'est pas imposée à l'association personne morale (1).

A côté du pouvoir des statuts, ou de l'assemblée générale, il faut donc admettre celui des donateurs et des testateurs.

Nous devons même dire qu'une décision inscrite aux statuts ne pourrait l'emporter sur la volonté du disposant. Il a prescrit pour les biens donnés une certaine affectation, que l'on a acceptée avec la donation.

Donnant librement, il pouvait imposer toute condition même différente des prévisions statutaires (2).

B. — PARTAGE ENTRE LES MEMBRES

A la disparition de l'être moral gratifié les donateurs ou leurs ayants cause, et les héritiers des testateurs viendront exercer leurs actions en revendication.

Au cas où ils ne revendiqueraient pas, leurs biens entreraient avec ceux acquis à titre onéreux dans la masse que les statuts ou l'assemblée générale vont attribuer.

Les associés, nous l'avons vu, remplacent l'association dissoute, ils doivent par conséquent recueillir son patrimoine.

La collectivité se dissimulait sous l'unité juridique

1. Dans ce sens, Michoud, *op. cit.*, p. 455-456 et 457.

2. *Id.*, *idem.*

qui facilitait la satisfaction des intérêts communs. Les associés vont reprendre « leur part de responsabilité », l'exercice de leurs droits.

Le patrimoine, qui ne peut plus être affecté au besoin collectif, va se désagréger; ses éléments reviendront à leur destination primitive, la satisfaction des besoins individuels.

Il va être procédé au partage entre les membres.

Ce partage aura-t-il pour objet tous les biens sans exception ?

Il faudrait répondre affirmativement si le patrimoine social se composait exclusivement des apports de membres existant au jour de la dissolution. Mais dans l'immense majorité des cas, des générations d'associés auront précédé la génération actuelle. Elles auront réalisé des économies, fait des acquisitions, accumulé des ressources. Les adhérents d'aujourd'hui auront en entrant dans le groupement trouvé un patrimoine, produit des efforts de leurs aînés.

Il y aura donc là des réserves et des distinctions à faire.

Les droits des membres, croyons-nous, varieront suivant qu'ils auront fait partie de telle ou telle association.

1^o Associations intéressées

Des individus entrent dans une association attirés par les avantages qu'elle est à même de procurer à ses membres. Poussés par l'unique souci de leur intérêt personnel, ils mettent en commun des fonds provenant de leur patrimoine.

Si l'être moral disparaît, il n'y aura plus satisfaction des besoins des associés, et par là même, la mise en commun cessera. Il est donc naturel que les individus recouvrent les sommes qu'ils avaient apportées.

Toutefois, ainsi que nous le faisons remarquer plus haut, pendant toute sa durée, l'association n'a pas seulement compris comme membres ceux dont elle se compose au jour de la dissolution. Vraisemblablement, une partie du patrimoine a son origine dans les cotisations et les apports des anciens membres.

Les anciens associés ou leurs ayants cause vont-ils concourir au partage avec les membres actuels ?

M. Michoud leur refuse toute participation. Les statuts ont prévu les cas dans lesquels ils cesseraient d'appartenir à l'association : ils en sortiront pour cause de mort, ou de démission, ou d'exclusion. En entrant dans l'association, ils ont accepté d'apporter leurs cotisations à titre définitif, les laissant à la disposition des membres de l'association au cas où surviendrait un des événements prévus aux statuts.

S'ils ont consenti cet abandon, c'est qu'ils entendaient contribuer à la satisfaction des intérêts de leurs coassociés.

C'est donc à juste titre qu'on leur refusera, ainsi qu'à leurs héritiers tout droit au partage. Le fonds social sera attribué aux membres actuels.

Certains disent que ce partage présente de grands inconvénients. Ils redoutent que les associés ne soient incités à dissoudre l'association pour s'attribuer le fonds social.

Mais pourquoi déclarerait-on le partage impossible, illicite? Il s'agit d'une association dont le seul objet est l'intérêt personnel de ses membres : si celle-ci ne peut continuer à vivre, le patrimoine, lui, doit continuer à servir l'intérêt de ses membres. Quoique sous une autre forme, cet intérêt ne cessera pas d'être poursuivi (1).

2° Associations mixtes

Il est d'autres associations qui, tout en poursuivant l'intérêt de leurs membres, ont aussi un but plus noble (sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels). Le problème ici est donc complexe. Il faut ne pas méconnaître les droits des membres. Comme ceux des associations intéressées, ils ont fait des sacrifices pécu-

1. Dans ce sens, Crouzil, *Liberté d'Association*, p. 199.

niaires pour obtenir certains avantages. Ils demanderont leurs apports afin de satisfaire individuellement, dans la mesure du possible, des intérêts qu'ils ne peuvent plus poursuivre collectivement. Mais il ne faut pas perdre de vue l'autre but de l'association. Plus que l'intérêt des individus, importe l'intérêt social. Une association est née qui répond à un besoin général ; il ne faut pas permettre la dispersion de son patrimoine. Une telle mesure ne ferait que décourager dans l'avenir les initiatives individuelles.

Le législateur pourrait peut-être ici déclarer que les membres peuvent reprendre leurs apports, ainsi que le produit de ces biens.

Ils auront ainsi toute liberté pour faire emploi de cette portion de leur patrimoine, en obéissant aux motifs qui les avaient guidés : recherche de l'intérêt personnel et poursuite d'un but altruiste.

Quant aux biens qui viennent des anciens membres, il devra y avoir maintien de l'affectation dans la mesure du possible ; ils devront être employés conformément à leurs intentions.

3° Associations désintéressées

Une dernière catégorie d'associations comprend celles qui sont uniquement désintéressées.

Ce sont des associations formées à des fins purement

morales, assistance, études scientifiques par exemple. Les biens sont les moyens pour atteindre le but; ils ne sont pas destinés à procurer des avantages à telles personnes déterminées, mais à cette œuvre : les individus qui sont appelés à en bénéficier sont encore ignorés.

Les membres de cet établissement n'auront pas le droit de se les approprier en cas de dissolution.

Nous n'estimons pas davantage que l'État puisse disposer des biens de la personne morale disparue. « Le centre de vie juridique » a disparu, mais le but à poursuivre, l'œuvre que les individus avaient entreprise existe toujours. Le patrimoine de l'être moral ne se trouve donc pas privé de toute affectation ; le but général qui avait amené la création de l'association, en vue duquel elle avait été fondée, continue à le réclamer.

Aussi ce sont les groupements persévérant dans la réalisation de la même œuvre qui seront appelés à recueillir les biens de l'être moral disparu. La dévolution s'opérera conformément aux prévisions statutaires, ou à défaut aux décisions de l'assemblée générale, sous réserve des droits des donateurs.

Mais, si les statuts ou l'assemblée générale restent muets, si l'être moral qui va disparaître n'indique pas la destination de ses biens après sa disparition, quel sera leur sort ?

Certains proposent l'application de l'article 713.

« Alors il y a réellement des biens abandonnés et

sans maître. L'État va les recueillir. Et ici cette conséquence est juste et logique. Remarquons-le, ce qui est inadmissible, ce n'est point qu'il y ait des biens vacants, mais que l'État les fasse vacants. Lorsque l'État a tout pouvoir de création et de suppression sur un groupement, l'application de l'article 713 a quelque chose de choquant et qui rappelle la confiscation. Il n'en est plus de même quand on réserve les droits de l'association. Elle avait toute liberté de disposer de ses biens, elle n'a rien fait, les biens sont à l'abandon : c'est le jeu normal de l'article 713 (1). »

Mais cette association pouvait disposer de son patrimoine en faveur d'établissements similaires ; pourquoi, si elle meurt *ab intestat*, ne pas appeler à recueillir ses biens, à lui succéder (2), ces mêmes personnes morales, qui sont « ses plus proches parents intellectuels » ?

L'État prendrait le patrimoine de l'association pour le remettre aux institutions ayant un but analogue.

Notre législation devrait admettre, comme règle générale, ce droit de succession *ab intestat*.

Cette opinion est, nous devons le dire, très discutée.

1. Hébrard. Thèse, 1902, p. 54.

2. Larnaude, à son cours. — Et, dans son rapport à la Société d'Études législatives, séance du jeudi 25 mars 1909 (*Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1909, p. 309). — Voir également *Revue du Droit public*, 1910, p. 387.

Laurent ne l'admet pas : « Il y a un mode d'acquisition, et c'est le plus considérable, que les personnes civiles ne peuvent pas avoir, la succession *ab intestat*, parce que fondée sur les liens du sang ; il ne reçoit pas d'application à des êtres qui, étant sans vie réelle, n'ont pas de famille (1). »

« La propriété des biens de l'être juridique n'appartenant pas aux membres, la seule prétention concevable serait une vocation successorale aux biens de la personne civile : mais elle est immédiatement écartée par cette raison que les êtres fictifs, n'ayant pas de famille, ne peuvent pas avoir d'héritiers légitimes (2). »

M. Jay nous dit même qu'il est « évident que les personnes morales ne peuvent acquérir par succession *ab intestat* » (3).

Il n'est cependant pas impossible, croyons-nous, de concevoir ce droit de succession *ab intestat*.

Montesquieu a fait remarquer que le droit successoral n'était pas uniquement fondé sur la parenté : la dévolution héréditaire peut aussi être imposée par les conditions économiques et sociales du pays.

« Si le droit successoral repose avant tout sur l'utilité sociale, pourquoi à la mort de la personne morale, la loi ne réglerait-elle pas le sort de ses biens comme elle

1. Laurent, *op. cit.*, I, 302.

2. Piébourg, *Questions sur les Personnes civiles*, p. 61.

3. Jay, *Personnalité civile des Syndicats professionnels*, p. 13.

le fait au décès d'une personne physique, en s'inspirant des mêmes considérations d'intérêt général ? N'existe-t-il pas d'ailleurs une sorte de parenté intellectuelle entre les associations poursuivant un but similaire ou analogue (1) ? »

Cette utilité sociale, cette sorte de parenté des groupements, devrait justifier le droit de succession *ab intestat*.

Cette idée apparaît d'ailleurs dans un certain nombre de lois :

La loi du 24 mai 1825, sur les congrégations et communautés religieuses de femmes, décide qu'en cas d'extinction, « les biens qui ne feraient pas retour ou qui auraient été acquis à titre onéreux, seront attribués et répartis moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices des départements dans lesquels seraient situés les établissements éteints ».

L'article 12 de la loi du 12 juillet 1875, au cas d'extinction d'un établissement libre d'enseignement supérieur, attribuait à l'État, quand il n'y avait ni droit de retour au profit des donateurs ou testateurs, ni disposition statutaire contraire, les biens des établissements d'enseignement supérieurs libres qui viendraient à disparaître, mais ajoutait qu'il serait fait emploi de ces biens pour les besoins de l'enseignement supérieur, par décret rendu en Conseil d'État, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

1. Margat, *Revue de Droit civil*, 1908, p. 441.

Nous pouvons citer encore l'article 5, deuxième alinéa, de la loi du 7 juillet 1904 : « Après le prélèvement des pensions prévues par la loi du 24 mai 1825, le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux qui ne feraient pas retour aux donateurs ou aux héritiers ou ayants droit des donateurs ou testateurs, servira à augmenter les subventions de l'État pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à accorder des subsides pour location. »

Il est fait une application très intéressante du même principe dans l'article 9 de la loi du 22 septembre 1895 relatif aux habitations à bon marché : dans leurs statuts, si elles veulent jouir de certaines faveurs, elles devront introduire une clause prescrivant, au cas de liquidation, l'attribution du reliquat de leurs biens à une société similaire.

Alors, seulement, si le besoin social qui, avait eu en vue l'association n'existait plus, il appartiendrait aux associés et aux anciens membres d'exercer leurs revendications.

L'État ainsi, bien loin de s'approprier le patrimoine de l'être moral disparu, veillerait à ce qu'il reçût une affectation conforme à sa destination primitive.

Pour s'emparer de la succession, il faudrait qu'aucune action en résolution ne soit intentée, que le but poursuivi ait totalement disparu.

TROISIÈME PARTIE

I. — DROITS PATRIMONIAUX INTRANSMISSIBLES

Nous n'avons envisagé les effets de la dissolution des associations qu'au point de vue des droits patrimoniaux, et seulement de ceux qui sont transmissibles. Il en est d'autres qui sont attachés à la personne et vont disparaître avec elle : l'usage, l'usufruit.

Ces droits sont essentiellement viagers. « Ce démembrement de la propriété peut rendre des services dans certaines circonstances, mais il crée un état de choses qui est fâcheux en lui-même, et la loi ne veut pas qu'il se prolonge.

» Il y a donc là un intérêt général en jeu, et toute clause qui tendrait à faire durer l'usufruit au delà de la vie de l'usufruitier serait nulle par application de l'article 6 (1). »

Il en sera de même des droits dérivant du contrat de mandat, article 2003 du Code civil. La mort du man-

1. Planiol, *op. cit.*, I, 2838.

dant ainsi que celle du mandataire y mettent fin. Ce sont des « droits personnels », c'est-à-dire des droits qui meurent avec la personne.

En ce qui concerne l'usufruit, il convient même de rappeler la disposition toute particulière de l'article 619 du Code civil : « L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers ne dure que trente ans. »

« Dès qu'on reconnaissait aux personnes civiles la faculté d'avoir un usufruit sur une chose, il devenait indispensable de régler expressément la question de l'extinction de ce droit. On ne pouvait pas laisser l'usufruit durer aussi longtemps que la personne civile qui en est le titulaire (1) » : d'essentiellemeut temporaire qu'il doit être, ce droit serait devenu souvent perpétuel. Le Code, désireux de parer à cet inconvénient, prend pour base la moyenne de la vie humaine et décide que l'usufruit des personnes civiles ne durera que trente ans : du reste, cette disposition ne contient qu'un maximum de durée et les causes ordinaires d'extinction, qui se produiraient avant l'expiration des trente ans, anéantiraient l'usufruit.

II. — DROITS NON-PATRIMONIAUX

Droits patrimoniaux transmissibles et droits non-transmissibles ne sont pas les seuls droits que l'association est susceptible d'avoir.

1. Piébourg, *op. cit.*, p. 613.

Suivant les termes mêmes de M. Michoud, dans son ouvrage sur la personnalité morale, les « personnes morales ont fréquemment des droits de nature diverse, que l'on oublie lorsqu'on réduit leur rôle à l'exercice des droits patrimoniaux et qui occupent cependant dans leur vie une place considérable » (1).

a) En entrant dans le groupement, les associés ont fait abandon à son profit d'une partie de leur personnalité.

Dans toutes les circonstances de la vie intérieure, certaines collectivités apparaîtront comme supérieures aux individus qui les composent. Sous le contrôle des tribunaux, elles posséderont un pouvoir de discipline sur leurs membres.

Mais ce droit disciplinaire qui s'exerce seulement sur ceux qui font partie du groupe, disparaît quand cette qualité de membre n'existe plus, quand la personne morale a été dissoute.

b) Il en sera de même des droits imités de ceux qui dérivent des liens du sang, et qui leur auraient été attribués par une disposition législative spéciale; droit de succession *ab intestat*, droit de tutelle, droit d'adoption, droits de puissance paternelle que peuvent exercer les associations autorisées à se vouer à la protection des

1. Michoud, *Théorie de la Personnalité morale*, p. 87; 1909. Dans le même sens, cours de M. Larnaude, 1908.

enfants moralement abandonnés (loi du 24 juillet 1889).

c) Au nombre des droits non-patrimoniaux, les associations comptent encore des droits possédés par les personnes physiques : droit de vote, droit d'association.

C'est ainsi que le décret du 14 mars 1903 règle pour les syndicats professionnels le droit de participer à l'élection des conseils régionaux du travail.

Les chambres de commerce élisent des membres du Conseil supérieur du travail.

Lorsque des associés votent, ils expriment, non pas ce qu'ils voudraient s'ils étaient personnellement en cause, mais ce qu'ils doivent vouloir pour réaliser collectivement les fins de l'association, de telle sorte que la décision prise est, non pas ce qu'ont voulu les associés individuellement, mais l'association. Il y a une volonté collective exprimant l'intérêt de l'association (1).

D'après la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels peuvent se constituer en unions de syndicats.

La même latitude est accordée aux sociétés de secours mutuels par la loi du 1^{er} avril 1898.

1. A. Mestre, *Les Personnes morales, et le problème de leur responsabilité pénale*, p. 142 : « Cette unification des volontés s'accomplit en vertu de la « solidarité représentative » (Hauriou, *Leçons sur le mouvement social*, 1899, p. 85 et s.) : c'est le fait que les membres du groupe, voulant au nom de celui-ci, s'inspirent de considérations corporatives, sensiblement les mêmes chez tous ses membres. Cette unification se traduit en fait par l'unanimité (Hauriou, *Revue générale de Droit*, n° 23) de tous les associés au moins vis-à-vis des questions fondamentales qui intéressent le groupement. »

Ces droits publics, qui n'appartiennent pas de plein droit aux personnes morales, et n'ont été que concédés par le législateur, périront avec l'être moral auquel ils avaient été reconnus.

d) Pour défendre ses droits, qu'il s'agisse de ceux non patrimoniaux tels que son nom, sa considération, ou des droits qui composent son patrimoine, l'association peut ester en justice.

Elle peut demander réparation du dommage causé à ses biens, à sa réputation, et même à l'honneur de ses membres *in globo*, car elle a le droit d'exiger la réparation de l'atteinte portée à la réputation du nom qui lui appartient, qui fait partie de son patrimoine. Comme une personne physique, elle agira devant les tribunaux de répression, ou devant les tribunaux civils.

Par l'intermédiaire de ses organes, elle défendra ses intérêts collectifs. Du moment que nous sommes en présence d'un véritable sujet de droit, titulaire du droit collectif, d'une personne qui représente les droits de la collectivité, indépendamment des droits individuels des associés, il faut bien que cette personnalité nouvelle puisse agir en justice pour la défense des droits dont elle a la garde.

Ainsi, un syndicat, en ce qui concerne la défense de ses intérêts patrimoniaux, a toute faculté pour l'exercice des actions : l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 est conçu dans ce sens.

Par contre, on s'est demandé si cette possibilité existait pour la défense des autres intérêts collectifs, par exemple au cas de concurrence déloyale.

Chaque syndiqué, pris individuellement, pouvait bien engager des poursuites afin d'obtenir réparation du dommage causé. Mais le syndicat lui-même pouvait-il grouper toutes ces actions individuelles et les exercer de son chef ?

Les partisans de la théorie de la fiction n'admettaient pas l'existence de cette action syndicale. Notamment la Cour d'Aix, dans un arrêt du 26 janvier 1887, l'avait refusée sur une consultation de Waldeck-Rousseau. D'après ce jurisconsulte, les syndicats ne pouvaient défendre que leurs intérêts patrimoniaux : leur personnalité ne s'étendait pas au droit de défendre les intérêts professionnels des associés, il n'y avait pas représentation collective des droits individuels.

« Pour qu'il en fût ainsi, il aurait fallu qu'il existât vraiment une personne réelle, ayant ses intérêts à elle et par suite pouvant agir pour les défendre. Mais il n'en était plus de même d'une personne fictive, laquelle n'avait de personnalité qu'au point de vue patrimonial, simple construction juridique destinée à créer l'unité de droit et de sujet en matière patrimoniale, mais incapable de se substituer aux personnes individuelles qu'elle recouvre, pour défendre à leur place leurs intérêts professionnels. »

« Sur ce point particulier, la même controverse renais-
sait donc encore ; la même question se présentait tou-
jours : savoir si la personnalité n'était qu'une simple
fiction ou une réalité.

» Aujourd'hui, la recevabilité de cette action syndi-
cale n'est plus contestée, à condition que les syndicats
aient été constitués en vue d'un intérêt général de la
profession, et que les actions aient pour objet elles-
mêmes un intérêt général et collectif et non les intérêts
particuliers des membres syndiqués (1). »

Ce droit d'ester en justice ne suivra pas immédiate-
ment le sort de l'association. Même après sa dissolution
ses membres pourront poursuivre la défense de son
honneur, de sa réputation.

D'autre part, l'association ne va pas disparaître brus-
quement. Les successeurs vont se présenter : à titre
universel, l'œuvre similaire à laquelle sont attribués les
biens, à titre particulier, les membres venant au par-
tage.

Une liquidation sera nécessaire pour déterminer le
passif de l'association et constituer son actif : liquida-
tion qui sera confiée, soit à un organe de la personne
morale, soit à un tiers et entraînera nécessairement une
survie de la personnalité morale, des droits qui la carac-
térisent et la sanctionnent.

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 350-351.

QUATRIÈME PARTIE

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

CHAPITRE PREMIER

DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

La dissolution des associations, avons-nous vu, s'opère sous l'influence de causes variées.

Jusqu'à la loi du 1^{er} juillet 1901, elle pouvait se produire soit par l'arrivée du terme fixé par les fondateurs lors de la formation du groupe, soit par la réalisation du but en vue duquel elle avait pris naissance.

En dehors de ces causes prévues au Code civil, elle pouvait résulter de la mort du dernier associé, ou bien du retrait par l'État de la reconnaissance, retrait qui entraînait la suppression de la personnalité.

Cette dissolution forcée présentait de graves inconvénients.

Il y avait à résoudre là un problème gros de difficultés.

On se trouvait en présence, d'une part, des pouvoirs publics, chargés de réaliser l'intérêt général, et qui par cela même ne peuvent rester indifférents en face de ces groupements, et d'autre part, d'intérêts que l'on ne pouvait négliger, et auxquels il eût été grave de porter atteinte discrétionnairement. La suppression ne devait pas être arbitraire. Le législateur de 1901 l'a parfaitement compris. Les causes de suppression sont déterminées à l'avance.

1^o Dissolution forcée

La dissolution forcée se produira lorsque l'association sera fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, fonctionnera contrairement aux lois, aux bonnes mœurs, aura pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, ou à la forme républicaine du gouvernement (art. 3), ou lorsqu'elle ne se sera pas conformée aux prescriptions de l'article 5 relatives à la capacité juridique des associations déclarées.

Mais le grand progrès réalisé par la loi nouvelle est d'avoir écarté l'intervention d'un organe politique. C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartiendra de statuer, sur les poursuites exercées par les parties, ou par le ministère public. La liberté d'association est ainsi mise sous la protection des tribunaux.

Le tribunal prononcera la dissolution obligatoirement

ou facultativement : obligatoirement aux cas de nullité prévus dans l'article 3 (association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite), facultativement en cas d'infraction aux dispositions de l'article 5 (déclarations incomplètes ou inexactes).

De plus, en vertu des règles du droit commun, conformément à l'article 1871 du Code civil, les tribunaux peuvent dissoudre une association quand ils sont saisis par les intéressés d'actions fondées sur de justes motifs.

Ces mêmes principes sont mis en œuvre dans la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels.

La dissolution n'est qu'une mesure de police : « Le tribunal correctionnel ne la prononcera qu'à la requête du ministère public, pour infraction aux articles 2 à 6, et à la suite d'une condamnation à l'amende contre les directeurs ou administrateurs.

L'article 10 de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels contient des règles analogues. Le tribunal civil de l'arrondissement prononcera la dissolution de la société, si elle est détournée de son but, et si, trois mois après un avertissement donné par arrêté du préfet, elle persiste à ne pas se conformer aux prescriptions de la loi ou aux dispositions de ses statuts. Le ministère public introduit l'action en dissolution par un mémoire présenté au président du tribunal. Le jugement sera susceptible d'appel. En cas de fausse déclaration, ou de manœuvres tendant à dissi-

muler le véritable sujet de l'association, les prescriptions de l'article 10 sont plus rigoureuses.

2^o Dissolution volontaire

Cette dissolution forcée, pour causes limitativement prévues, ne sera donc et par cela même qu'exceptionnelle.

Le plus souvent l'association prendra fin d'après les intentions mêmes des parties : les volontés libres des individus qui lui ont donné naissance pourront la faire retomber dans le néant :

a) Elle avait été fondée pour remplir un but déterminé : celui-ci étant réalisé, le contrat prendra fin naturellement ;

b) Les associés avaient prévu aux statuts la durée de l'association pour un certain laps de temps. A l'expiration du terme, la solution sera la même qu'au cas précédent, sauf stipulation d'une prolongation facultative, tacite, ou sur délibération de l'assemblée générale ;

c) Les statuts n'ont-ils fixé aucun délai ? On en conclut que l'association est formée pour une durée illimitée. Les membres pourront mourir ; l'adjonction de nouveaux perpétuera le groupement.

Mais, dans ce cas, les associés ont toute liberté de s'entendre pour rompre la convention, d'après les règles

du droit commun. Il faudra accord des membres à l'unanimité, sauf clause statutaire contraire;

d) Nous avons à signaler un dernier cas où l'association prendra fin de plein droit : lorsqu'il se trouvera moins de deux personnes à en faire partie. L'article premier de la loi de 1901 dit en effet : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes... » (1)

1. Dans ce sens : Crouzil, *op. cit.*, p. 180.

CHAPITRE II

EFFETS DE LA DISSOLUTION

Quelle que soit la cause à laquelle l'association doive sa dissolution, le même problème se trouve posé : quels seront les effets de cette dissolution ?

Jusqu'en 1901, aucun texte législatif ne posait de règles générales quant à la dévolution des biens d'une association personne morale, à sa dissolution.

Cette question est maintenant réglée par l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Cet article admet qu'en cas de dissolution, les biens sont dévolus conformément aux statuts, ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

Ce texte a été complété par l'article 14 du décret du 16 août 1901 : « Si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de dévolution des biens d'une association en cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, ou si l'assemblée générale qui a prononcé la dissolution n'a pas pris de décision à cet égard, le

tribunal, à la requête du ministère public, nomme un curateur. Ce curateur provoque, dans le délai déterminé par le tribunal, la réunion d'une assemblée générale dont le mandat est uniquement de statuer sur la dévolution des biens. »

Ainsi les associés ont le pouvoir de disposer du patrimoine social à trois moments différents : soit, d'avance, lors de la confection des statuts, soit en assemblée générale, dans la délibération qui précède la dissolution ; ils le peuvent, enfin, dans l'assemblée que convoque le curateur nommé par le tribunal civil.

C'est donc l'abandon de la théorie de la personnalité-fiction, en même temps que l'affirmation d'une part certaine faite à la théorie de la personnalité réelle et de plein droit. C'est sa conséquence : le règlement de la liquidation d'une association par les statuts et l'assemblée générale que vient d'admettre la loi du 1^{er} juillet 1901.

Les divers systèmes de la personnalité civile s'étaient retrouvés en présence au cours de la discussion.

Sans doute, la thèse de la capacité de plein droit et de la personnalité réelle n'a pas été admise dans son intégralité. Mais les dispositions votées se rapprochent beaucoup plus d'elle que de la théorie de la personnalité-fiction, concession arbitraire de l'autorité (1).

Cette dernière conception a été, malgré les efforts

1. Voir Hébrard, *op. cit.*, p. 58 et 64.

de Waldeck-Rousseau et de M. Vallé, est absolument écartée par les termes des articles 5 et 6.

Toute association, qui sans solliciter la reconnaissance d'utilité publique, veut obtenir la capacité juridique prévue par l'article 6, n'a qu'à faire une déclaration préalable dans les formes exposées à l'article 5.

I. — POUVOIRS DES STATUTS ET DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le pouvoir d'attribution conféré aux statuts et à l'assemblée générale est-il illimité ?

L'article 9 a exposé la règle sans restriction aucune : son texte est très large.

Le décret d'administration publique, qui apporte une limitation aux pouvoirs de l'assemblée générale sur la dévolution, ne touche pas à ceux des statuts.

Toutefois, des divergences se produisent quand il s'agit de désigner les bénéficiaires des attributions.

Aucune difficulté n'est soulevée à propos de la disposition du patrimoine social en faveur d'établissements similaires.

Plusieurs lois, d'ailleurs, nous en offrent des exemples : loi du 24 mai 1825, dans son article 7 ; loi du 22 septembre 1895, dans son article premier, et aussi l'article 5, troisième alinéa, de la loi du 7 juin 1904.

MM. Trouillot et Chapsal déclarent que : « Les statuts des associations autorisées et revêtues de la personnalité civile, sous l'empire de la législation antérieure, contiennent habituellement une clause spéciale attribuant l'actif restant après dissolution à d'autres établissements poursuivant un but similaire à celui qu'ils s'étaient proposé. Cette clause d'affectation ne paraît en opposition avec aucun des principes consacrés par la loi de 1901 ; aussi estimons-nous qu'il est licite aux associés de prévoir, dans leur pacte, la destination future de l'être moral et son attribution à des collectivités s'adonnant à une œuvre identique ou analogue (1). »

Par contre, ces mêmes auteurs refusent aux associés le droit de se partager le fonds social : ce droit ne leur appartient pas, parce qu'il aboutirait à un accroissement de leur patrimoine personnel. Or, ce résultat est contraire à la nature de l'association qui ne tend pas à l'enrichissement de ses membres.

Ceux-ci n'ont pas de droits de copropriété sur les biens sociaux, et ne peuvent pas se les approprier en cas de dissolution, pas plus qu'ils n'ont le pouvoir d'en disposer au profit d'un intérêt privé ou individuel. Ils n'ont que la faculté de reprendre dans l'actif ce que chacun d'eux a versé à titre d'apport sous forme de cotisation ou sous toute autre forme, selon l'étendue de

1. Trouillot et Chapsal, *op. cit.*, p. 18 et s.

la capacité juridique de l'association, car ils peuvent être regardés comme n'ayant conféré à l'être moral sur leurs apports qu'une sorte de droit de jouissance avec réserve d'en reprendre la pleine propriété si celui-ci vient à cesser de fonctionner.

Et ils ajoutent : « Le règlement d'administration publique du 16 août 1901, article 15, a fait une exacte application des principes de la loi. »

Mais, il faudrait plutôt dire avec M. Berthélemy (1) qu'un tel décret est susceptible d'annulation pour excès de pouvoirs, ou tout au moins, si, avec la jurisprudence, on est contraire à cette opinion, il faut admettre que les tribunaux sont juges de sa légalité au point de vue de son application. Ils décideront si le règlement d'administration publique avait le droit de poser une limite aux décisions de l'assemblée générale, et si celle-ci a pu, malgré lui, ordonner valablement la distribution des biens aux associés.

Ce règlement a fait plus qu'appliquer les principes de la loi : il est en contradiction avec elle. Les pouvoirs des statuts et de l'assemblée générale sont les mêmes aux termes de l'article 9 ; le décret du 16 août, lui, a introduit une restriction qui n'est pas dans la loi. Cette disposition excède les bornes du pouvoir réglementaire du chef de l'État.

On ne peut davantage s'appuyer sur l'article 1 de la

1. *Droit admin.*, p. 90.

loi, qui proscriit la poursuite des bénéfices pour interdire aux associés de retirer de la liquidation une somme supérieure à leurs apports.

L'association ne peut avoir pour but de faire fructifier son patrimoine, mais il faut bien admettre pour elle la possibilité de gains éventuels, libéralités, lots en cas de remboursements de valeurs achetées avec ses économies. Comment alors en interdire le partage aux associés?

Nous remarquerons encore que le décret du 16 août prohibe seulement le partage voté par l'assemblée générale en prononçant sa dissolution, sans faire mention du partage prévu par clause statutaire (1).

Ce dernier reste donc licite.

Le partage n'est-il pas, d'ailleurs, la conséquence naturelle de la dissolution de certaines associations?

Nous voulons parler de ces groupements tels que les sociétés (ce mot étant pris dans son sens vulgaire) sportives, musicales, cercles, etc., dont les membres poursuivent des satisfactions uniquement personnelles. Ces individus s'étaient réunis, avaient rassemblé quelques capitaux dans leur seul intérêt; s'ils ne peuvent plus atteindre leur but à l'aide des moyens dont ils disposaient, il doit leur être loisible de rentrer en possession de leurs avances et de les affecter au mieux de leurs intérêts propres.

1. V. Margat *op. cit.*, p. 451.

Il devrait en être différemment, s'il s'agissait par exemple d'associations de secours mutuels, de bienfaisance : un partage donnerait au fonds social une affectation opposée à celle prévue aux statuts.

II.— BIENS DONT LES STATUTS ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PEUVENT FAIRE ATTRIBUTION

Nous venons d'examiner les pouvoirs des statuts et de l'assemblée générale : quels sont les biens dont ils peuvent faire ainsi attribution ?

§ 1

ASSOCIATIONS DÉCLARÉES ET ASSOCIATIONS RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les associations déclarées sont régies par l'article 6. En dehors des subventions de l'État, des départements et des communes, elles ne peuvent posséder que les cotisations de leurs membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs ; le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ; les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

A cette énumération, on doit ajouter les produits de ces biens, ainsi que les revenus capitalisés des sommes versées.

L'association ne peut posséder comme valeurs mobilières que celles provenant des cotisations.

Toute autre acquisition à titre gratuit excéderait sa capacité : il en serait de même pour l'acquisition à titre onéreux d'un immeuble qui ne serait pas nécessaire au but poursuivi.

Ces actes, donations ou ventes, tombent sous le coup de l'article 17 :

Sont nuls tous actes entre vifs, à titre onéreux ou à titre gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions de l'article 6. La nullité pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé.

Peut-être les intéressés ne poursuivront-ils pas la nullité de ces acquisitions ; le ministère public, les ignorant, ne pourra agir. Même si la nullité en était prononcée, on peut supposer que les donateurs et les vendeurs refusent de reprendre leurs biens. Que deviendront ces choses que ne revendiquent pas ceux qui les ont aliénées ?

Les articles 5, 39 et 713, semble-t-il, n'auront pas lieu

de s'appliquer. Les biens illégalement acquis resteront dans le patrimoine de l'association, et seront la propriété des associés (1).

Les associations reconnues d'utilité publique ont leur capacité réglementée dans l'article 11. « Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. » Toutefois, et c'est un point capital, « elles peuvent recevoir des dons et legs dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et l'article 5 de la loi du 4 février 1901 ».

Telle peut être la composition du patrimoine propre à l'association déclarée, et à l'association reconnue d'utilité publique.

1^o *Pouvoir des statuts et de l'assemblée générale.* — Un de ces groupements est dissous. Les statuts ont prévu le partage en faveur des membres existant au moment de la dissolution : ceux-ci vont se présenter et exerceront leurs droits.

Les anciens associés, eux, n'auront rien à prétendre : en entrant dans l'association, ils ont accepté cette clause du pacte social ; elle leur est devenue opposable.

Les statuts sont-ils muets quant à la dévolution des biens sociaux ? C'est à l'assemblée générale de la régler.

1. Dans ce sens, Pérouse, *Les Biens des associations et congrégations dissoutes sont-ils sans maître?* p. 89.

Vote-t-elle le partage entre les membres actuels ? Les anciens associés pourront prélever les biens qu'ils ont apportés, s'il est clairement démontré que telle avait été leur volonté.

Cette règle n'est d'ailleurs pas sans présenter de gros inconvénients : l'intention sera difficile à prouver ; certains s'abstiendront d'agir : de sorte qu'en pratique les associés actuels s'enrichiront au plus grand dommage d'une œuvre peut-être intéressante.

L'attribution est-elle au contraire faite au profit d'une association poursuivant un but analogue ? — Les droits des anciens associés dépendront des motifs qui les ont guidés.

Est-ce en considération de l'œuvre elle-même qu'ils sont entrés dans l'association et ont effectué leurs apports ? L'affectation des biens n'étant pas changée, ils ne pourront prétendre que leur volonté n'a pas été respectée, ni par suite prélever les biens qu'ils ont apportés.

Si, à l'inverse, c'est l'association elle-même qu'ils ont eue en vue, les prélèvements pourront être effectués. C'est l'intention des parties, bien interprétée, qui permettra de trancher ce point spécial de la question (1).

2^e *Droits des donateurs et testateurs.* — Les statuts ou l'assemblée générale vont-ils pouvoir disposer des choses données ou léguées ?

1. Margat, *op. cit.*, p. 454 et suiv.

a) Les donateurs et testateurs ont peut-être stipulé un droit de retour à leur profit ou au profit de leurs héritiers. Dans ce cas, les choses données ou léguées prendront leur place dans le patrimoine des bienfaiteurs ; ceux-ci pouvaient mettre à leur libéralité telle condition qu'ils jugeaient bon d'imposer.

b) Il est possible qu'il n'y ait pas eu de stipulation (1). Si le partage doit s'opérer entre les associés, les donateurs et testateurs ou leurs ayants cause reprendront également leurs biens. Ils ne s'en étaient dessaisis que pour aider l'association dans l'accomplissement de sa tâche, et non pour enrichir les individus. S'il n'y a plus d'être moral, la libéralité n'a plus sa raison d'être. Lors même que la stipulation n'a pas été explicitement insérée dans l'acte, le retour peut-être prononcé, s'il est conforme à la véritable intention des parties.

On peut soutenir en effet que les donateurs et testateurs n'ont fait leurs libéralités que sous la condition qu'elles seraient destinées à l'œuvre entreprise par l'association. Or, l'être fictif étant anéanti, leurs libéralités n'ont plus d'objet ; il y a inexécution des conditions et par suite révocation des donations et legs au profit des bienfaiteurs ou de leurs ayants cause par application des articles 954 et 1046 du Code civil.

1. Voir Michoud, *op. cit.*, p. 454.

Si c'est une association similaire qui doit bénéficier de l'actif social de la personne morale disparue, on aura, comme plus haut, à interpréter la volonté du bienfaiteur.

A-t-il voulu favoriser l'œuvre elle-même? Elle est toujours poursuivie; le patrimoine est en la possession d'un autre groupe, mais son affectation n'a pas varié; le second groupement poursuit le même but que l'association gratifiée. Il n'y a donc pas de droit de retour à exercer.

S'il a été influencé par la considération de la personne morale elle-même, la réponse est différente. C'est à elle qu'il a voulu donner, qu'il a donné. Elle disparue, son droit de retour doit s'ouvrir.

§ 2

ASSOCIATIONS NON-DÉCLARÉES

La loi de 1901 n'accorde la capacité juridique qu'aux associations qui se sont soumises aux formalités de la déclaration préalable prévues à l'article 5 : toute association qui ne se conforme pas à ses prescriptions n'est pas une personne morale. Telle est la portée de l'article 2 : « Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de

l'article 5 », déclaration, dépôt des statuts. Les associations non-déclarées ne jouissent donc d'aucune capacité : elles ne peuvent ni posséder un patrimoine, ni ester en justice, ni contracter avec des tiers. Les libéralités qui leur sont faites ne sont pas valables : les tribunaux ne reconnaîtront pas les libéralités même faites à des tiers s'ils sont présumés personnes interposées au profit d'une association.

L'article 17 déclare nuls tous les actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions de l'article 2. Il dispose dans son dernier alinéa que : « La nullité pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé. »

Toutefois, quoique cette association soit légalement incapable, ses membres ont pu par des cotisations constituer un fonds commun.

Le législateur dit : « Les associations de personnes pourront se former librement sans déclaration préalable. »

Or, cette association ne pourra fonctionner si elle ne dispose de quelques ressources. Lui interdire de s'en créer, serait vouloir l'amener à faire une déclaration, ce qui serait contraire à l'intention du législateur (1).

Quelle sera la condition juridique des biens affectés

1. Crouzil, *op. cit.*, p. 66.

aux besoins de cette association non-déclarée? Ils sont la propriété des membres, et ceux-ci à la dissolution se les partageront.

En ce qui concerne les dons et legs, si la nullité en est prononcée, les vendeurs ou donateurs rentreront en possession de leurs biens.

Si l'annulation n'est pas demandée, ils demeureront aux mains des membres.

L'association ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 5, elle n'a pas fait de déclaration aux autorités compétentes : le législateur lui refuse la personnalité juridique. Mais elle n'en existe pas moins, agrégat d'individus qui, eux, sont pleinement capables. Les biens acquis à titre gratuit ou à titre onéreux leur appartiendront en pleine propriété.

Ils se les partageront à la dissolution de leur association.

« La loi de 1901, dit M. Saleilles, refuse la capacité aux associations non-déclarées, elle refuse de reconnaître le caractère unitaire qui fait d'elles une réalité juridique en dehors de toute reconnaissance légale. Mais de ce que la loi méconnaît l'existence d'un nouveau sujet de droits inhérent au fait de l'association, elle ne peut supprimer les individualités juridiques qui en sont les éléments composites et qui sont parties intégrantes de la réalité qu'elles constituent ; pas plus qu'elle ne peut supprimer ces individualités, elle ne peut méconnaître

les rapports juridiques qu'elles ont constitués par voie de libres conventions, ou plutôt d'actes juridiques faits dans la plénitude de leurs capacités individuelles.

» Et si le droit unitaire de l'association a pour base initiale la mise en commun des droits individuels, de façon à construire le droit collectif sur la mise en œuvre de ces droits individuels, la suppression, ou plutôt la méconnaissance légale de ce droit unitaire de l'association a, forcément, pour effet de faire réapparaître les droits individuels constitués sous la forme collective par les associés (1). »

§ 3

ASSOCIATIONS ILLICITES

Une association illicite étant dissoute, quelle règle de dévolution appliquer ? L'article 9 ne fait aucune différence entre les diverses sortes d'associations ; il est en effet ainsi conçu : « En cas de dissolution, volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale. »

« Dissolution prononcée par justice dit l'article 9, et en nous reportant à l'article 7 —, « en cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution de l'association sera

1. Saleilles, *op. cit.*, p. 650.

prononcée par le tribunal civil », — puis à l'article 3 « toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite... est nulle et de nul effet », nous voyons que la cause illicite sur laquelle est fondée l'association entraîne sa dissolution en justice.

Les règles édictées par l'article 9 sont donc bien applicables à cette catégorie d'associations.

Les auteurs toutefois ne sont point unanimes sur ce point. Certains contestent cette solution, prétendent que l'article 9 est étranger aux associations illicites. L'association est un contrat soumis aux règles générales des obligations. Si le contrat a une cause ou un objet illicite, il est nul. La dissolution sera prononcée pour cause de nullité. Et comme la nullité produit un effet rétroactif, les choses se passeront comme si aucun contrat n'avait été formé : aucun des actes accomplis ne sera valable, les engagements des associés seront non-avenus, les statuts inexistants. Il sera donc impossible de régler la dévolution des biens en se conformant aux clauses statutaires, ainsi d'ailleurs qu'aux décisions d'une assemblée générale.

Le tribunal n'aura même pas à prononcer la dissolution, puisque l'association est nulle. Cependant, cette association, quoique nulle en droit, a existé en fait : elle devra être liquidée comme société de fait.

Cette solution n'a pas prévalu. La liquidation s'opérera, en vertu de l'article 9, conformément aux dispositions des statuts et de l'assemblée générale.

La volonté du législateur ne peut ici nous surprendre : la formation d'une association n'est plus un délit, aucune autorisation n'est exigée, et sa disparition ne peut être que l'œuvre, ou bien de la volonté des parties manifestée soit par une disposition statutaire, soit par un vote de l'assemblée générale, ou bien du tribunal qui ne pourra prononcer la dissolution contre elle que dans deux cas prévus par la loi : facultativement au cas de violation de l'article 5, et obligatoirement au cas de nullité prévue par l'article 3.

Dans tous ces cas, la disposition de l'article 9 reste valable (1).

III. — SILENCE DES STATUTS ET DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'article 9 donne aux statuts, ou, à défaut de prévision statutaire, à l'assemblée générale, le pouvoir de régler la dévolution des biens de l'association dissoute.

On peut supposer que l'association disparaisse sans que, malgré le silence des statuts, l'assemblée générale ne prenne de dispositions à ce sujet.

Comment s'opérera la dévolution des biens ? C'est cette situation que le règlement d'administration publique du 16 août a voulu régler dans son article 14.

Si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquida-

1. Dans ce sens : Hébrard, *op. cit.*, p. 181 et suiv.

tion et de dévolution des biens d'une association en cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, ou si l'assemblée générale qui a prononcé la dissolution volontaire n'a pas pris de décision à cet égard, le tribunal à la requête du ministère public nomme un curateur. Ce curateur provoque, dans le délai déterminé par le tribunal, la réunion d'une assemblée générale dont le mandat est uniquement de statuer sur la dévolution des biens ; il exerce les pouvoirs conférés par l'article 813 du Code civil aux curateurs des successions vacantes.

Finalement, c'est donc l'assemblée générale qui est appelée à se prononcer.

Il peut arriver que l'assemblée générale refuse de prendre une décision.

Que deviendra le fonds social dans cette circonstance ?

Il devra tout naturellement, et en premier lieu, servir au paiement des dettes de l'association.

Les donateurs ou testateurs auront à exercer leurs droits suivant les distinctions que nous avons déjà faites plus haut. Si un droit de retour avait été stipulé, ou si, à défaut de cette clause, il ressort que l'intention des bienfaiteurs a été de voir les choses données ou léguées revenir dans leur patrimoine, eux ou leurs ayants cause revendiqueront leurs biens.

Quant au reste de l'actif social, on décidera de son sort différemment suivant la solution que l'on aura donnée au problème de la personnalité morale.

D'après MM. Trouillot et Chaptal (1) « l'être moral disparaît par l'effet de la dissolution sans laisser d'héritiers; ses biens en cessant de l'avoir pour propriétaire, n'en retrouvant pas d'individuel, sont sans maître, comme ceux d'une personne sans postérité; la succession s'ouvre au profit de l'État en vertu des articles 539 et 713 du Code civil ».

Mais, ce n'est pas de cette conception doctrinale que procède la loi de 1901.

L'article 9, donnant en cas de dissolution, tous pouvoirs aux statuts et à l'assemblée générale, ne peut se concilier avec la théorie de la fiction dont le corollaire est l'attribution des biens à l'État.

Suivant nous, les associés existants au jour de la dissolution se partageront le patrimoine social (2).

IV. — ASSOCIATIONS SOUMISES A DES LOIS SPÉCIALES

L'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 a tranché les controverses auxquelles avait donné lieu le sort des biens d'une association. Il sera même applicable à des associations autorisées et revêtues de la personnalité civile par des lois antérieures, et que la loi nouvelle a laissées en vigueur, si ces lois spéciales sont muettes sur la question de la liquidation.

Si ces textes ont donné aux associations auxquelles ils sont relatifs le pouvoir de régler elles-mêmes la dévo-

1. *Op. cit.*, p. 21.

2. Voir Margat, *op. cit.*, p. 457 et s.

lution de leurs biens, ces associations continueront d'obéir à leurs règles propres ; l'article 9 ne fera qu'ajouter à ces dispositions ce qu'elles pourraient avoir d'incomplet.

1° Syndicats professionnels — Il en sera ainsi pour les syndicats professionnels. Les fondateurs de tout syndicat professionnel, dit l'article 4 de la loi du 21 mars 1884, devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction. Cette formalité remplie, le syndicat jouit de la personnalité civile : il pourra ester en justice ; employer les sommes provenant des cotisations, acquérir les immeubles nécessaires à ses réunions, à ses bibliothèques. Mais la loi est muette sur la question de la liquidation.

On se reportera donc aux prescriptions de l'article 9, qui est devenu le droit commun et ne déroge pas aux règles de la loi de 1884.

Le syndicat est une association douée de la personnalité juridique : à sa dissolution, on ne peut soutenir comme nous l'avons vu, que ses biens soient vacants et sans maître. C'est la solution adoptée par l'enregistrement : « Les biens d'un syndicat professionnel dissous ne sont pas vacants et sans maître ; ils ne peuvent donc être revendiqués par l'État (1). »

1. *Répertoire*, p. 317.

D'ailleurs, les règles, suivant lesquelles s'opérera la liquidation, sont toujours prévues par les statuts. C'est ainsi que l'article 25 des statuts adoptés par la Société d'Encouragement à l'agriculture pour les syndicats agricoles porte: « En cas de dissolution, ... il est entendu que le patrimoine sera liquidé et partagé entre les membres du syndicat, à moins que l'assemblée ne décide que le montant en sera remis à une ou plusieurs institutions agricoles qu'elle désignera. »

2° *Comités d'habitations à bon marché.* — Les dispositions de la loi du 12 avril 1906, régissant la liquidation des « comités d'habitations à bon marché » sont toujours en vigueur: ces comités sont destinés à encourager la construction d'habitations à bon marché. Ils ont la personnalité civile: ils peuvent avoir un patrimoine. Ils peuvent recevoir des subventions de l'État, des départements et des communes, ainsi que des dons et legs après autorisation par décret du Président de la République.

Le sort de leur patrimoine, au cas de dissolution, est ainsi réglé par l'article 3 :

L'actif, après liquidation, pourra être dévolu, sur l'avis du Conseil supérieur institué à l'article 14 ci-après, aux sociétés de constructions à bon marché, aux associations de prévoyance et aux bureaux de bienfaisance de la circonscription.

3° *Sociétés de secours mutuels.* — Les sociétés de secours mutuels sont organisées par la loi du 1^{er} avril 1898,

Les sociétés approuvées voient leur liquidation réglée par l'article 31 :

Lorsque la dissolution d'une société approuvée est votée par l'assemblée générale, conformément aux statuts, et ordonnée par le tribunal, la liquidation est poursuivie sous la surveillance du préfet ou de son collègue.

Divers prélèvements sont opérés : d'abord les sommes nécessaires à remplir les engagements contractés vis-à-vis des tiers, et vis-à-vis des membres participants.

L'État va reprendre une somme égale au montant des subventions et secours qu'il a accordés depuis l'origine de la société, à titre inaliénable, pour les verser au compte de la dotation des sociétés de secours mutuels instituée au ministère du Travail ; et, pour lui donner la même affectation, si la volonté des donateurs et testateurs n'a pas été exprimée, ou pour les employer conformément à leur volonté, s'ils ont prévu le cas de liquidation, une somme égale au montant des dons et legs.

L'État devient ainsi l'exécuteur testamentaire des donateurs et testateurs.

Seront également réintégrées dans leurs caisses les subventions et secours accordés par les départements et communes.

Ces prélèvements, prévus à l'alinéa 3 de l'article 31, n'auront lieu que si les subventions et les dons ont été fait à titre inaliénable.

Lorsque tous les engagements auront été remplis, et que ces reprises auront été opérées, le surplus de l'actif social sera, s'il y a lieu, réparti entre « les membres participants faisant partie de la société au jour de la dissolution, et non-pourvus d'une pension ou indemnité annuelle ». Leur quote-part sera calculée au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société et sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle.

Le reliquat, s'il existe, sera attribué au fonds de dotation : cette disposition s'explique naturellement par ce fait que les sociétés de secours mutuels n'ont pas uniquement pour objet l'intérêt de leurs membres.

Elle a un autre avantage : certaines sociétés, peut-être riches en raison du petit nombre de leurs membres participants, refuseraient de nouveaux adhérents et provoqueraient la dissolution pour se partager le fonds social (1).

1. Dans ce sens : Barberet, *Sociétés de Secours mutuels. Commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898*, p. 282.

CONCLUSION

Nous avons vu, dès le début de cette étude, que la dissolution de l'association ne saurait être envisagée isolément, et qu'elle se rattache aux autres questions relatives à l'association.

Qu'il s'agisse de sa formation, de sa capacité, aussi bien que de sa dissolution et du sort de ses droits, la solution des différents problèmes qui se posent à l'esprit découle d'une même conception d'ensemble : l'existence des associations est une nécessité.

A côté de l'État, dont les ressources proviennent de la contribution imposée aux citoyens, dont l'action est quelque peu mécanique, uniforme, sachant mal s'accommoder aux situations et aux circonstances, il faut qu'il y ait place pour des œuvres instituées, dotées, entretenues par la libre contribution des particuliers, et dont l'action garde quelque chose de la souplesse, de l'ingéniosité qui sont le caractère propre des initiatives individuelles.

Ces grands corps propriétaires, « possédant sous la surveillance lointaine ou prochaine de l'État, la faculté

de s'administrer eux-mêmes, sont des organes précieux et non des excroissances maladives ».

Ils auront trouvé, dans leur nécessité, le droit de s'organiser, d'agir et par suite de posséder, puisque les ressources sont indispensables à la poursuite d'un but quel qu'il soit, — en un mot, le droit de jouir de la personnalité juridique.

De plein droit, en dehors de toute intervention du pouvoir, l'association devra être une personne morale, conformément à la doctrine de la réalité.

Cette théorie est en effet la seule qui tienne compte des faits.

Elle seule, avons-nous vu, peut donner « une explication de ce fait législatif incontestable que non seulement des droits patrimoniaux, mais des droits de toute nature, sont attribués aux groupements humains, politiques ou sociaux, qui évoluent sur la scène juridique » (1).

C'est aussi en ce qui concerne la grave question de la responsabilité des associations que s'affirme sa supériorité sur toutes les autres conceptions.

« Le groupement, ayant une volonté propre, peut diriger cette volonté en sens divers, et rien ne l'empêche notamment de vouloir des actes prévus et punis par la loi pénale (2). » De ces actes, il devra supporter

1. Larnaude, *Revue du Droit public*, 1910, p. 382.

2. A. Mestre, *Les Personnes morales et le Problème de leur responsabilité pénale*, p. 145.

la responsabilité, puisque sa volonté est distincte de celle de ses membres.

Des groupes d'individus, ayant des droits sans avoir de responsabilité, seraient des « monstres juridiques » (1).

C'est à ce résultat cependant qu'aboutissent les autres doctrines.

Ainsi, d'après la théorie de la fiction, le groupe n'a pas de volonté : le droit seul, dans le but de faciliter sa vie, suppose artificiellement au groupe une capacité de vouloir imaginaire. « La théorie de la fiction créa un abîme entre les deux espèces de personnes que connaît le droit : individus et groupements. Tandis que la capacité juridique de l'homme vient de sa nature même, qui l'a doué d'une volonté susceptible d'être réglée et sanctionnée par le droit, c'est-à-dire de devenir le fondement de sa personnalité juridique, c'est l'État seul dans la théorie de la fiction, qui suppose, crée la personnalité des groupements : cette dernière est seulement créée par le droit objectif (2). »

Puisque la volonté du groupement n'existe pas en réalité, il y a obstacle à l'établissement de toute responsabilité.

Les solutions qui découlent de la théorie de la réalité au point de vue du sort des biens ne sont pas moins satisfaisantes (3).

1. Michoud, II, p. 228 et suiv.

2. A. Mestre, *op. cit.*, p. 146.

3. Voir Larnaude, *Revue du Droit public*, 1890. p. 387.

Elles n'aboutissent nullement à une attribution à l'État, ou à un partage entre les membres, mais tiennent compte du but poursuivi par le groupement.

Ainsi, l'action spontanée, l'initiative des individus ne sont pas entravées. Et cependant, l'autorité de l'État n'est pas méconnue : les associations sont sous sa surveillance. Le droit de suppression n'est pas une prérogative sans importance : le contrôle répressif remplace le contrôle préventif (1).

La théorie de la fiction, sous le rapport du droit public, est une théorie d'absolutisme. Et l'on comprend qu'on la voie surgir à l'époque de l'histoire où se crée la théorie de la monarchie absolue, avec Domat et les grands juristes du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles.

Soutenue par Waldeck-Rousseau au début des discussions parlementaires qui aboutirent au vote de la loi du 1^{er} juillet 1901, cette théorie de plus en plus perd du terrain dans la doctrine : la personnalité apparaît aujourd'hui comme une réalité organique et vivante. Le rôle de l'État doit se borner à dresser l'acte de naissance de l'association. De même que tout homme né vivant et viable est, par le fait même, sujet de droit, de même tout groupement corporatif ayant cette vie doit, par le fait même, jouir d'une personnalité morale.

D'après la théorie de Savigny, il n'y aurait pas de personnes morales sans une loi formelle. « Mais, com-

1. Larnaude. *Revue du droit public*, 1910, p. 388.

ment se fait-il que l'Etat constitue un être juridique ? A-t-il pu se donner l'être à lui-même ? L'État jouirait de plein droit de l'individualité civile parce que la nécessité l'exige. Mais alors, ce n'est pas la loi qui est souveraine dispensatrice de l'existence juridique, c'est la nécessité. Le pouvoir ne crée rien. Les lois ne sont que l'expression de la réalité, ne font que répondre aux besoins des relations qui existent entre les individus (1). »

« On ne peut réduire à une question de technique la personnalité de l'État, ni celle des communes, ni celle des groupements à but idéal. La personnalité dans ces divers cas est un élément aussi indispensable qu'elle l'est quand il s'agit de l'être humain dans nos sociétés.

» Le groupement a une existence réelle aussi bien que l'individu, il est non pas seulement un moyen, mais un but, il a une existence tout à fait distincte des individus qui le composent. Par suite, la personnalité doit lui appartenir de droit comme elle appartient à l'individu par cela seul qu'il vit, sauf à déterminer les conditions de cette existence qui ne se révèle pas par des faits aussi nets que l'existence des individus.

» En un mot, à côté des êtres ordinaires, des individus, il y a des êtres collectifs. Et les uns comme les autres, ayant besoin de vivre, doivent avoir des droits,

1. Van den Heuvel. *op. cit.*, p. 57.

doivent par conséquent être des sujets de droits, c'est-à-dire posséder la personnalité juridique (1). »

Les effets de la dissolution apparaissent dès lors nettement.

Les biens ne sont pas, par le seul fait de la dissolution, sans maître ; l'État ne peut y prétendre ; les associés de leur côté ne sont pas d'emblée admis au partage comme s'il y avait uniquement une société de biens. Toutes ces solutions doivent être écartées. C'est l'être moral qui est seul maître de disposer du patrimoine dont il était propriétaire : c'est à l'association dans ses statuts ou en assemblée générale.

L'être moral a vécu capable ; il a le droit de régler le sort de son patrimoine.

Cette liberté ne peut qu'être profitable ; elle stimulera les initiatives privées, encouragera la formation de ces groupements si utiles au développement des individualités elles-mêmes.

En face de l'énorme accroissement des attributions de l'État, l'association doit grandir dans la même mesure pour affirmer avec plus d'efficacité les droits des individus.

1. Larnaude, *op. cit.*, p. 581.

PLAN

INTRODUCTION.

PREMIÈRE PARTIE

LES THÉORIES DE LA PERSONNALITÉ MORALE

- 1° Théorie de la personnalité-fiction.
- 2° Théorie de la propriété collective.
- 3° Théorie des patrimoines d'affectation.
- 4° Théorie de la personnalité réelle.

DEUXIÈME PARTIE

DES SOLUTIONS QU'ENTRAÎNENT CES THÉORIES AU CAS DE DISPARITION DE L'ASSOCIATION

PREMIÈRE SECTION. — Exposé des théories.

CHAPITRE PREMIER. — Théorie de la personnalité-fiction.

§ 1. — Concession de la personnalité : associations reconnues d'utilité publique et associations non-reconnues.

§ 2. — Dissolution de l'association.

A. — Associations reconnues d'utilité publique.

1° Modes de dissolution.

Retrait de la personnalité. — Expiration du terme convenu. — Dispersion ou mort des membres.

2° Dissolution.

Théorie des biens vacants et sans maître.

Théorie de l'utilité publique.

B. — Associations non-reconnues.*I.* — L'association est inexistante.

a) Nullité de ses acquisitions ; droit de revendication des vendeurs, des donateurs et testateurs.

b) Acquisitions faites par un membre de l'association : interposition.

c) Impossibilité de prescrire.

d) Délai de revendication.

II. — Critique de cette doctrine.

1° Les biens ne sont pas à l'abandon.

a) Théorie de la société de fait.

b) Critique de la théorie de la jurisprudence.

c) Capacité des associés.

2° Les associés ne sont pas personnes interposées.

III. — Dissolution.

Droit des associés. — Partage.

Droit des vendeurs et donateurs.

CHAPITRE II. — Théories de la propriété collective et de la copropriété.

Pouvoir des statuts et de l'assemblée générale.

Droit des associés au partage.

CHAPITRE III. — Théorie des patrimoines d'affectation.

L'État prend possession des biens.

SECTION II. — Critique de ces théories.**CHAPITRE PREMIER.** — Doctrine des droits individuels.

1° Contradiction qu'elle présente.

2° Dangers d'un partage toujours possible.

3° Les associés ne sont pas copropriétaires.

4° L'association ne pourrait agir en justice pour défendre un intérêt collectif.

CHAPITRE II. — Théorie du patrimoine d'affectation.

1° Cette conception est exclusivement patrimoniale.

2° Elle permet la mainmise de l'État sur les biens.

CHAPITRE III. — Théorie de la personne fictive.

1° Associations reconnues : danger de la toute-puissance de l'État.

2° Associations non-reconnues : inconséquences de la théorie.

3° Cette théorie est insuffisante.

SECTION III. — Théorie de la réalité.

§ 1. — Pouvoir des statuts.

§ 2. — Pouvoir de l'assemblée générale.

§ 3. — Leur pouvoir est-il sans limite ?

A. — Dons et legs : Pouvoir des donateurs et testateurs.

1° Stipulation d'un droit de retour.

2° Aucune stipulation.

a) Droit de retour pour inexécution des conventions.

b) De l'intention des parties.

c) Le droit de retour ne peut être érigé en règle générale.

d) Distinction d'après la destination de la libéralité.

3° Objection contre le droit de retour : article 951 du Code civil.

B. — Partage entre les membres.

1° Associations intéressées.

a) Membres actuels.

b) Anciens membres.

2° Associations mixtes.

3° Associations désintéressées.

Dévolution à des œuvres similaires.

Succession *ab intestat*.

TROISIÈME PARTIE

- I. — Droits patrimoniaux non transmissibles.
- II. — Droits non-patrimoniaux.
 - a) Droits du groupe sur ses membres.
 - b) Droits assimilés aux droits de famille.
 - c) Droits publics.
 - d) Droits d'ester en justice.

QUATRIÈME PARTIE

LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

CHAPITRE PREMIER. — Dissolution de l'association.

- § 1. — Dissolution forcée : cas limitativement déterminés.
- § 2. — Dissolution volontaire.
 - a) Objet déterminé.
 - b) Terme prévu aux statuts.
 - c) Consentement des associés.
 - d) Disparition des associés.

CHAPITRE II. — Effets de la dissolution. — Article 9. — Décret du 16 août 1901.

- I. — Pouvoir des statuts et de l'assemblée générale.
- II. — Biens dont les statuts et l'assemblée générale peuvent faire attribution.
 - § 1. — Associations déclarées et associations reconnues.
 - 1^o Pouvoir des statuts et de l'assemblée générale.
 - 2^o Droits des donateurs et testateurs.
 - § 2. — Associations non-déclarées.
 - Validité de leurs acquisitions. — Leur sort.
 - § 3. — Associations illicites.

III. — Silence des statuts et de l'assemblée générale.

ASSOCIATIONS SOUMISES A DES LOIS SPÉCIALES

- 1° Syndicats professionnels.
- 2° Comités de construction d'habitations à bon marché;
- 3° Sociétés de secours mutuels.

CONCLUSION

Vu : le Président de la thèse,

F. LARNAUDE

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- DOMAT. — *Droit public*, I. I, t. XV.
- MARGAT. — *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1908.
- CAPITANT. — *Introduction à l'Étude du Droit*.
- HAURIOU. — *Droit administratif*.
- VAREILLES-SOMMIÈRES (DE). — *Les Personnes morales*.
- GLOTIN. — *Syndicats professionnels*.
- HÉBRARD. — Thèse de Paris, 1902.
- CLUNET. — *Les Associations*, t. I.
- DUGUIT. — *L'État*.
- MICHOUD. — *Théorie de la Personnalité morale*.
- GAUDRY. — *Cultes*.
- DUBIEF et GOTOFREY. — *Traité des Cultes*.
- BARBERET. — *Sociétés de Secours mutuels*.
- CROUZIL. — *La Liberté d'Association*.
- GRUNEBAUM-BALLIN. — *Séparation de l'Église et de l'État*.
- EPINAY. — *Capacité juridique des Associations sans but lucratif*.
- PIÉBOURG. — *Questions sur les Personnes civiles*.
- VAN DEN HEUVEL. — *De la Situation légale des Associations sans but lucratif*.

- CÉSAR-BRU . — *Les Syndicats professionnels.*
- AUBRY et RAU. — *Droit civil.*
- BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADES. — *Des Personnes.*
- VAUTHIER. — *Étude sur les Personnes morales.*
- GRAUX. — *Les Congrégations devant la loi.*
- JAY. — *Personnalité civile des Syndicats.*
- SPENCER. — *Principes de Sociologie.*
- SELIGMANN. — Thèse de Paris, 1877.
- PLANIOL. — *Droit civil.*
- TROUILLOT et CHAPSAL. — *Lois nouvelles, 1902.*
- PÉROUSE. — *Les Biens des Assoc. dissoutes sont-ils sans maître ?*
- BERTHÉLEMY. — *Droit administratif.*
- LAURENT. — *Droit civil.*
- HUC. — *Droit civil.*
- DUCROCQ. — *Droit administratif.*
- FOUILLÉE. — *Science sociale contemporaine.*
- WORMS (R.). — *Organisme et Société.*
- MONGIN. — *Situation juridique des Sociétés dénuées de personnalité.*
- SAUZET. — *Syndicats professionnels.*
- LARNAUDE. — *Revue de Droit public, 1906-1910.*
- SIREY. — *Lois annotées.*
- DALLOZ. — *Jurisprudence générale.*
Journal officiel. Débats parlementaires.
- SALEILLES. — *De la Personnalité juridique.*
- PICHON. — *Des caractères distinctifs des Associations soumises à la loi de 1901.* Thèse de Paris.
- MESTRE (A.). — *Les Personnes morales et le Problème de leur Responsabilité pénale.*

TABLE DES MATIÈRES

	Page.
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

LES THÉORIES DE LA PERSONNALITÉ MORALE.....	15
---	----

DEUXIÈME PARTIE

DES SOLUTIONS QU'ENTRAINENT CES THÉORIES AU CAS DE DISPARITION DE L'ASSOCIATION

PREMIÈRE SECTION. — Exposé des théories.....	49
CHAPITRE PREMIER. — Théorie de la personnalité- fiction.....	49
CHAPITRE II. — Théories de la propriété collective et de la copropriété.....	103
CHAPITRE III. — Théorie des patrimoines d'affecta- tion....	110
SECTION II. — Critique de ces théories.....	
CHAPITRE PREMIER. — Doctrine des droits indi- viduels.....	113
CHAPITRE II. — Théorie du patrimoine d'affectation.	118
CHAPITRE III. — Théorie de la personne fictive...	121
SECTION III. — Théorie de la réalité.....	127

TROISIÈME PARTIE

I. — Droits patrimoniaux non-transmissibles.....	159
II. — Droits non-patrimoniaux.....	160

QUATRIÈME PARTIE

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

CHAPITRE PREMIER. — Dissolution de l'association.	167
CHAPITRE II. — Effets de la dissolution.....	172

ASSOCIATIONS SOUMISES A DES LOIS SPÉCIALES

CONCLUSION.....	195
-----------------	-----

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A	
Achèvement (de l'entreprise), 54.	Art. 815 Code civil, 36.
Acquisitions, 62, 65, 88.	— 896 — 147.
Actif social, 35.	— 906 — 63, 68.
Action en résolution, 157.	— 911 — 68, 92.
Action syndicale, 164.	— 951 — 145.
Affectation, 32, 96, 145.	— 953 — 137.
Allard, 60.	— 954 — 137.
Ancien droit, 27.	— 1046 — 137.
Anciens membres, 150, 152, 180.	— 1107 — 105.
Apports, 78, 81, 96, 110, 181.	— 1158 — 91.
Appropriation (individuelle), 37.	— 1184 — 136.
Arrêté (consulaire, an XI), 60.	— 1869 — 35.
Art. 291 et s., Code pénal, 49.	— 1871 — 169.
Art. 539 et 713, Code civil, 59.	— 2003 — 159.
Art. 544, Code civil, 97.	— 2229 — 71. 99.
— 619 — 160.	— 2236 — 99.
— 767 et 768 — 95.	— 2262 — 100.
	Assemblée constituante, 61.
	Assemblée générale (pouvoirs de l'), 133, 172, 174, 180.
	Association.
	— disparition, 12.
	— nature juridique, 12, 13.

Association, rôle, 6.

— déclarée, 178.

— désintéressée,
152.

— illicite, 186.

— intéressée, 150.

— mixte, 151.

— non-déclarée,
183.

— non-reconnue,
63, 124.

— reconnue, 53,
121, 178.

Attributs (de la person-
nalité), 33.

Aubry et Rau, 16, 75.

Autonomie, 31.

Autorisation (ce qu'est
l'autorisation pour les
personnes morales), 24.

Avantage, 9.

B

Barberet, 194.

Barboux, 77.

Bénéficiaires, 29.

Bénéfices, 7, 29.

Bertauld, 128.

Berthélemy, 29.

Beudant, 84.

Biens collectifs, 30.

— indivis, 36.

— des pauvres, 143.

— vacants et sans mai-
tre. 54, 75.

Blanche, 6.

Briand, 59.

Brinz, 36.

But, 36.

C

Capacité juridique, 16.

Clamageran, 12.

Collectivité, 29.

Comités de construction
d'habitations à bon mar-
ché, 192.

Concentration des intérêts
individuels, 108.

Conception (patrimoniale),
110.

Concession (de la person-
nalité), 20.

Consentement, 54.

Contrat, 34, 114.

Contrat d'association, 106.

— innommé, 106.

Contrôle, 198.

— de l'État, 28.

Copropriété, 29, 103, 113.

— indivise, 31.

Cotisations, 35.

D

Décret du 3 messidor an
XII, 27.

— du 16 août 1901, 172.

Demolombe, 64.

Derelictio, 102.

Déshérence, 59, 123.

Détenteur précaire, 100.
 Dettes, 189.
 Dévolution, 54, 95, 124,
 200.
 Dispersion (des membres),
 54.
 Dissolution, 53, 95, 124,
 200.
 Domat, 26.
 Donateurs, 65, 100, 148,
 189.
 Donations, 110.
 Dons et legs, 134, 181.
 Droits individuels (Doc-
 trine des), 113.
 — non-patrimoniaux,
 160.
 — d'occupation, 76.
 — patrimoniaux, 116.
 — intransmissibles, 159.
 — personnels, 159.
 — de retour, 182.
 — sans sujet, 17.
 Ducrocq, 93.

E

Édit de 1749, 27.
 Entité juridique, 22.
 Ester en justice, 163.
 Établissements :
 Similaires, 115, 174.
 D'utilité publique, 51.
 État (Conception de l'), 29.
 État (Rôle de l'État dans
 la théorie de la fiction),
 19, 24.

Êtres collectifs, 38.
 Être fictif, 17.

F

Fiction, 16, 49, 121.
 Fusion des volontés, 130.

G

Gierke, 38.
 Grünebaum-Ballin, 111.

H

Heuvel (Van den), 90, 105.
 Homologation, 51.

I

Ihering, 33, 108.
 Incapables, 92.
 Indivision, 95, 114.
 Inexécution (des conven-
 tions), 136.
 Inexistence (des associa-
 tions), 63, 67, 92.
 Intérêt, 42.
 — collectif, 37.
 — (défense en justice
 des intérêts collectifs),
 116, 163.
 Intérêt social, 152.
 Interposition, 68, 92.

J

Jellineck, 41.
 Jozon, 20.

K

Kohler, 41.

L

Larnaude, 41.

Laurent, 24.

Libéralité (destination des), 144.

Liquidation, 165.

Liquidation (société de fait), 82.

Lois romaines, 26.

Loi du 2 janvier 1817, 27.

— 24 janvier 1825, 27, 150, 174.

— 10 avril 1834, 49.

— 12 juillet 1875, 86, 131, 150.

— 26 juillet 1875, 27.

— 24 juillet 1889, 162.

— 22 septembre 1895, 157, 174.

— 1^{er} avril 1898, 140.— 1^{er} juillet 1901, 141, 167.

— 7 juin 1904, 174.

— 7 juillet 1904, 140, 157.

— 9 décembre 1905, 140.

— 12 avril 1906, 192.

— 13 avril 1908, 59, 140.

M

Malouet, 111.

Mandat, 91, 160.

Margat, 145.

Masse (de biens), 29.

Mestre, 162.

Michoud, 46.

Modalisés (Droits), 29.

Montesquieu, 155.

Mort (des membres), 54.

N

Nécessité (des associations), 195.

Non-usage, 101.

O

Objet du droit, 119.

P

Parenté intellectuelle, 155.

Partage, 95, 106, 148, 174, 190.

Patrimoine d'affectation, 36, 110, 118.

Pérouse, 180.

Personnalité civile, 15.

— fiscale, 124.

— réelle (théorie de la), 38.

Personne juridique, 16.

— morale, 18.

Pichon, 7.

Piébourg, 20.

Planiol, 31.

Pothier, 22.

Prescription, 71, 99.

Prête-nom, 68, 89.

Prévisions statutaires, 153.
 Procédé (de gestion), 30.
 Propriétaire (Manières
 d'être), 29.
 Propriété individuelle, 30.
 — collective, 29.

R

Réalité (Théorie de la), 127.
 Reconnaissance de la per-
 sonnalité, 47.
 Reconnaissance d'utilité
 publique, 52.
Res nullius, 36.
 Responsabilité, 196.
 Retour (Droit de), 135,
 141, 145.
 Retrait de la reconnais-
 sance, 54.
 Revendication, 65, 72, 100,
 148.
 Révocation (des dona-
 tions, 136, 182.

S

Saïlles, 16.
 Savigny, 16.
 Sécurité générale, 25.
 Société, 31.
 — de secours mutuels,
 140, 163, 169, 192.
 — de fait, 78.
 Solidarité représentative,
 162.

Statuts (Pouvoir des), 129,
 172, 180.
 — (Silence des), 188.
 Substitution, 132, 146.
 Substratum, 112.
 Subventions, 35.
 Successeur irrégulier, 95,
 138.
 Succession *ab intestat*, 145,
 154.
 Suppression des personnes
 morales, 24.
 Syndicats professionnels,
 116, 162, 191.

T

Terme (Expiration du), 54.
 Testament collectif, 131.
 Tester (Droit de), 58.
 Thouret, 111.
 Treilhard, 122.
 Trouillot et Chapsal, 137.

U

Unification, 162.
 Usage, 160.
 Usucapion, 101.
 Usufruit, 160.
 Utilité publique, 24.
 — (Théorie de l'), 59.
 111.

V	W
Vallé, 59, 79.	Waldeck-Rousseau, 59.
Vareilles-Sommières (de), 29, 35.	Worms, 45.
Vendeurs, 65, 100.	Z
Vocation successorale, 57.	Zweck-Vermögen, 37.
Volonté, 39.	
Volonté (de l'association), 162.	

